

Budget des dépenses

2024–25

Volume 1



Secrétariat du Conseil du Trésor



Secrétariat
du Conseil
du Trésor

Budget des dépenses **de la province de l'Ontario pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025**

VOLUME 1

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

Pour la version en ligne de ce document, visiter
<https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES 2024-2025

For the online version of this document, visit
<https://www.ontario.ca/page/expenditure-estimates>

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 : Introduction

Objet du Budget des dépenses	v
Format du Budget des dépenses	v
Conventions comptables régissant le Budget des dépenses	vi
Changements de la présentation et du contenu	vi
Termes et définitions utilisés	vi
Sources de renseignements complémentaires	viii

Section 2 : Ministères

Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1
Procureur général	17
Bureau du Conseil des ministres	51
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	57
Affaires civiques et Multiculturalisme	77
Collèges et Universités	85
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	99
Éducation	113
Énergie	131
Environnement, Protection de la nature et Parcs	141
Finances	169
Affaires francophones	191
Santé	195
Affaires autochtones	225
Infrastructure	229
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	251
Bureau du lieutenant-gouverneur	275
Soins de longue durée	279
Mines	287
Affaires municipales et Logement	301
Richesses naturelles et Forêts	317
Développement du Nord	341
Cabinet du premier ministre	355
Services au public et aux entreprises	359
Services aux aînés et Accessibilité	391
Solliciteur général	399
Tourisme, Culture et Sport	441
Transports	465
Secrétariat du Conseil du Trésor	499

Section 3 : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	530 - 531
Tableau 2 : Fonctionnement : État comparatif des totaux	532 - 533
Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	534 - 535
Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	537
Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	538 - 539
Tableau 6 : Immobilisations : État comparatif des totaux	540 - 541
Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	542 - 543
Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	544 - 545
Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	546 - 547
Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations : État comparatif des totaux	548 - 549
Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	550 - 551
Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	552 - 554

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2024-2025 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères et des Bureaux de l'Assemblée législative pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2024. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor ainsi que tous les éléments d'investissement et frais hors trésorerie comptabilisés par la province doivent être autorisés par voie de crédit en vertu de la *Loi de crédits* ou d'une autre loi.

Les budgets des dépenses de ministères ou de bureaux seront choisis en vue de leur examen par l'Assemblée législative par l'entremise de son ou ses comités. Une fois approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère et à chaque bureau l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste, et elles ne peuvent dépasser les totaux votés sans autorisation supplémentaire de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province de l'Ontario est formé de plusieurs volumes ou publications distinctes :

Volume 1 : Le détail des prévisions de dépenses des ministères et des bureaux gouvernementaux pour l'exercice.

Volume 2 : Les prévisions de dépenses des Bureaux de l'Assemblée législative, c.-à-d. le Bureau de l'Assemblée, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le budget principal des dépenses déposé, il présente un budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les dépenses prévues figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiées en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité, et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions (ou services) les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certaines fonctions ou à certains services. Les postes peuvent au besoin être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme ou la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont indiqués après le total des montants à voter dans les sections « Sommaire - Programme du ministère », « Sommaire - Crédit » et « Classification par catégorie de dépenses ». Ils représentent des paiements faisant l'objet d'une autorisation précise de l'Assemblée législative d'engager les dépenses prévues et n'ont pas à être autorisés dans la *Loi de crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Fournitures et matériel, Paiements de transfert, Autres opérations, etc. (voir la rubrique « Termes et définitions utilisés » ci-après).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits et programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est à son tour suivie d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Un résumé des données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement est présenté dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation et autres redressements sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. La consolidation regroupe les postes des ministères et ceux d'autres institutions gouvernementales comme les organismes, les conseils et les commissions. Ces redressements font le rapprochement entre les demandes de crédits des ministères indiquées dans le Budget des dépenses et le Budget annuel, sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (à l'exclusion de l'actif).

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est préparé selon une méthode de comptabilité d'exercice conforme aux budgets, aux Comptes publics et aux autres publications de la province.

Changements de la présentation et du contenu

La présentation et le format n'ont subi aucun changement pour 2024-2025.

La présentation visuelle de la page de couverture du Budget des dépenses est semblable à celle du Budget, ce qui montre clairement que ces deux documents sont des volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2024-2025 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions, les soutiens à des personnes, au secteur des entreprises, aux institutions non commerciales et à d'autres organismes gouvernementaux, les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables, une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations et des comptes à fin désignée.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance au fournisseur; selon le cas, ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses relevant de l'actif ou ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements excédentaires versés pendant l'exercice considéré à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Inventaire

Cette catégorie permet de saisir l'inventaire de l'équipement de protection individuelle et des fournitures et équipements essentiels non utilisés.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, par exemple la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie – par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires :Comptes publics

Les Comptes publics comprennent le Rapport annuel et les états financiers consolidés, les états des ministères et les annexes, ainsi que les annexes détaillées des paiements. Les états financiers consolidés sont présentés sur une base consolidée et englobent les résultats des ministères et les résultats financiers des entités qui sont sous le contrôle de la province. Les états des ministères et les annexes comparent les charges réelles des ministères selon une méthode de comptabilité d'exercice aux crédits votés par l'Assemblée législative. Les annexes détaillées des paiements présentent les détails des paiements versés par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

[Les Comptes publics de l'Ontario de 2022-2023 | Ontario.ca/fr](#)

Document d'information sur le budget des dépenses

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le Document d'information sur le budget des dépenses décrit les réalisations du ministère en question au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la méthode prévue pour mesurer les résultats. Les Documents d'information sur le budget des dépenses sont utilisés au moment où les ministères justifient leur budget.

Budget de l'Ontario

Pour chaque exercice, la *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* (la Loi) exige du ministre des Finances qu'il publie un budget portant sur l'exercice visé par le budget et des deux exercices suivants. Le budget doit être publié au plus tard le 31 mars de chaque exercice, à l'exception des exercices qui suivent une élection générale.

Si le budget n'est pas présenté à la date ainsi fixée, le ministre des Finances doit publier au plus tard à cette même date une déclaration du ministre indiquant la raison pour laquelle l'échéance n'a pas été respectée. De plus, le premier ministre de l'Ontario et le ministre des Finances doivent payer une pénalité égale à 10 % de leur traitement.

<https://ontario.ca/budgetfr>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales sert les besoins des Ontariens, des Canadiens et du reste du monde en soutenant et en aidant à bâtir un système agroalimentaire et des collectivités rurales durables, résilients, fiables, novateurs et prospères, tout en complétant ces efforts dans le cadre d'une approche à Une seule santé. Les programmes ministériels sont centrés sur la salubrité des aliments, la santé des plantes et des animaux, la résilience du secteur, la garantie de l'environnement, la recherche, le soutien en matière de main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire, le développement sectoriel et rural et la croissance économique, l'équité, la diversité et l'inclusion ainsi que le soutien à la chaîne d'approvisionnement et au marketing intérieur. Ces activités et ces programmes renforcent l'Ontario, ses lieux et sa population au sein des collectivités rurales et urbaines, favorisent et créent de bons emplois, attirent des investissements, préservent la sécurité des aliments, des plantes et des animaux, soutiennent les actifs naturels et contribuent à la croissance économique et au bien-être général en Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
101 Programme d'administration du ministère	22 492 100	22 462 900	29 200	21 034 741
107 Amélioration de la santé publique et de l'environnement	93 900 200	95 342 300	(1 442 100)	77 875 777
108 Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	507 825 300	483 056 800	24 768 500	496 705 519
109 Élaboration des politiques	16 523 200	16 247 300	275 900	14 279 352
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	640 740 800	617 109 300	23 631 500	609 895 389
Crédits législatifs	1 097 187	1 097 187	-	398 303
Total du ministère - Charges de fonctionnement	641 837 987	618 206 487	23 631 500	610 293 692
Redressement de consolidation - Agricorp	202 959 300	197 121 200	5 838 100	213 097 713
Redressement de consolidation - Recherche et innovation agricoles Ontario (RIO)	4 947 000	5 470 000	(523 000)	5 380 904
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(394 330)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(4 474 400)	(4 654 900)	180 500	(3 118 067)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	845 269 887	816 142 787	29 127 100	825 259 912
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
107 Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 390 400
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 000 000	-	1 390 400
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 000 000	-	1 390 400

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	1 000	-	-
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	9 500 000	5 000 000	4 500 000	7 500 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		9 501 000	5 001 000	4 500 000	7 500 000
Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		9 502 000	5 002 000	4 500 000	7 500 000
Redressement de consolidation - Agricorp		1 613 400	2 082 200	(468 800)	2 830 771
Redressement de consolidation - Recherche et innovation agricoles Ontario (RIAO)		(676 100)	(825 400)	149 300	(3 677 130)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		10 439 300	6 258 800	4 180 500	6 653 641
BIENS IMMOBILISÉS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	1 750 000	750 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 500 000	1 750 000	750 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 500 000	1 750 000	750 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		855 709 187	822 401 587	33 307 600	831 913 553

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 492 100	22 462 900	29 200	21 034 741
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 492 100	22 462 900	29 200	21 034 741
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	82 635
	Total - Charges de fonctionnement	22 572 287	22 543 087	29 200	21 117 376

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 242 200
	Avantages sociaux		2 342 900
	Transports et communications		636 000
	Services		5 518 500
	Fournitures et matériel		752 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 492 100
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	2 471 600	
	Avantages sociaux	328 400	
	Transports et communications	143 600	
	Services	153 900	
	Fournitures et matériel	270 700	3 368 200
	<i>Services opérationnels</i>		
	Traitements et salaires	3 311 000	
	Avantages sociaux	485 600	
	Transports et communications	235 200	
	Services	1 300 700	
	Fournitures et matériel	190 800	5 523 300
	<i>Planification des activités et services financiers</i>		
	Traitements et salaires	2 691 200	
	Avantages sociaux	419 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	335 400	
	Fournitures et matériel	25 600	3 519 400
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 670 700	
	Avantages sociaux	656 700	
	Transports et communications	52 300	
	Services	92 700	
	Fournitures et matériel	92 300	2 564 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 097 700	
	Avantages sociaux	453 200	
	Transports et communications	136 700	
	Services	575 400	
	Fournitures et matériel	163 100	4 426 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	20 000	
	Services	3 060 400	
	Fournitures et matériel	10 000	3 090 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		22 492 100
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		22 572 287

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils et à une approche globale. Une seule santé pour gérer les risques, protéger l'ontologie publique et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministre liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux et l'environnement.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	93 900 200	95 342 300	(1 442 100)	77 875 777
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		93 900 200	95 342 300	(1 442 100)	77 875 777
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	10 000	10 000	-	12 495
Total - Crédits législatifs		10 000	10 000	-	12 495
Total - Charges de fonctionnement		93 910 200	95 352 300	(1 442 100)	77 888 272
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 390 400
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		5 000 000	5 000 000	-	1 390 400
Total - Actifs de fonctionnement		5 000 000	5 000 000	-	1 390 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	1 750 000	750 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 500 000	1 750 000	750 000	-
Total - Biens immobilisés		2 500 000	1 750 000	750 000	-

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

Ns

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

107-1 Amélioration de la santé publique et de l'environnement

Traitements et salaires		37 470 300
Avantages sociaux		5 057 000
Transports et communications		1 772 300
Services		13 502 400
Fournitures et matériel		851 200
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
Programme d'indemnisation en matière de santé des animaux	1 000	
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	20 171 500	
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	4 778 500	
Programme pour la croissance communautaire	1 099 000	
Accord Canada-Ontario concernant les Grands Lacs	850 000	
Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	920 000	37 487 000
Total partiel		96 140 200
Moins : Recouvrements		2 240 000
Total " voter - Charges de fonctionnement		93 900 200

Crédits législatifs

Autres opérations		
L Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
Total (Charges de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		93 910 200

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

107-2 Amélioration de la santé publique et de l'environnement

Prêts et investissements		
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	4 800 000	
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non organisés en municipalités	200 000	5 000 000
Total " voter - Actifs de fonctionnement		5 000 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		5 000 000

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
107-4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
107-3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 500 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 500 000
	Total (Biens immobilisés) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - CRÉDIT 108

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et l'industrie agroalimentaire de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques exemplaires de gestion durable, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l'atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide et de soutien sectoriels, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d'approvisionnement; en soutenant les investissements dans les secteurs rural, alimentaire et des boissons; en faisant la promotion de l'industrie agroalimentaire de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à créer des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique	145 255 100	120 645 600	24 609 500	128 221 728
3	Recherche	89 626 700	89 467 700	159 000	82 078 210
4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	272 943 500	272 943 500	-	286 405 581
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		507 825 300	483 056 800	24 768 500	496 705 519
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 000	5 000	-	78 118
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000	1 000 000	-	225 055
Total - Crédits législatifs		1 007 000	1 007 000	-	303 173
Total - Charges de fonctionnement		508 832 300	484 063 800	24 768 500	497 008 692
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	9 500 000	5 000 000	4 500 000	7 500 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		9 500 000	5 000 000	4 500 000	7 500 000
Total - Charges d'immobilisations		9 500 000	5 000 000	4 500 000	7 500 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-1	Développement économique		
	Traitements et salaires		23 733 300
	Avantages sociaux		3 256 300
	Transports et communications		1 035 200
	Services		5 256 000
	Fournitures et matériel		485 100
	Paievements de transfert		
	Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	8 600 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	18 242 800	
	Programme pour la croissance communautaire	4 749 400	
	Fonds de promotion des vins de l'Ontario	68 500 000	
	Programme de développement économique des collectivités rurales	5 000 000	
	Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	6 396 000	
	Programme d'incitatifs pour les vétérinaires	1 000	111 489 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			145 255 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paievements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
108-3	Recherche		
	Traitements et salaires		2 486 600
	Avantages sociaux		311 500
	Transports et communications		176 700
	Services		332 500
	Fournitures et matériel		90 000
	Paielements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	12 903 400	
	Recherche sur l'innocuité des aliments	680 000	
	Subventions tenant lieu d'impôt	1 000 000	
	Université de Guelph	71 646 000	86 229 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		89 626 700
108-4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises		
	Paielements de transfert		
	Agricorp	12 758 000	
	Agri-protection	41 500 000	
	Agri-investissement	21 100 000	
	Agri-relance	1 000	
	Agri-risques - contribution fédérale	1 000	
	Agri-risques - contribution provinciale	1 000	
	Agri-stabilité	45 469 500	
	Programmes de protection financière et garanties d'emprunt	55 000	
	Programme ontarien de gestion des risques	150 000 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	1 058 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 000 000	272 943 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		272 943 500

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		508 832 300
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
108-7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales		
	Paiements de transfert		
	Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
	Programme coopératif de doctorat en médecine vétérinaire	4 500 000	
	Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	4 500 000	9 500 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		9 500 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		9 500 000

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109

La Division des politiques est responsable de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits et l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Pour ce faire, la Division soutient l'objectif général du ministère d'aider à bâtir un système agroalimentaire durable, résilient, fiable et prospère et des collectivités rurales qui innovent et stimulent la croissance économique, en s'appuyant sur une approche à une seule santé. La Division supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques	16 523 200	16 247 300	275 900	14 279 352
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 523 200	16 247 300	275 900	14 279 352
Total - Charges de fonctionnement		16 523 200	16 247 300	275 900	14 279 352

LABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
109-1	LABORATION DES POLITIQUES		
	Traitements et salaires		12 443 500
	Avantages sociaux		1 586 500
	Transports et communications		554 400
	Services		1 788 500
	Fournitures et matériel		150 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			16 523 200
Total (Charges de fonctionnement) - LABORATION DES POLITIQUES			16 523 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	618 206 487	610 859 892
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(566 200)
Total - Charges de fonctionnement redressées	618 206 487	610 293 692

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministre du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille en offrant des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire dans quelque 148 cours et tribunaux de tout l'Ontario. Le ministre intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il fournit un éventail de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. La Division de la justice pour les Autochtones du ministre donne des conseils sur les questions liées à la justice qui touchent les Autochtones sous toutes les facettes du système de justice en Ontario. Le ministre exécute également des programmes fournissant des soutiens essentiels aux enfants et aux personnes vulnérables, par l'entremise du Bureau du Tuteur et curateur public et du Bureau de l'avocat des enfants. Il offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministres, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Le ministre supervise des organismes, conseils et commissions comme l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Tribunaux décisionnels Ontario, le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministre subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministre	248 498 700	231 324 300	17 174 400	230 233 967
302 Programme de poursuites contre les criminels	380 232 700	350 896 400	29 336 300	335 616 452
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	525 698 900	511 448 800	14 250 100	483 593 397
304 Programme des services juridiques	31 368 500	32 208 000	(839 500)	31 227 387
305 Programme des services aux tribunaux	555 655 900	512 914 200	42 741 700	550 006 885
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	149 923 200	158 017 100	(8 093 900)	141 565 629
307 Crédit d'impôt pour contributions politiques	10 346 400	9 654 700	691 700	16 314 278
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	77 235 900	62 570 500	14 665 400	62 185 410
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 978 960 200	1 869 034 000	109 926 200	1 850 743 405
Crédits législatifs	5 369 014	5 369 014	-	110 233 932
Total du ministre - Charges de fonctionnement	1 984 329 214	1 874 403 014	109 926 200	1 960 977 337

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	178 298 500	154 525 100	23 773 400	169 095 199
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(7 848)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(120 806)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(872 400)	(107 100)	(765 300)	(1 183 017)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(376 700)	-	(376 700)	(407 803)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(221 700 500)	(235 523 500)	13 823 000	(263 460 383)
Redressement de consolidation - Sociétés ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 031 527)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 939 678 114	1 793 297 514	146 380 600	1 863 861 152
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	1 000	2 000	(1 000)	6 800
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	1 416 000
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000	3 000	-	102 600
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	205 600
305 Programme des services aux tribunaux	1 000	1 000	-	74 700
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	84 500
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	9 000	10 000	(1 000)	1 890 200
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	9 000	10 000	(1 000)	1 890 200

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	67 625 900	60 255 300	7 370 600	37 823 925
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	-
305 Programme des services aux tribunaux	6 796 700	6 279 700	517 000	4 056 743
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	8 202 034
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	74 425 600	66 538 000	7 887 600	50 082 702
Crédits législatifs	17 901 400	11 788 600	6 112 800	6 160 222
Total du ministère - Charges d'immobilisations	92 327 000	78 326 600	14 000 400	56 242 924
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	5 500 000	5 500 000	-	2 680 233
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(55 900)	246 500	(302 400)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(71 633 200)	(67 888 500)	(3 744 700)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	26 137 900	16 184 600	9 953 300	58 923 157
BIENS IMMOBILISÉS				
301 Programme d'administration du ministère	40 876 300	35 692 500	5 183 800	9 774 098
305 Programme des services aux tribunaux	4 862 800	50 793 800	(45 931 000)	131 969 820
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 019 000	2 557 200	(538 200)	794 593
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	47 758 100	89 043 500	(41 285 400)	142 538 511
Total du ministère - Biens immobilisés	47 758 100	89 043 500	(41 285 400)	142 538 511
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 965 816 014	1 809 482 114	156 333 900	1 922 784 309

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion de projet, données et analyses, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	248 498 700	231 324 300	17 174 400	230 233 967
	TOTAL ÊTRE VOTÉ - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	248 498 700	231 324 300	17 174 400	230 233 967
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	248 562 714	231 388 314	17 174 400	230 299 935
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	6 800
-	Débiteurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL ÊTRE VOTÉ - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	2 000	(1 000)	6 800
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	2 000	(1 000)	6 800

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	67 624 900	60 254 300	7 370 600	37 823 925
8	Projet de modernisation	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		67 625 900	60 255 300	7 370 600	37 823 925
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 204 500	6 312 700	4 891 800	2 180 167
Total - Crédits législatifs		11 204 500	6 312 700	4 891 800	2 180 167
Total - Charges d'immobilisations		78 830 400	66 568 000	12 262 400	40 004 092
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Projet de modernisation	40 876 300	35 692 500	5 183 800	9 774 098
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		40 876 300	35 692 500	5 183 800	9 774 098
Total - Biens immobilisés		40 876 300	35 692 500	5 183 800	9 774 098

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
301-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	29 504 500
	Avantages sociaux	3 217 600
	Transports et communications	675 200
	Services	214 876 100
	Fournitures et matériel	226 300
	Paielements de transfert	
	Projets liés à l'innovation	1 000
	Total partiel	248 500 700
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	248 498 700
<i>Sous-postes :</i>		
<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	3 025 500
	Avantages sociaux	363 000
	Transports et communications	113 300
	Services	100 000
	Fournitures et matériel	35 800
		3 637 600
<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 577 600
	Avantages sociaux	335 000
	Transports et communications	26 600
	Services	175 800
	Fournitures et matériel	10 000
		3 125 000
<i>Locaux - Frais de location</i>		
	Services	195 928 500
	Moins : Recouvrements	1 000
		195 927 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	23 901 400	
	Avantages sociaux	2 519 600	
	Transports et communications	535 300	
	Services	18 671 800	
	Fournitures et matériel	180 500	
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation	1 000	
	Total partiel	45 809 600	
	Moins : Recouvrements	1 000	45 808 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		248 498 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		248 562 714
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
301-5	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	50 906 700	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	16 719 200	67 625 900
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		67 624 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		11 204 500
301-8	Projet de modernisation		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		78 830 400
BIENS IMMOBILISÉS			
301-7	Projet de modernisation		
	Matériel de technologie de l'information	24 256 300	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	16 620 000	
	Total " voter - Biens immobilisés		40 876 300
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère		40 876 300

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au sous-procureur général dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	380 232 700	350 896 400	29 336 300	335 616 452
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	380 232 700	350 896 400	29 336 300	335 616 452
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	189 574
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	189 574
	Total - Charges de fonctionnement	380 233 700	350 897 400	29 336 300	335 806 026
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	1 416 000
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	1 416 000
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 416 000

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		302 943 200
	Avantages sociaux		29 343 500
	Transports et communications		7 778 300
	Services		23 880 400
	Fournitures et matériel		6 945 800
	Paielements de transfert		
	Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 334 000	
	Centres de justice - partenariats communautaires	2 403 500	
	Programmes de responsabilisation directe	3 604 000	
	Indemnisation des victimes " partir de la confiscation des actifs criminels	2 000 000	9 341 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		380 232 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		380 233 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
302-7	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones. La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère. Elle englobe les organismes, tribunaux et programmes suivants : Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Jeux en ligne Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. Par ailleurs, la Division des politiques administre les nominations ministérielles de l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels, gère le programme des notaires et des commissaires qui assure la prestation de services directs aux candidats aux fonctions de notaires non juristes ou parajuristes et de commissaires et fournit du soutien administratif de deux comités consultatifs sur les nominations de la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. Échelle actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre	réels
				2024-2025	2022-2023
				et	
				2023-2024	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	318 081 100	318 516 700	(435 600)	286 160 409
4	Relations avec les organismes et les tribunaux	158 595 800	148 856 700	9 739 100	148 970 147
8	Politiques	7 077 700	6 764 900	312 800	6 609 605
13	Justice pour les Autochtones	41 944 300	37 310 500	4 633 800	41 853 236
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		525 698 900	511 448 800	14 250 100	483 593 397

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers</i>	1 000	1 000	-	1 052 068
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	25 493
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	1 077 561
Total - Charges de fonctionnement		525 700 900	511 450 800	14 250 100	484 670 958
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
12	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	3 000	3 000	-	102 600
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		3 000	3 000	-	102 600
Total - Actifs de fonctionnement		3 000	3 000	-	102 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-2	Aide juridique Ontario		
	Paielements de transfert		
	Aide juridique Ontario		
	318 081 100		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	318 081 100		
303-4	Relations avec les organismes et les tribunaux		
	Traitements et salaires		
	96 802 300		
	Avantages sociaux		
	12 742 600		
	Transports et communications		
	4 092 400		
	Services		
	25 802 900		
	Fournitures et matériel		
	791 800		
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 465 900		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
	5 336 200		
	18 802 100		
	Total partiel		
	159 034 100		
	Moins : Recouvrements		
	438 300		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	158 595 800		
Sous-postes :			
Relations avec les organismes et gestion des programmes			
	Traitements et salaires		
	2 960 500		
	Avantages sociaux		
	393 000		
	Transports et communications		
	228 100		
	Services		
	1 267 500		
	Fournitures et matériel		
	18 400		
	4 867 500		
Vérification et supervision des libérations sous caution			
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 465 900		
	13 465 900		
Commission ontarienne des droits de la personne			
	Traitements et salaires		
	4 506 900		
	Avantages sociaux		
	427 800		
	Transports et communications		
	193 200		
	Services		
	405 200		
	Fournitures et matériel		
	28 200		
	5 561 300		

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
	Paielements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	5 336 200
	<i>Agence des plaintes contre les forces de l'ordre</i>		
	Traitements et salaires	5 864 200	
	Avantages sociaux	670 700	
	Transports et communications	195 300	
	Services	738 500	
	Fournitures et matériel	50 000	7 518 700
	<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
	Traitements et salaires	8 559 800	
	Avantages sociaux	1 142 400	
	Transports et communications	386 000	
	Services	812 600	
	Fournitures et matériel	61 700	
	Total partiel	10 962 500	
	Moins : Recouvrements	1 000	10 961 500
	<i>Tribunaux décisionnels Ontario</i>		
	Traitements et salaires	61 317 400	
	Avantages sociaux	8 425 000	
	Transports et communications	2 650 400	
	Services	17 749 100	
	Fournitures et matériel	542 600	
	Total partiel	90 684 500	
	Moins : Recouvrements	437 300	90 247 200
	<i>Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire</i>		
	Traitements et salaires	13 593 500	
	Avantages sociaux	1 683 700	
	Transports et communications	439 400	
	Services	4 828 000	
	Fournitures et matériel	90 900	20 635 500

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Renseignements au public</i>		
	Services	1 000	1 000
	<i>Commissions royales</i>		
	Services	1 000	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		158 595 800
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Audiences tenues en vertu de la Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers		1 000
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
303-8	Politiques		
	Traitements et salaires		5 852 700
	Avantages sociaux		674 500
	Transports et communications		200 900
	Services		281 100
	Fournitures et matériel		68 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 077 700

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-13	Justice pour les Autochtones		
	Traitements et salaires		3 576 800
	Avantages sociaux		385 200
	Transports et communications		418 000
	Services		638 300
	Fournitures et matériel		53 100
	Paievements de transfert		
	Services aux victimes autochtones	12 182 500	
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 948 100	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	19 423 300	
	Liste des jurés	319 000	36 872 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		41 944 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		525 700 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
303-12	Paievement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		3 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		3 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
303-5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministres et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés de l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit civil	25 802 700	26 697 400	(894 700)	25 469 890
3	Services des conseillers législatifs	5 565 800	5 510 600	55 200	5 757 497
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 368 500	32 208 000	(839 500)	31 227 387
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances intéressées	1 000	1 000	-	78 918 489
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	78 918 489
	Total - Charges de fonctionnement	31 369 500	32 209 000	(839 500)	110 145 876
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	205 600
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	205 600
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	205 600

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Droit civil	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
304-2	Droit civil		
	Traitements et salaires	145 289 500	
	Avantages sociaux	13 033 200	
	Transports et communications	300 400	
	Services	12 585 700	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	171 497 700	
	Moins : Recouvrements	145 695 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	25 802 700	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Directions centrales</i>			
	Traitements et salaires	31 839 600	
	Avantages sociaux	4 012 400	
	Transports et communications	300 400	
	Services	12 573 600	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	49 014 900	
	Moins : Recouvrements	23 213 200	25 801 700
<i>Directions des services juridiques détachés</i>			
	Traitements et salaires	113 449 900	
	Avantages sociaux	9 020 800	
	Services	12 100	
	Total partiel	122 482 800	
	Moins : Recouvrements	122 481 800	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	25 802 700	
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant		1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	6 542 600
	Avantages sociaux	730 200
	Transports et communications	13 800
	Services	118 200
	Fournitures et matériel	25 000
	Total partiel	7 429 800
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 565 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	31 369 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
304-6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services juridiques	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
304-4	Droit civil	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services juridiques	2 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	343 938 900	307 402 200	36 536 700	335 341 911
2	Services judiciaires	211 717 000	205 512 000	6 205 000	214 664 974
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		555 655 900	512 914 200	42 741 700	550 006 885
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	5 300 000	5 300 000	-	29 982 340
Total - Crédits législatifs		5 300 000	5 300 000	-	29 982 340
Total - Charges de fonctionnement		560 955 900	518 214 200	42 741 700	579 989 225
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	74 700
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	74 700
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	74 700

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	6 795 700	6 278 700	517 000	4 056 743
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		6 796 700	6 279 700	517 000	4 056 743
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 218 500	3 070 100	1 148 400	538 576
Total - Crédits législatifs		4 218 500	3 070 100	1 148 400	538 576
Total - Charges d'immobilisations		11 015 200	9 349 800	1 665 400	4 595 319
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	4 862 800	50 793 800	(45 931 000)	131 969 820
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		4 862 800	50 793 800	(45 931 000)	131 969 820
Total - Biens immobilisés		4 862 800	50 793 800	(45 931 000)	131 969 820

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
305-1	Administration de la justice		
	Traitements et salaires		190 023 900
	Avantages sociaux		32 275 900
	Transports et communications		18 461 500
	Services		43 320 500
	Fournitures et matériel		7 565 300
	Paielements de transfert		
	Programmes de soutien aux tribunaux	7 561 000	
	Projets de modernisation	205 000	
	Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	1 438 400	9 204 400
	Autres opérations		43 088 400
	Total partiel		343 939 900
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		343 938 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 300 000
305-2	Services judiciaires		
	Traitements et salaires		182 257 200
	Avantages sociaux		15 236 100
	Transports et communications		4 576 400
	Services		8 845 400
	Fournitures et matériel		800 900
	Paielements de transfert		
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		211 717 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		560 955 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
305-6	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
305-3	Construction de tribunaux	
	Paielements de transfert	
	Cession immobilière	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paielements	6 794 700
	Total " voter - Charges d'immobilisations	6 795 700
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 218 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	11 015 200
BIENS IMMOBILISÉS		
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	4 861 800
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	4 862 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	4 862 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes à l'Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien judiciaire et de conseil juridique, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle de la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits et les obligations d'ordre personnel et patrimonial des enfants au cours des instances devant les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	29 841 800	26 446 600	3 395 200	23 372 455
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	25 047 600	24 666 300	381 300	24 579 138
6	Personnes vulnérables	95 033 800	106 904 200	(11 870 400)	93 614 036
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		149 923 200	158 017 100	(8 093 900)	141 565 629
Total - Charges de fonctionnement		149 923 200	158 017 100	(8 093 900)	141 565 629
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	84 500
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	84 500
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	84 500

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		5 803 000
	Avantages sociaux		714 300
	Transports et communications		584 300
	Services		1 587 100
	Fournitures et matériel		38 900
	Paielements de transfert		
	Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 427 200	
	Recours civils " <i>l'égard d'activités illicites - Loi sur les recours civils -</i>		
	Indemnisation des victimes	1 000 000	
	Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des		
	victimes d'actes criminels	1 410 700	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des		
	partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	2 987 800	
	Programme d'aide aux enfants victimes	3 347 800	
	Services spécialisés	350 000	21 114 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		29 841 800
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		19 712 500
	Avantages sociaux		3 185 000
	Transports et communications		848 200
	Services		995 100
	Fournitures et matériel		306 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		25 047 600

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires	44 342 500	
	Avantages sociaux	5 553 300	
	Transports et communications	1 006 400	
	Services	43 537 000	
	Fournitures et matériel	669 600	
	Total partiel	95 108 800	
	Moins : Recouvrements	75 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	95 033 800	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Avocat des enfants</i>		
	Traitements et salaires	9 026 000	
	Avantages sociaux	1 078 400	
	Transports et communications	240 800	
	Services	30 924 000	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	41 422 200	
	Moins : Recouvrements	75 000	41 347 200
	<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
	Traitements et salaires	35 316 500	
	Avantages sociaux	4 474 900	
	Transports et communications	765 600	
	Services	12 613 000	
	Fournitures et matériel	516 600	53 686 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	95 033 800	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	149 923 200	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
306-7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000	
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées " un parti de l'Ontario, " une association de circonscription ou " un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	10 346 400	9 654 700	691 700	16 314 278
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		10 346 400	9 654 700	691 700	16 314 278
Total - Charges de fonctionnement		10 346 400	9 654 700	691 700	16 314 278

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	
	Paievements de transfert	
	Crédit d'impôt pour contributions politiques	10 346 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	10 346 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques	10 346 400

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation qui relève du ministre du Procureur général. Elle a été établie le 23 février 1998 en vertu de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, laquelle a été modifiée en 2018 et rebaptisée *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public* à au moment où la CAJO est devenue responsable de la réglementation de la vente au détail de cannabis. Le 29 novembre 2021, cette loi modifiée de 2018 a été abrogée et la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario* a été proclamée en vigueur, prorogeant la CAJO sous un statut distinct de personne morale et autorisant la CAJO à surveiller la mise sur pied de la filiale des loteries et l'administration des loteries en ligne prescrites.

La CAJO est chargée de réglementer les secteurs et les industries des alcools, des jeux et des courses de chevaux ainsi que la vente au détail du cannabis en respectant les principes d'innocuité et d'intégrité et en veillant à l'intérêt public. Pour ce faire, elle veille à l'application de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Elle veille également à l'application du Décret 1413/08 sur les licences de loterie pour les organismes de bienfaisance. Les activités réglementées par la CAJO comprennent :

- À la vente et le service de boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- À la vente de boissons alcoolisées dans les épiceries;
- À les services de livraison d'alcool;
- À les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- À les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- À le jeu commercial comme les casinos et les sites de jeux en ligne;
- À les loteries exploitées par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, un organisme du gouvernement provincial;
- À la vente de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministre du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses public du ministre, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario. La CAJO est financée à l'aide d'une combinaison de revenus provenant du Trésor et de fonds recouverts.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	77 235 900	62 570 500	14 665 400
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 235 900	62 570 500	14 665 400
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	77 236 900	62 571 500	14 665 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	8 202 034
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	8 202 034
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 477 400	2 404 800	72 600	3 441 479
	Total - Crédits législatifs	2 477 400	2 404 800	72 600	3 441 479
	Total - Charges d'immobilisations	2 478 400	2 405 800	72 600	11 643 513
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 019 000	2 557 200	(538 200)	794 593
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 019 000	2 557 200	(538 200)	794 593
	Total - Biens immobilisés	2 019 000	2 557 200	(538 200)	794 593

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
308-1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Traitements et salaires	95 114 000
	Avantages sociaux	20 608 800
	Transports et communications	1 770 100
	Services	32 513 700
	Fournitures et matériel	962 600
	Total partiel	150 969 200
	Moins : Recouvrements	73 733 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	77 235 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	77 236 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
308-3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
308-2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 477 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 478 400
BIENS IMMOBILISÉS		
308-4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Matériel de technologie de l'information	2 019 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 019 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 019 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 874 403 014	1 961 845 588
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(868 251)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 874 403 014	1 960 977 337

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre, qui offre des services d'analyse et des conseils stratégiques essentiels au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour la réalisation des priorités du gouvernement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
401	Programme du Bureau du conseil des ministres	61 602 700	53 834 200	7 768 500	50 347 115
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	61 602 700	53 834 200	7 768 500	50 347 115
	Crédits législatifs	128 028	128 028	-	82 635
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	61 730 728	53 962 228	7 768 500	50 429 750
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	61 730 728	53 962 228	7 768 500	50 429 750
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	61 730 728	53 962 228	7 768 500	50 429 750

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres est l'organisme central qui soutient la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications et en exerçant la fonction de contrôle dans ces domaines. De plus, le Bureau soutient et surveille la présentation et la mise en œuvre du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et l'adoption de l'innovation et de l'amélioration continue dans l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

Le ministre des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Le ministre de la Réduction des formalités administratives, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige le travail visant à réduire les formalités administratives et à créer un environnement réglementaire moderne contribuant à l'épanouissement des entreprises et de la population. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau principal	61 274 700	53 506 200	7 768 500
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 000	328 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		61 602 700	53 834 200	7 768 500
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	95 682	95 682	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-
Total - Crédits législatifs		128 028	128 028	-
Total - Charges de fonctionnement		61 730 728	53 962 228	7 768 500
				50 429 750

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		49 055 100
	Avantages sociaux		5 574 400
	Transports et communications		454 800
	Services		5 917 300
	Fournitures et matériel		269 100
	Paielements de transfert		
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000	
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000	
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			61 274 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			
	Traitements et salaires	35 314 400	
	Avantages sociaux	4 053 500	
	Transports et communications	274 600	
	Services	4 378 100	
	Fournitures et matériel	198 800	44 219 400

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Affaires intergouvernementales</i>			
	Traitements et salaires	6 384 000		
	Avantages sociaux	832 700		
	Transports et communications	81 600		
	Services	1 272 700		
	Fournitures et matériel	21 000		
	Paiements de transfert			
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000		
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000		
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000	8 596 000
	<i>Réduction des formalités administratives</i>			
	Traitements et salaires	7 356 700		
	Avantages sociaux	688 200		
	Transports et communications	98 600		
	Services	266 500		
	Fournitures et matériel	49 300		8 459 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			61 274 700
	Crédits législatifs			
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			95 682
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			32 346
401-2	Leader parlementaire du gouvernement			
	Traitements et salaires			280 000
	Avantages sociaux			31 300
	Transports et communications			6 300
	Services			5 100
	Fournitures et matériel			5 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			328 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres			61 730 728

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	55 584 828	42 984 890
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	8 142 175
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 622 600)	(697 315)
Total - Charges de fonctionnement redressées	53 962 228	50 429 750

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a pour vision un système de services sociaux centrés sur la personne qui renforce les collectivités et soutient le bien-être et de meilleurs résultats pour toutes et tous. Le ministre aide à rompre le cycle de la pauvreté et à bâtir une province où les enfants, les jeunes, les femmes et les familles se sentent en sécurité, soutenus et prêts à réussir, où les Autochtones obtiennent de meilleurs résultats et où toutes les personnes handicapées ont des chances égales. Il travaille également à l'échelle intergouvernementale et intersectorielle pour promouvoir l'autonomie économique et sociale des femmes et lutter contre la violence sexiste.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
701 Programme d'administration du ministre	97 517 900	94 092 300	3 425 600	109 181 953
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	19 711 930 800	19 099 360 000	612 570 800	17 850 552 861
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	19 809 448 700	19 193 452 300	615 996 400	17 959 734 814
Crédits législatifs	50 937 665	75 709 265	(24 771 600)	63 625 263
Total du ministre - Charges de fonctionnement	19 860 386 365	19 269 161 565	591 224 800	18 023 360 077
Redressement de consolidation - hôpitaux	(127 563 100)	(159 367 500)	31 804 400	(164 065 502)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	(1 659 500)	(2 009 400)	349 900	(2 009 473)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	126 239 800	124 602 100	1 637 700	121 467 368
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	(16 826 000)	(17 326 000)	500 000	(16 215 504)
Redressement de consolidation - collèges	(638 500)	(2 543 700)	1 905 200	(2 548 702)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(36 091 500)	(40 672 600)	4 581 100	(39 120 786)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	19 803 847 565	19 171 844 465	632 003 100	17 920 867 478
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	56 506 000	89 506 000	(33 000 000)	65 198 259
704 Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	56 507 000	89 507 000	(33 000 000)	65 198 259
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	56 507 000	89 507 000	(33 000 000)	65 198 259

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	177 512 100	163 420 800	14 091 300	66 089 318
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		177 512 100	163 420 800	14 091 300	66 089 318
Crédits législatifs		25 610 800	28 265 200	(2 654 400)	38 562 491
Total du ministère - Charges d'immobilisations		203 122 900	191 686 000	11 436 900	104 651 809
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance		19 267 000	22 285 300	(3 018 300)	19 563 689
Redressement de consolidation - hôpitaux		(97 055 300)	(84 000 500)	(13 054 800)	(6 550 437)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		(1 400 000)	(4 500 000)	3 100 000	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier global		(2 100 000)	(1 754 300)	(345 700)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		121 834 600	123 716 500	(1 881 900)	117 665 061
BIENS IMMOBILISÉS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	15 671 500	19 584 500	(3 913 000)	15 441 680
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		15 671 500	19 584 500	(3 913 000)	15 441 680
Total du ministère - Biens immobilisés		15 671 500	19 584 500	(3 913 000)	15 441 680
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		19 925 682 165	19 295 560 965	630 121 200	18 038 532 539

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	69 488 500	67 857 800	1 630 700	85 749 174
2	Politiques stratégiques	28 029 400	26 234 500	1 794 900	23 432 779
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	97 517 900	94 092 300	3 425 600	109 181 953
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 005
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	104 640
	Total - Charges de fonctionnement	97 621 465	94 195 865	3 425 600	109 286 593

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
701-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	32 023 000	
	Avantages sociaux	3 935 700	
	Transports et communications	1 087 400	
	Services	31 559 500	
	Fournitures et matériel	881 900	
	Autres opérations	1 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	69 488 500	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureaux de la direction</i>			
	Traitements et salaires	4 738 700	
	Avantages sociaux	489 700	
	Transports et communications	156 000	
	Services	823 500	
	Fournitures et matériel	74 500	6 282 400
<i>Soutien aux activités</i>			
	Traitements et salaires	17 022 900	
	Avantages sociaux	1 784 900	
	Transports et communications	504 800	
	Services	915 200	
	Fournitures et matériel	494 000	
	Autres opérations	1 000	20 722 800
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 492 200	
	Avantages sociaux	458 800	
	Transports et communications	46 600	
	Services	68 500	
	Fournitures et matériel	61 000	3 127 100
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	6 198 200	
	Avantages sociaux	835 200	
	Transports et communications	150 000	
	Services	895 900	
	Fournitures et matériel	66 000	8 145 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	34 300	
	Services	8 865 300	
	Fournitures et matériel	21 200	8 920 800
	<i>Gestion des locaux</i>		
	Traitements et salaires	1 571 000	
	Avantages sociaux	367 100	
	Transports et communications	195 700	
	Services	19 991 100	
	Fournitures et matériel	165 200	22 290 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement		69 488 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
701-2	Politiques stratégiques		
	Traitements et salaires		19 567 800
	Avantages sociaux		2 776 400
	Transports et communications		314 600
	Services		5 274 200
	Fournitures et matériel		95 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		28 029 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		97 621 465

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'attention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'attention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalente à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et créatives et un programme d'épargne à l'attention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Soutien financier et soutien à l'emploi	10 506 287 300	10 275 865 800	230 421 500	9 544 939 957
7	Bureau des obligations familiales	40 770 400	33 148 800	7 621 600	43 612 040
20	Enfants et jeunes à risque	2 180 341 700	2 196 521 600	(16 179 900)	2 103 487 651
21	Soutiens aux particuliers et aux familles	5 517 184 800	5 238 380 800	278 804 000	4 966 104 135
22	Prestation ontarienne pour enfants	1 333 195 700	1 243 195 700	90 000 000	1 069 821 564
26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	79 968 400	69 999 200	9 969 200	100 200 338
28	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	54 182 500	42 248 100	11 934 400	22 387 176
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		19 711 930 800	19 099 360 000	612 570 800	17 850 552 861

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 834 100	75 605 700	(24 771 600)	63 520 623
	Total - Crédits législatifs	50 834 100	75 605 700	(24 771 600)	63 520 623
	Total - Charges de fonctionnement	19 762 764 900	19 174 965 700	587 799 200	17 914 073 484
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services aux enfants et aux adultes	56 506 000	89 506 000	(33 000 000)	65 198 259
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	56 506 000	89 506 000	(33 000 000)	65 198 259
	Total - Actifs de fonctionnement	56 506 000	89 506 000	(33 000 000)	65 198 259

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-3	Soutien financier et soutien à l'emploi		
	Traitements et salaires		157 385 900
	Avantages sociaux		26 749 600
	Transports et communications		5 784 700
	Services		15 604 100
	Fournitures et matériel		1 274 400
	Paievements de transfert		
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	6 274 525 200	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	274 800	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	2 652 049 000	
	Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi	116 442 100	
	Programme de médicaments de l'Ontario	1 256 196 500	10 299 487 600
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		10 506 287 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		50 834 100
702-7	Bureau des obligations familiales		
	Traitements et salaires		26 827 800
	Avantages sociaux		4 472 900
	Transports et communications		1 866 300
	Services		7 336 600
	Fournitures et matériel		265 800
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		40 770 400

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
702-20	Enfants et jeunes à risque			
	Traitements et salaires			104 398 500
	Avantages sociaux			19 887 900
	Transports et communications			2 066 100
	Services			17 119 200
	Fournitures et matériel			1 404 500
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	98 695 900		
	Services de protection de l'enfance	1 691 379 200		
	Services de justice pour la jeunesse	146 761 500		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	98 627 900	2 035 464 500	
	Autres opérations			1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			2 180 341 700	
Sous-postes :				
Services de protection de l'enfance				
	Traitements et salaires	11 491 500		
	Avantages sociaux	1 551 700		
	Transports et communications	465 600		
	Services	2 888 000		
	Fournitures et matériel	261 300		
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	98 695 900		
	Services de protection de l'enfance	1 691 379 200		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	98 627 900	1 888 703 000	1 905 361 100

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
	Traitements et salaires	92 907 000	
	Avantages sociaux	18 336 200	
	Transports et communications	1 600 500	
	Services	14 231 200	
	Fournitures et matériel	1 143 200	
	Paievements de transfert		
	Services de justice pour la jeunesse	146 761 500	
	Autres opérations	1 000	274 980 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		2 180 341 700
702-21	Soutiens aux particuliers et aux familles		
	Traitements et salaires		85 943 500
	Avantages sociaux		15 789 000
	Transports et communications		2 011 300
	Services		11 255 300
	Fournitures et matériel		1 181 400
	Paievements de transfert		
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	136 758 500	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	388 578 300	
	Autisme	723 266 000	
	Besoins particuliers complexes	144 930 300	
	Résidences avec services de soutien " l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	2 250 926 400	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	73 337 700	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	53 507 600	
	Soutien aux victimes de violence	267 544 100	
	Services de soutien	1 266 247 000	
	Familles en santé	95 906 400	5 401 003 300
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 517 184 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
<i>Sous-postes :</i>				
<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>				
	Traitements et salaires		4 891 500	
	Avantages sociaux		1 809 200	
	Transports et communications		334 700	
	Services		2 115 100	
	Fournitures et matériel		282 600	
	Paielements de transfert			
	Résidences avec services de soutien "			
	l'autonomie pour les personnes ayant une			
	déficience intellectuelle	2 250 926 400		
	Services de soutien	1 266 247 000	3 517 173 400	
	Autres opérations		1 000	3 526 607 500
<i>Populations vulnérables</i>				
	Traitements et salaires		8 102 400	
	Avantages sociaux		463 900	
	Transports et communications		53 700	
	Services		2 007 300	
	Fournitures et matériel		18 500	
	Paielements de transfert			
	Soutiens pour l'intégration communautaire	73 337 700		
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des			
	Autochtones	53 507 600		
	Soutien aux victimes de violence	267 544 100	394 389 400	405 035 200

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services " l'enfance et " la jeunesse			
	Traitements et salaires	30 043 800	
	Avantages sociaux	5 267 800	
	Transports et communications	596 300	
	Services	5 980 100	
	Fournitures et matériel	425 800	
	Paiements de transfert		
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	136 758 500	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	388 578 300	
	Autisme	723 266 000	
	Besoins particuliers complexes	144 930 300	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Familles en santé	95 906 400	1 489 440 500
			1 531 754 300
Bureaux régionaux			
	Traitements et salaires	42 905 800	
	Avantages sociaux	8 248 100	
	Transports et communications	1 026 600	
	Services	1 152 800	
	Fournitures et matériel	454 500	53 787 800
Total " voter - Charges de fonctionnement			5 517 184 800

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
702-22	Prestation ontarienne pour enfants		
	Paielements de transfert		
	Prestation ontarienne pour enfants	1 319 000 000	
	Subvention @quivalent " la Prestation ontarienne pour enfants	14 194 700	1 333 194 700
	Autres op@rations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 333 195 700
702-26	Groupeement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services " l'enfance et " la jeunesse		
	Traitements et salaires		44 227 300
	Avantages sociaux		5 588 600
	Transports et communications		2 805 000
	Services		41 738 200
	Fournitures et mat@riel		3 003 500
	Autres op@rations		1 000
	Total partiel		97 363 600
	Moins : Recouvrements		17 395 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		79 968 400
702-28	Office des perspectives sociales et @conomiques pour les femmes		
	Traitements et salaires		2 356 500
	Avantages sociaux		358 500
	Transports et communications		91 200
	Services		234 700
	Fournitures et mat@riel		33 200
	Paielements de transfert		
	Initiatives de pr@vention de la violence	40 547 600	
	Initiatives d@autonomisation @conomique	10 559 800	51 107 400
	Autres op@rations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		54 182 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		19 762 764 900

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
702-9	Services aux enfants et aux adultes		
	Avances et montants récupérables		
	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	1 000	
	Prestation ontarienne pour enfants	1 000	
	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	1 000	
	Enfants et jeunes à risque	1 000	
	Soutiens aux particuliers et aux familles	1 000	
	Bureau des obligations familiales	1 000	
	Soutien financier et soutien à l'emploi	56 500 000	56 506 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		56 506 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		56 506 000

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires programme d'immobilisations dans l'infrastructure et actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure	177 511 100	163 419 800	14 091 300	66 089 318
2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		177 512 100	163 420 800	14 091 300	66 089 318
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	25 609 800	28 264 200	(2 654 400)	38 562 491
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		25 610 800	28 265 200	(2 654 400)	38 562 491
Total - Charges d'immobilisations		203 122 900	191 686 000	11 436 900	104 651 809

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024
Ns				Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires; biens immobiliers liés à l'infrastructure	14 440 000	2 763 000	11 677 000
4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires; logiciels et applications de gestion; biens immobiliers	1 231 500	16 821 500	(15 590 000)
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		15 671 500	19 584 500	(3 913 000)
Total - Biens immobiliers		15 671 500	19 584 500	(3 913 000)

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
704-9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-programme d'immobilisations dans l'infrastructure-actifs de fonctionnement		
	Avances et montants récupérables		
	Programme d'immobilisations		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
704-1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-infrastructure		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations	153 749 800	
	Renouvellement des installations des partenaires	23 760 300	177 510 100
	Autres opérations		
	Provision pour dépréciation/perte/réduction de la valeur de certains biens		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		177 511 100
704-2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		25 609 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		203 122 900

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
704-3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-biens immobilisés liés à l'infrastructure	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 420 900
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	9 018 100
	Total à voter - Biens immobilisés	14 440 000
704-4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion-biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 231 500
	Total à voter - Biens immobilisés	1 231 500
	Total (Biens immobilisés) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	15 671 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	19 334 403 465	18 124 701 462
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(65 241 900)	(101 341 385)
Total - Charges de fonctionnement redressées	19 269 161 565	18 023 360 077

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

Le ministère des Affaires civiles et du Multiculturalisme a comme vision une province inclusive et équitable où chacun peut prospérer. Pour que cette vision se concrétise, le ministère mène les initiatives du gouvernement axées sur la lutte contre le racisme et la haine, fait la promotion d'une croissance économique et de débouchés équitables pour l'ensemble de la population et célèbre la diversité nos collectivités et de notre patrimoine.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4601 Administration du ministère	5 430 300	759 800	4 670 500	4 171 287
4602 Direction générale de l'action contre le racisme	26 585 900	27 346 900	(761 000)	22 094 975
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	38 641 000	35 925 500	2 715 500	29 638 590
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	70 657 200	64 032 200	6 625 000	55 904 852
Crédits législatifs	81 187	81 187	-	78 561
Total du ministère - Charges de fonctionnement	70 738 387	64 113 387	6 625 000	55 983 413
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	70 739 387	64 114 387	6 625 000	55 983 413

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs : l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière et les ressources humaines.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	5 430 300	759 800	4 670 500	4 171 287
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 430 300	759 800	4 670 500	4 171 287
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	32 346	32 346	-	29 260
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	5 511 487	840 987	4 670 500	4 249 848

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		4 956 800
	Avantages sociaux		280 500
	Transports et communications		18 800
	Services		155 400
	Fournitures et matériel		18 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 430 300
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	1 839 000	
	Avantages sociaux	124 300	
	Services	110 000	2 073 300
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	1 410 300	
	Avantages sociaux	64 900	1 475 200
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	1 707 500	
	Avantages sociaux	91 300	
	Transports et communications	18 800	
	Services	45 400	
	Fournitures et matériel	18 800	1 881 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 430 300
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministère		5 511 487

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) dirige tous les efforts gouvernementaux de lutte contre la haine et le racisme. Elle s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, les décisions, les programmes et les services du gouvernement et à faire progresser l'équité raciale en Ontario pour les populations autochtones, noires et racisées ainsi que pour les communautés touchées par l'antisémitisme et l'islamophobie. La DGAR est déterminée à soutenir un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur des données probantes et la recherche. Étant responsable du Plan stratégique de l'Ontario contre le racisme, la DGAR exécute des initiatives axées sur la lutte contre le racisme et la haine et supervise la collecte de données sur la race par les services de police municipaux, les sociétés d'aide à l'enfance, les conseils scolaires de l'Ontario et les ministères et organismes gouvernementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Direction générale de l'action contre le racisme	26 585 900	27 346 900	(761 000)	22 094 975
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		26 585 900	27 346 900	(761 000)	22 094 975
Total - Charges de fonctionnement		26 585 900	27 346 900	(761 000)	22 094 975

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
4602-1	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Traitements et salaires	5 415 900
	Avantages sociaux	601 600
	Transports et communications	428 000
	Services	2 761 400
	Fournitures et matériel	428 000
	Paievements de transfert	
	Initiatives contre le racisme	16 951 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	26 585 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme	26 585 900

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603

La Division des affaires civiles, de l'inclusion et du patrimoine fait la promotion de la croissance économique et de débouchés équitables pour la population ontarienne, afin que chaque personne puisse participer et s'épanouir pleinement. Les programmes sont axés sur l'amélioration des résultats socioéconomiques pour les enfants, les jeunes et les familles marginalisés dans toute la province. La Division dirige la remise des distinctions et prix de premier plan de l'Ontario au nom du gouvernement, par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario.

La Division administre la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, qui est la pierre angulaire du cadre ontarien de protection du patrimoine, et travaille avec les ministères partenaires pour veiller à la prise en compte du patrimoine culturel dans d'autres processus d'aménagement du territoire, dans la planification du logement et de l'infrastructure ainsi que dans la gestion des biens appartenant à la province. En vertu de cette même loi, la Division réglemente également les archéologues, et le ministre établit les normes de protection des ressources archéologiques applicables au cours du processus d'approbation de la planification et de l'aménagement de l'utilisation des terres.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	38 641 000	35 925 500	2 715 500	29 638 590
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 641 000	35 925 500	2 715 500	29 638 590
	Total - Charges de fonctionnement	38 641 000	35 925 500	2 715 500	29 638 590
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4603-1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Traitements et salaires		7 250 500
	Avantages sociaux		951 800
	Transports et communications		269 000
	Services		3 445 600
	Fournitures et matériel		264 000
	Paievements de transfert		
	Plan ontarien d'action pour la jeunesse	20 509 800	
	Affaires civiles et inclusion - subventions	1 000	
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300	
	Soutien au secteur du patrimoine	2 120 000	26 460 100
Total " voter - Charges de fonctionnement			38 641 000
Total (Charges de fonctionnement) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			38 641 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4603-6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000
BIENS IMMOBILISÉS			
4603-5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
Total " voter - Biens immobilisés			1 000
Total (Biens immobilisés) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	64 113 387	49 238 125
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	8 230 800
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(1 485 512)
Total - Charges de fonctionnement redressées	64 113 387	55 983 413

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Le ministère des Collèges et Universités est chargé de veiller à ce que le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario prépare les étudiants et les chercheurs d'emploi en leur proposant les compétences, les opportunités et l'éducation de haute qualité dont ils ont besoin pour obtenir de bons emplois, tout en procurant aux entreprises de l'Ontario les talents et la main-d'œuvre qualifiée qu'elles nécessitent pour prendre leur essor et prospérer. Le ministère soutient également la recherche et l'innovation afin d'aider la province à être compétitive et à s'imposer dans l'économie mondiale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3001 Programme d'administration du ministère	15 682 300	15 012 000	670 300	15 029 617
3002 Programme d'éducation postsecondaire	6 856 795 600	6 631 704 000	225 091 600	6 198 266 236
3005 Programme de recherche	176 396 600	206 897 100	(30 500 500)	176 914 394
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 048 874 500	6 853 613 100	195 261 400	6 390 210 247
Crédits législatifs	56 456 014	56 506 014	(50 000)	55 167 954
Total du ministère - Charges de fonctionnement	7 105 330 514	6 910 119 114	195 211 400	6 445 378 201
Redressement de consolidation - collèges	4 470 275 600	4 627 116 400	(156 840 800)	4 778 070 898
Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement des charges d'antériorité liées à l'aide financière aux étudiants	(48 979 900)	(48 979 900)	-	(22 045 704)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(1 600 000)	(1 050 000)	(550 000)	-
Redressement de consolidation - hypothécaires	(5 651 500)	(10 591 200)	4 939 700	(8 542 435)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(683 000)	(676 800)	(6 200)	(797 997)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	11 518 691 714	11 475 937 614	42 754 100	11 192 062 963
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	482 400 000	331 000 000	151 400 000	277 030 451
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	482 400 000	331 000 000	151 400 000	277 030 451
Crédits législatifs	-	-	-	35 000 000
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	482 400 000	331 000 000	151 400 000	312 030 451

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	245 980 900	204 847 700	41 133 200	219 609 415
3005 Programme de recherche	105 168 800	110 642 000	(5 473 200)	60 734 909
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	351 149 700	315 489 700	35 660 000	280 344 324
Crédits législatifs	959 600	870 900	88 700	5 778 605
Total du ministère - Charges d'immobilisations	352 109 300	316 360 600	35 748 700	286 122 929
Redressement de consolidation - collèges	331 290 800	342 315 900	(11 025 100)	290 596 981
Redressement de consolidation - hôpitaux	(13 027 800)	(19 766 200)	6 738 400	(4 481 629)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	670 372 300	638 910 300	31 462 000	572 238 281
BIENS IMMOBILISÉS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	3 501 000	1 000	3 500 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 501 000	1 000	3 500 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés	3 501 000	1 000	3 500 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	12 189 064 014	12 114 847 914	74 216 100	11 764 301 244

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Le Programme d'administration du ministère fournit l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assure les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	15 682 300	15 012 000	670 300	15 029 617
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 682 300	15 012 000	670 300	15 029 617
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	15 747 314	15 077 014	670 300	15 095 585

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	8 756 800	
	Avantages sociaux	1 083 200	
	Transports et communications	175 200	
	Services	5 595 600	
	Fournitures et matériel	71 500	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	15 682 300	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 907 300	
	Avantages sociaux	477 700	
	Transports et communications	175 200	
	Services	324 700	
	Fournitures et matériel	71 500	3 956 400
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 133 300	
	Avantages sociaux	194 800	
	Services	2 892 000	5 220 100
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	957 100	
	Avantages sociaux	127 700	
	Services	200 200	1 285 000
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 759 100	
	Avantages sociaux	283 000	
	Services	495 500	3 537 600
<i>Services juridiques</i>			
	Services	1 530 200	1 530 200
<i>Systèmes informatiques</i>			
	Services	153 000	153 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	15 682 300	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	15 747 314

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Le programme de l'éducation postsecondaire est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer en Ontario un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible, financièrement viable et adapté. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'éducation postsecondaire en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement; l'administration des paiements de transfert aux établissements postsecondaires; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation comme les ententes de mandat stratégiques bilatérales, qui prévoient la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement; l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones et francophones; la réglementation des collèges publics conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés et de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

Par l'intermédiaire du programme de l'éducation postsecondaire, le ministre exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants admissibles dans des programmes d'études postsecondaires. De plus, le ministre propose aux étudiants de niveau postsecondaire des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide et d'encouragement comme la subvention ontarienne Apprendre et rester.

Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges d'enseignement professionnel, le ministre réglemente aussi les collèges d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes, et il administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers.

Le programme de l'éducation postsecondaire comprend également la surveillance de l'organisme ontarien Propriété intellectuelle Ontario (PIO) et la mise en œuvre d'autres initiatives liées à la propriété intellectuelle (PI) afin d'aider le secteur de l'enseignement postsecondaire et le milieu de l'innovation dans son ensemble à profiter des débouchés économiques en s'axant davantage sur la génération, la protection et la gestion de la PI.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	6 856 795 600	6 631 704 000	225 091 600
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 856 795 600	6 631 704 000	225 091 600
				6 198 266 236

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Crédances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>	54 540 000	54 540 000	-	52 892 130
L	Crédances irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 350 000	1 400 000	(50 000)	1 400 000
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi de 2005 sur les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario</i>	1 000	1 000	-	309 856
L	Crédances irrécouvrables - collèges d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000	500 000	-	500 000
	Total - Crédits législatifs	56 391 000	56 441 000	(50 000)	55 101 986
	Total - Charges de fonctionnement	6 913 186 600	6 688 145 000	225 041 600	6 253 368 222
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	482 400 000	331 000 000	151 400 000	277 030 451
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	482 400 000	331 000 000	151 400 000	277 030 451
L	Soutien aux collèges et universités - prêts, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	35 000 000
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	35 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	482 400 000	331 000 000	151 400 000	312 030 451

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation postsecondaire	245 980 900	204 847 700	41 133 200	219 609 415
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	245 980 900	204 847 700	41 133 200	219 609 415
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	959 600	870 900	88 700	5 778 605
	Total - Crédits législatifs	959 600	870 900	88 700	5 778 605
	Total - Charges d'immobilisations	246 940 500	205 718 600	41 221 900	225 388 020
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	3 501 000	1 000	3 500 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 501 000	1 000	3 500 000	-
	Total - Biens immobilisés	3 501 000	1 000	3 500 000	-

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3002-1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Traitements et salaires		26 546 300
	Avantages sociaux		3 828 500
	Transports et communications		499 300
	Services		25 241 600
	Fournitures et matériel		1 377 500
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	31 202 800	
	Propriété intellectuelle Ontario	13 933 600	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 514 049 500	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 855 705 000	
	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	748 200	
	Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
	Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 370 264 300	6 799 503 400
	Total partiel		6 856 996 600
	Moins : Recouvrements		201 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		6 856 795 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>		54 540 000
L	Crédits irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 350 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi de 2005 sur les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables - collèges d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>		500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		6 913 186 600

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3002-4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Prêts et investissements		
	Prêts aux étudiants	481 900 000	
	Prêts aux étudiants - impayés	500 000	482 400 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		482 400 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		482 400 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3002-3	Soutien à l'éducation postsecondaire		
	Paiements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - établissements autochtones	2 000 000	
	Subventions d'immobilisations - collèges	119 957 700	
	Subventions d'immobilisations - universités	124 022 200	245 979 900
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		245 980 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		959 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation postsecondaire		246 940 500
BIENS IMMOBILISÉS			
3002-6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		3 501 000
	Total " voter - Biens immobilisés		3 501 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation postsecondaire		3 501 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005

Le programme de recherche soutient un solide écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il labore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et cible dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien à la recherche à charges de fonctionnement	176 396 600	206 897 100	(30 500 500)	176 914 394
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		176 396 600	206 897 100	(30 500 500)	176 914 394
Total - Charges de fonctionnement		176 396 600	206 897 100	(30 500 500)	176 914 394
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à la recherche à charges d'immobilisations	105 168 800	110 642 000	(5 473 200)	60 734 909
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		105 168 800	110 642 000	(5 473 200)	60 734 909
Total - Charges d'immobilisations		105 168 800	110 642 000	(5 473 200)	60 734 909

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3005-1	Soutien à la recherche - charges de fonctionnement	
	Traitements et salaires	2 958 300
	Avantages sociaux	399 400
	Transports et communications	16 500
	Services	248 000
	Fournitures et matériel	15 400
	Paievements de transfert	
	Coûts de fonctionnement liés à la recherche	172 759 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	176 396 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de recherche	176 396 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3005-3	Soutien à la recherche - charges d'immobilisations	
	Paievements de transfert	
	Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche	105 168 800
	Total à voter - Charges d'immobilisations	105 168 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de recherche	105 168 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 910 119 114	6 432 863 201
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	12 515 000
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 910 119 114	6 445 378 201

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Le ministre soutient la croissance économique et la création d'emplois axés sur l'optimisation des ressources financières, une meilleure reddition des comptes et une transparence accrue pour l'ensemble de la population ontarienne en s'acquittant des missions suivantes :

À proposer des programmes et services qui contribuent à accroître la productivité et la compétitivité globales de l'Ontario, et aider les entreprises à se lancer, à innover, à se développer, à passer à l'échelon supérieur et à tirer profit des talents;

À mener une approche pangouvernementale visant à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies transversales pour garantir que l'Ontario demeure compétitif à l'échelon mondial et continue sur la voie de l'innovation et de la croissance économique;

À associer avec l'industrie, les associations, les organisations sectorielles, le milieu universitaire, des partenaires locaux et d'autres ordres de gouvernement pour élaborer des politiques, des stratégies et des solutions qui renforcent la compétitivité, l'innovation et les économies de l'Ontario à l'échelon régional;

À élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes qui renforcent l'économie des régions de toute la province et les secteurs prioritaires, tout en développant l'écosystème de l'innovation pour permettre aux entreprises de démarrer, de croître et de pérenniser leur croissance en Ontario;

À soutenir l'écosystème de capital-risque de l'Ontario pour aider les entreprises à croître et à entretenir concurrentielles à l'échelle mondiale.

Le ministre fait aussi la promotion de l'Ontario comme partenaire commercial et destination d'investissement de premier plan, en montrant ce que nous faisons pour faciliter la création d'entreprise et les affaires dans la province. Par l'entremise de son réseau international de bureaux du commerce et des investissements et par l'apport de soutiens aux politiques et programmes commerciaux, le ministre protège les intérêts de l'Ontario dans les accords de libre-échange et aide les entreprises à augmenter leurs exportations pour se développer et passer à l'échelon supérieur.

Par l'entremise de son organisme Investissements Ontario, le ministre fait la promotion de l'Ontario comme destination de premier plan en matière d'investissement, en montrant au monde ce que nous faisons pour faciliter l'investissement et les affaires dans la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
901	Programme d'administration du ministre	23 624 500	23 140 900	483 600	18 973 089
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 661 905 800	1 284 810 200	1 377 095 600	1 050 567 830
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 685 530 300	1 307 951 100	1 377 579 200	1 069 540 919
Crédits législatifs		529 565	1 182 187	(652 622)	2 172 683
Total du ministre - Charges de fonctionnement		2 686 059 865	1 309 133 287	1 376 926 578	1 071 713 602
Redressement de consolidation à Croissance Ontario		837 700	671 400	166 300	2 388 632
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(137)
Redressement de consolidation - Investissements Ontario		-	-	-	(542 026)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		(7 440 000)	-	(7 440 000)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		2 679 457 565	1 309 804 687	1 369 652 878	1 073 560 071

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	3 000	3 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 679 461 565	1 309 808 687	1 369 652 878	1 073 560 071

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 624 500	23 140 900	483 600	18 973 089
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 624 500	23 140 900	483 600	18 973 089
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	87 235
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	5 159
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	41 853
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	81 187	22 378	134 247
	Total - Charges de fonctionnement	23 728 065	23 222 087	505 978	19 107 336

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	14 436 300	
	Avantages sociaux	1 486 500	
	Transports et communications	630 000	
	Services	6 617 600	
	Fournitures et matériel	454 100	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	23 724 500	
	Moins : Recouvrements	100 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	23 624 500	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	6 481 700	
	Avantages sociaux	618 800	
	Transports et communications	185 000	
	Services	1 789 500	
	Fournitures et matériel	75 000	9 150 000
<i>Planification et finances</i>			
	Traitements et salaires	3 695 500	
	Avantages sociaux	428 300	
	Transports et communications	350 000	
	Services	1 680 100	
	Fournitures et matériel	192 500	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	6 446 400	
	Moins : Recouvrements	100 000	6 346 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 069 400	
	Avantages sociaux	105 400	
	Transports et communications	40 000	
	Services	183 000	
	Fournitures et matériel	20 000	1 417 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 154 700	
	Avantages sociaux	332 000	
	Transports et communications	35 000	
	Services	700 000	
	Fournitures et matériel	40 000	4 261 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	35 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 265 000	
	Fournitures et matériel	126 600	2 448 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		23 624 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		23 728 065

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario :

- Il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
- Il dialogue avec l'industrie pour soutenir les priorités de l'Ontario et la gestion des problèmes;
- Il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à accroître la compétitivité des entreprises et pour renforcer l'écosystème de l'innovation;
- Il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international;
- Il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires (municipalités, propriétaires fonciers et services publics) pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l'investissement;
- Il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l'entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
- Il exécute des programmes de soutien à l'export afin d'accroître le nombre d'exportateurs ontariens et le volume des exportations;
- Il propose des services d'investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province;
- Il fait progresser les investissements directs étrangers et établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne;
- Il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, comme l'automobile, la fabrication de pointe, la biofabrication, les sciences de la vie et la technologie;
- Il instaure en matière d'aménagement une allocation visant à financer l'établissement d'une liste de sites industriels regroupés et viabilisés permettant l'implantation en Ontario de projets stratégiques de grande valeur envisagés par les investisseurs.

Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, joue un rôle central dans la croissance de la province. Il s'attache à obtenir des investissements surs et de prochaine génération qui créeront des emplois, renforceront la résilience, diversifieront notre économie et établiront de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement.

Le ministère exécute des programmes axés sur la technologie, le développement, l'adoption et les talents, qui tissent des liens étroits avec les membres de l'écosystème des entreprises et de l'innovation et visent à leur donner accès au capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois.

Le ministère soutient également Propriété intellectuelle Ontario, une nouvelle ressource de prédilection qui aidera les chercheurs et les entreprises à maximiser la valeur de leur propriété intellectuelle et à renforcer leur capacité à croître et à être concurrentiels sur le marché mondial.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 661 905 800	1 284 810 200	1 377 095 600	1 050 567 830
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 661 905 800	1 284 810 200	1 377 095 600	1 050 567 830
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	426 000	1 101 000	(675 000)	2 038 436
	Total - Crédits législatifs	426 000	1 101 000	(675 000)	2 038 436
	Total - Charges de fonctionnement	2 662 331 800	1 285 911 200	1 376 420 600	1 052 606 266

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
	Total - Actifs de fonctionnement	141 965 400	109 722 000	32 243 400	23 907 240
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
902-13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Traitements et salaires	43 418 200
	Avantages sociaux	5 116 500
	Transports et communications	3 677 900
	Services	110 002 100
	Fournitures et matériel	1 126 100
	Paievements de transfert	
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	2 100 000
	Plan pour le secteur automobile	4 000 000
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	19 304 200
	Communité Hub	3 900 000
	Initiative relative aux technologies critiques	40 700 000
	Futurpreneur Canada	2 000 000
	Aménagement des terrains à usage industriel	797 485 000
	Propriété intellectuelle Ontario	13 933 600
	Fonds pour Investissements Ontario	94 900 000
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	13 910 000
	Organismes de promotion des investissements	3 000 000
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	75 238 000
	Stratégie pour les sciences de la vie	16 300 000
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	24 505 300
	Centre d'innovation de l'Ontario	13 900 000
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	185 661 200
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	275 000 000
	Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie	20 000
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	13 850 000
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	65 702 400
	Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	3 600 000
	Subventions de soutien aux secteurs	16 161 100

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	14 276 000	
	Investissements stratégiques	798 821 100	
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	2 498 767 900
	Total partiel		2 662 108 700
	Moins : Recouvrements		202 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		2 661 905 800

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Sous-postes :</i>			
	<i>Développement économique et investissements</i>			
	Traitements et salaires	16 514 600		
	Avantages sociaux	2 083 200		
	Transports et communications	1 562 800		
	Services	95 306 300		
	Fournitures et matériel	465 200		
	Paielements de transfert			
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	2 100 000		
	Plan pour le secteur automobile	4 000 000		
	Initiative relative aux technologies critiques	40 700 000		
	Futurpreneur Canada	2 000 000		
	Aménagement des terrains à usage industriel	797 485 000		
	Fonds pour Investissements Ontario	94 900 000		
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	13 910 000		
	Organismes de promotion des investissements	3 000 000		
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	75 238 000		
	Stratégie pour les sciences de la vie	16 300 000		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	275 000 000		
	Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie	20 000		
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	13 850 000		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	65 702 400		
	Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	3 600 000		
	Subventions de soutien aux secteurs	16 161 100		
	Investissements stratégiques	798 821 100		
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	2 223 287 600	2 339 219 700

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Stratégies et politiques</i>		
	Traitements et salaires	4 986 800	
	Avantages sociaux	571 700	
	Transports et communications	99 500	
	Services	608 400	
	Fournitures et matériel	53 000	
	Total partiel	6 319 400	
	Moins : Recouvrements	202 900	6 116 500
	<i>Démarrage et expansion</i>		
	Traitements et salaires	6 800 000	
	Avantages sociaux	885 000	
	Transports et communications	415 600	
	Services	2 502 700	
	Fournitures et matériel	229 000	
	Paielements de transfert		
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	14 276 000	25 108 300
	<i>Commerce international</i>		
	Traitements et salaires	15 116 800	
	Avantages sociaux	1 576 600	
	Transports et communications	1 600 000	
	Services	11 584 700	
	Fournitures et matériel	378 900	30 257 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Innovation</i>			
	Paielements de transfert			
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	19 304 200		
	Communité Hub	3 900 000		
	Propriété intellectuelle Ontario	13 933 600		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	24 505 300		
	Centre d'innovation de l'Ontario	13 900 000		
	Crédit d'impôt d'innovation de l'Ontario	185 661 200	261 204 300	261 204 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			2 661 905 800
	Crédits législatifs			
	Autres opérations			
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière			426 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce			2 662 331 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
902-14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce			
	Dépôts et charges payées d'avance			1 000
	Prêts et investissements			
	Investissements Ontario		100 000 000	
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises		41 964 400	141 964 400
	Total " voter - Actifs de fonctionnement			141 965 400
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce			141 965 400

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
902-21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Autres opérations	3 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	4 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
902-22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 309 133 287	1 078 357 208
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(6 643 606)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 309 133 287	1 071 713 602

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation est responsable de l'éducation de tous les élèves, de la maternelle à la 12e année, dans les systèmes d'éducation de langues anglaise et française et catholique financés par des fonds publics et dans les écoles administrées par la province, ainsi que des programmes et des politiques pour la petite enfance et la garde d'enfants. Le ministère est déterminé à veiller à ce que les enfants et les élèves aient les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir pleinement et réussir tout au long de leur vie, et s'appuie pour cela sur la législation, les politiques, les modèles de financement et des partenariats avec les conseils et administrations scolaires, les municipalités, des organismes et un éventail d'autres partenaires qui contribuent au soutien des enfants et des élèves dans des milieux d'apprentissage sécuritaires, inclusifs et bienveillants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1001 Programme d'administration du ministère	24 913 300	21 416 100	3 497 200	27 981 696
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	29 394 255 700	30 858 633 400	(1 464 377 700)	27 399 924 869
1003 Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 453 300	56 231 200	222 100	50 425 570
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	5 333 920 700	4 462 792 200	871 128 500	3 617 718 915
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	34 809 543 000	35 399 072 900	(589 529 900)	31 096 051 050
Crédits législatifs	1 700 083 187	1 711 083 187	(11 000 000)	1 661 082 346
Total du ministère - Charges de fonctionnement	36 509 626 187	37 110 156 087	(600 529 900)	32 757 133 396

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	3 920 000	3 873 700	46 300	11 110 288
Redressement de consolidation - Santé Ontario	-	-	-	(392 500)
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	(660 600)	(377 500)	(283 100)	(1 540 630)
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	14 436 100	12 004 200	2 431 900	7 942 827
Redressement de consolidation - Reclassement des intérêts d'école - The 55 School Board Trust	(65 723 500)	(65 723 500)	-	(65 836 548)
Redressement de consolidation - Écoles	845 346 300	(810 899 000)	1 656 245 300	1 801 650 496
Redressement de consolidation - Collèges	(25 421 200)	(24 072 200)	(1 349 000)	(25 999 586)
Redressement de consolidation - Hospitalités	(10 481 300)	(8 283 800)	(2 197 500)	(9 908 207)
Redressement de consolidation - Science Nord	(1 200 000)	-	(1 200 000)	(750 000)
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	(1 000 000)	-	(1 000 000)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(5 112 500)	(5 111 700)	(800)	(5 223 026)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	37 263 729 487	36 211 566 287	1 052 163 200	34 468 186 510
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000	1 000	-	-
1003 Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	2 333 597 400	1 995 357 000	338 240 400	1 794 777 209
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	222 427 600	222 545 500	(117 900)	1 975 567
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 556 025 000	2 217 902 500	338 122 500	1 796 752 776
Crédits législatifs	3 609 100	4 486 000	(876 900)	3 932 370
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 559 634 100	2 222 388 500	337 245 600	1 800 685 146
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	961 900	1 570 700	(608 800)	1 279 271
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	794 200	494 600	299 600	1 413 188
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	225 000	200 000	25 000	153 854
Redressement de consolidation - Écoles	(506 053 300)	(180 622 400)	(325 430 900)	34 890 287
Redressement de consolidation - financement fédéral - contrepassation de charges	(5 041 900)	(38 725 800)	33 683 900	(100 229 235)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 611 500)	(8 611 500)	-	(4 642 545)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 041 908 500	1 996 694 100	45 214 400	1 733 549 966
BIENS IMMOBILISÉS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	438 500	438 500	-	2 128 550
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	4 709 200	1 000	4 708 200	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 147 700	439 500	4 708 200	2 128 550
Total du ministère - Biens immobilisés	5 147 700	439 500	4 708 200	2 128 550
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	39 305 637 987	38 208 260 387	1 097 377 600	36 201 736 476

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration du ministère	24 913 300	21 416 100	3 497 200
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 913 300	21 416 100	3 497 200
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires, Loi sur le Conseil exécutif	32 346	32 346	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-
	Total - Charges de fonctionnement	24 994 487	21 497 287	3 497 200
				28 059 271

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	18 341 700	
	Avantages sociaux	2 619 200	
	Transports et communications	404 500	
	Services	11 773 100	
	Fournitures et matériel	314 500	
	Total partiel	33 453 000	
	Moins : Recouvrements	8 539 700	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	24 913 300	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 390 800	
	Avantages sociaux	404 700	
	Transports et communications	153 800	
	Services	127 600	
	Fournitures et matériel	61 500	4 138 400
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	8 130 900	
	Avantages sociaux	1 238 500	
	Transports et communications	93 700	
	Services	1 215 700	
	Fournitures et matériel	54 900	
	Total partiel	10 733 700	
	Moins : Recouvrements	1 031 000	9 702 700
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 528 800	
	Avantages sociaux	360 500	
	Transports et communications	46 000	
	Services	103 700	
	Fournitures et matériel	31 500	
	Total partiel	3 070 500	
	Moins : Recouvrements	148 700	2 921 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	4 271 200	
	Avantages sociaux	598 100	
	Transports et communications	111 000	
	Services	6 299 400	
	Fournitures et matériel	166 600	
	Total partiel	11 446 300	
	Moins : Recouvrements	6 143 400	5 302 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	20 000	
	Avantages sociaux	17 400	
	Services	4 026 700	
	Total partiel	4 064 100	
	Moins : Recouvrements	1 216 600	2 847 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 913 300
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		24 994 487

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux conseils scolaires financés par des fonds publics, aux écoles provinciales et d'application, aux administrations scolaires, aux écoles, aux organismes et aux partenaires et organisations autochtones de l'Ontario tout en favorisant et en soutenant pour chaque élève de la province un système d'éducation de qualité ayant pour fondement la santé mentale et le bien-être des élèves afin de préparer ces derniers à obtenir les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie. Tandis que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il se concentre aussi sur la santé mentale, le bien-être, l'inclusion ainsi que la détection et l'élimination des obstacles systémiques, notamment ceux qui touchent les élèves ayant des besoins particuliers et des handicaps. De plus, il collabore avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et prestation des programmes	29 240 543 200	30 707 305 100	(1 466 761 900)	27 267 685 968
2	Activités éducatives	153 712 500	151 328 300	2 384 200	132 238 901
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	29 394 255 700	30 858 633 400	(1 464 377 700)	27 399 924 869
L	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 700 000 000	1 711 000 000	(11 000 000)	1 661 004 769
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 700 001 000	1 711 001 000	(11 000 000)	1 661 004 769
	Total - Charges de fonctionnement	31 094 256 700	32 569 634 400	(1 475 377 700)	29 060 929 638
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Politiques et prestation des programmes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	2 333 596 400	1 995 356 000	338 240 400	1 794 777 209
5	Éducation élémentaire et secondaire : charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 333 597 400	1 995 357 000	338 240 400	1 794 777 209
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 812 000	2 688 900	(876 900)	2 388 033
Total - Crédits législatifs		1 812 000	2 688 900	(876 900)	2 388 033
Total - Charges d'immobilisations		2 335 409 400	1 998 045 900	337 363 500	1 797 165 242
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Éducation élémentaire et secondaire	438 500	438 500	-	2 128 550
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		438 500	438 500	-	2 128 550
Total - Biens immobilisés		438 500	438 500	-	2 128 550

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-1	Politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		69 356 200
	Avantages sociaux		10 371 100
	Transports et communications		3 590 000
	Services		44 078 200
	Fournitures et matériel		327 800
	Paiements de transfert		
	Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	21 255 047 400	
	Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 093 457 600	
	Frais de service de la dette des conseils scolaires	297 555 200	
	Programmes d'éducation ciblée	297 750 200	
	Financement aux partenaires externes	105 104 200	
	Projets des langues officielles	32 718 600	
	Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	28 686 200	
	Subventions pour la viabilité des partenaires	2 500 500	
	Fiducies provinciales d'avantages sociaux	1 000	29 112 820 900
	Total partiel		29 240 544 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		29 240 543 200

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-2	Activités éducatives		
	Traitements et salaires		46 225 100
	Avantages sociaux		6 848 300
	Transports et communications		1 059 100
	Services		14 974 200
	Fournitures et matériel		3 988 100
	Paielements de transfert		
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	50 462 900	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	30 216 000	
	Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100 000	
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	63 800	80 842 700
	Total partiel		153 937 500
	Moins : Recouvrements		225 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		153 712 500
Crédits législatifs			
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario			
	Paielements de transfert		
L	Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>		1 700 000 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		31 094 256 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1002-4	Politiques et prestation des programmes		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1002-3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	2 138 780 800	
	Conseils scolaires - Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	167 992 500	
	Programme d'apprentissage des jeunes enfants	8 412 600	
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	7 263 000	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	1 536 000	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 000 000	2 324 984 900
	Autres opérations		
	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 611 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		2 333 596 400
1002-5	Éducation élémentaire et secondaire - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 812 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		2 335 409 400
BIENS IMMOBILISÉS			
1002-6	Éducation élémentaire et secondaire		
	Matériel de technologie de l'information	437 500	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Total à voter - Biens immobilisés		438 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		438 500

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de cinq ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Citoyenneté et multiculturalisme; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement offre des conseils stratégiques et du leadership relativement à l'utilisation efficace des TI et du numérique, en veillant à ce que la sécurité, l'intégrité et la protection de la vie privée soient des considérations essentielles, équilibrées par des efforts de transparence. Pour ce faire, le Groupement s'associe avec les ministères de manière à fournir des services numériques :

À centrer sur le public et les utilisateurs en rendant les services gouvernementaux accessibles, conviviaux et pratiques, tout en assurant la sécurité et la protection de l'information et en aidant le personnel de la FPO à mieux accomplir son travail;

À plus efficaces en utilisant et mettant à profit la nouvelle technologie et en alimentant la transformation dans toute la chaîne de prestation de services;

À moteurs dans la transformation des affaires publiques en la collaboration avec les ministères est cruciale, car les investissements en TI sont fondés sur les résultats opérationnels.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 453 300	56 231 200	222 100	50 425 570
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		56 453 300	56 231 200	222 100	50 425 570
Total - Charges de fonctionnement		56 453 300	56 231 200	222 100	50 425 570
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)**

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1003-1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Traitements et salaires	37 992 000
	Avantages sociaux	4 418 300
	Transports et communications	647 500
	Services	54 950 100
	Fournitures et matériel	285 000
	Total partiel	98 292 900
	Moins : Recouvrements	41 839 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	56 453 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 453 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1003-2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Élaboration des politiques et prestation des programmes	5 333 920 700	4 462 792 200	871 128 500	3 617 718 915
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 333 920 700	4 462 792 200	871 128 500	3 617 718 915
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	2
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	2
	Total - Charges de fonctionnement	5 333 921 700	4 462 793 200	871 128 500	3 617 718 917
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	222 426 600	222 544 500	(117 900)	1 975 567
5	Garde d'enfants à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	222 427 600	222 545 500	(117 900)	1 975 567
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Crédits législatifs	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Charges d'immobilisations	224 224 700	224 342 600	(117 900)	3 519 904
	BIENS IMMOBILISÉS				
4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	4 709 200	1 000	4 708 200	-
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	4 709 200	1 000	4 708 200	-
	Total - Biens immobilisés	4 709 200	1 000	4 708 200	-

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1004-1	Elaboration des politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		18 408 000
	Avantages sociaux		2 255 600
	Transports et communications		100 000
	Services		11 537 400
	Fournitures et matériel		50 000
	Paielements de transfert		
	Garde d'enfants et petite enfance	5 013 598 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	287 971 700	5 301 569 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 333 920 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		5 333 921 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1004-2	Immobilitisations pour les services de garde d'enfants		
	Paielements de transfert		
	Immobilitisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		222 426 600
	Total " voter - Charges d'immobilisations		222 426 600
1004-5	Garde d'enfants - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 797 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		224 224 700

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1004-4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 709 200
	Total " voter - Biens immobilisés	4 709 200
	Total (Biens immobilisés) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	4 709 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	34 058 956 087	32 757 279 674
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(146 278)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2023-2024	3 051 200 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	37 110 156 087	32 757 133 396

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

Le ministère de l'Énergie est chargé de l'établissement du cadre législatif et stratégique permettant d'offrir à la population ontarienne un approvisionnement en énergie abordable et fiable ainsi que davantage de choix dans leur consommation d'énergie. Le ministère définit tous les aspects de la politique énergétique de l'Ontario (électricité, gaz naturel et autres carburants) et fournit des conseils dans ces domaines. Il surveille les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. De plus, le ministère représente l'actionnaire auprès de l'Ontario Power Generation et la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One, en gérant ses investissements dans cette société cotée en bourse et ses liens de gouvernance avec elle. Le ministère est aussi responsable de l'actualisation et de l'élaboration de la politique relative à la planification à long terme. De plus, le ministère doit s'acquitter du devoir de la Couronne de consulter relativement aux projets et aux politiques énergétiques. Le ministère de l'Énergie collabore avec de nombreux partenaires du gouvernement et de l'extérieur pour promouvoir l'efficacité et l'innovation dans le domaine de l'énergie, pour bâtir des installations fiables et propres de production, transmission, distribution et autres relatives à l'électricité qui procurent une énergie abordable afin de servir une population croissante, d'attirer de nouveaux investissements et de continuer d'alimenter la forte croissance économique de la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2901 Programme d'administration du ministère	13 305 700	12 955 700	350 000	12 879 066
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	24 320 500	27 184 600	(2 864 100)	19 627 539
2905 Atténuation du prix de l'électricité	7 336 133 200	6 516 836 600	819 296 600	5 844 170 772
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 373 759 400	6 556 976 900	816 782 500	5 876 677 377
Crédits législatifs	82 187	82 187	-	1 679 992
Total du ministère - Charges de fonctionnement	7 373 841 587	6 557 059 087	816 782 500	5 878 357 369
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	254 909 100	227 133 500	27 775 600	217 021 293
Redressement de consolidation - Fiducie pour des frais d'électricité équitables	(63 683 200)	(63 683 200)	-	(63 684 000)
Redressement des charges de fonctionnement - reclassement lié au Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	63 270 900	50 547 300	12 723 600	46 336 000
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(360 600)	360 600	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	7 628 339 387	6 770 696 087	857 643 300	6 078 030 662
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	22 897 900	26 413 300	(3 515 400)	20 726 961
Redressement des charges d'immobilisations - reclassement lié au Programme des normes de rendement " REGARD des missions	1 000	-	1 000	-
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	1 640 600	1 516 400	124 200	1 447 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	24 541 500	27 931 700	(3 390 200)	22 173 961
BIENS IMMOBILISÉS				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	7 652 880 887	6 798 627 787	854 253 100	6 100 204 623

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels à communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, gestion des situations d'urgence, planification de la continuité des opérations, approvisionnement, comptabilité et contrôle financier, gestion budgétaire, planification stratégique et des ressources, etc.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme d'administration du ministère	13 305 700	12 955 700	350 000	12 879 066
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	13 305 700	12 955 700	350 000	12 879 066
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	13 386 887	13 036 887	350 000	12 957 627

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2901-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 672 400
	Avantages sociaux		790 200
	Transports et communications		312 700
	Services		5 011 900
	Fournitures et matériel		343 600
	Total partiel		14 130 800
	Moins : Recouvrements		825 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		13 305 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 589 900	
	Avantages sociaux	160 300	
	Transports et communications	90 400	
	Services	242 800	
	Fournitures et matériel	60 400	2 143 800
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 622 600	
	Avantages sociaux	307 900	
	Transports et communications	88 300	
	Services	758 400	
	Fournitures et matériel	81 800	3 859 000
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	35 000	
	Services	2 678 900	
	Fournitures et matériel	75 000	2 788 900
<i>Analyse et planification</i>			
	Traitements et salaires	3 459 900	
	Avantages sociaux	322 000	
	Transports et communications	69 000	
	Services	243 800	
	Fournitures et matériel	66 400	4 161 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Transports et communications	30 000	
	Services	198 500	
	Fournitures et matériel	60 000	
	Total partiel	288 500	
	Moins : Recouvrements	198 500	90 000
	<i>Ressources humaines</i>		
	Services	136 600	
	Moins : Recouvrements	94 000	42 600
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	752 900	
	Moins : Recouvrements	532 600	220 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		13 305 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		13 386 887

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie le rendement énergétique, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l'énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d'un projet de construction pour le projet de transport d'énergie Watay Power.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et programmes	24 320 500	27 184 600	(2 864 100)	19 627 539
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 320 500	27 184 600	(2 864 100)	19 627 539
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	1 601 431
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 601 431
	Total - Charges de fonctionnement	24 321 500	27 185 600	(2 864 100)	21 228 970
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Développement et gestion des sources d'énergie	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	118 001 000	144 600 000	(26 599 000)	239 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Développement et gestion des sources d'énergie à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2902-1	Politiques et programmes		
	Traitements et salaires		14 871 300
	Avantages sociaux		1 683 000
	Transports et communications		385 000
	Services		4 621 200
	Fournitures et matériel		312 600
	Paievements de transfert		
	Fonds pour l'électricité propre à venir	1 000	
	Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	2 447 400	2 448 400
	Total partiel		24 321 500
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 320 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		24 321 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2902-3	Développement et gestion des sources d'énergie		
	Prêts et investissements		
	Fonds pour l'électricité propre à venir	1 000	
	Wataynikaneyap Power	118 000 000	118 001 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		118 001 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		118 001 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2902-4	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés	
	Paielements de transfert	
	Fonds pour l'électricité propre " venir	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total partiel	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Développement et gestion des sources d'énergie	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2902-5	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	
	Fonds pour l'électricité propre de demain	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total partiel	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Développement et gestion des sources d'énergie	1 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	7 336 133 200	6 516 836 600	819 296 600	5 844 170 772
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		7 336 133 200	6 516 836 600	819 296 600	5 844 170 772
Total - Charges de fonctionnement		7 336 133 200	6 516 836 600	819 296 600	5 844 170 772

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES (\$)		
CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2905-1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	
	Paiements de transfert	
	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	29 218 100
	Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	252 181 700
	Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	265 923 300
	Protection contre les frais de distribution	437 394 200
	Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations	31 446 200
	Plan exhaustif relatif à l'électricité	3 153 750 000
	Fiducie pour des frais d'électricité équitables - coûts de financement	64 000 000
	Remise de l'Ontario pour l'électricité	3 102 219 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 336 133 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Atténuation du prix de l'électricité	7 336 133 200

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs est responsable de la protection et la conservation de l'air, des sols, de l'eau, des espèces en péril et leur habitat, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la planification de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des parcs et des réserves de conservation de l'Ontario.

Le ministère soutient le plan de l'Ontario qui vise à créer des emplois, à construire des collectivités résilientes et à bâtir une économie vigoureuse et stable, tout en réalisant les objectifs environnementaux de protéger la beauté et les ressources naturelles dans toute notre province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1101 Programme d'administration du ministère	59 576 800	63 278 200	(3 701 400)	59 855 150
1112 Politiques environnementales	27 584 100	22 180 900	5 403 200	23 681 591
1114 Normes et sciences de l'environnement	46 250 300	43 150 200	3 100 100	39 397 540
1116 Conformité environnementale et opérations	113 147 200	115 031 200	(1 884 000)	107 930 206
1118 Évaluations et permissions environnementales	28 739 000	30 114 700	(1 375 700)	30 592 520
1119 Action en matière de changement climatique et résilience	14 920 000	14 618 500	301 500	12 628 532
1120 Gestion des terres et des eaux	76 692 900	70 429 400	6 263 500	57 905 187
1121 Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	366 911 300	358 804 100	8 107 200	331 990 726
Crédits législatifs	31 264 014	70 314	31 193 700	131 868
Total du ministère - Charges de fonctionnement	398 175 314	358 874 414	39 300 900	332 122 594
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	292 764 000	253 027 000	39 737 000	245 465 385
Redressement de consolidation - Collèges	-	-	-	(12 406)
Redressement de consolidation - Comptes des fins particulières pour Parcs Ontario	135 505 200	126 031 700	9 473 500	128 721 031
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 266 700)	(1 266 700)	-	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(14 243 700)	(14 452 900)	209 200	(12 094 548)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	810 934 114	722 213 514	88 720 600	694 202 056

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1101 Programme d'administration du ministère	-	2 000 000	(2 000 000)	98 749
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des missions	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	2 000 000	(1 999 000)	98 749
Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000 000	(1 998 000)	98 749
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
1101 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1114 Normes et sciences de l'environnement	3 786 500	4 634 000	(847 500)	1 162 548
1116 Conformité environnementale et opérations	6 000	7 000	(1 000)	702 923
1118 Évaluations et permissions environnementales	1 169 300	1 159 800	9 500	408 588
1119 Action en matière de changement climatique et résilience	1 000	1 000	-	-
1120 Gestion des terres et des eaux	28 377 700	35 357 700	(6 980 000)	31 772 488
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des missions	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	33 342 500	41 161 500	(7 819 000)	34 046 547
Crédits législatifs	15 200 000	14 350 300	849 700	12 211 458
Total du ministère - Charges démmobilisations	48 542 500	55 511 800	(6 969 300)	46 258 005
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	3 063 000	4 882 900	(1 819 900)	3 204 287
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	-	-	-	(423 750)
Autre redressement - réévaluation des obligations liées " la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	5 374
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(2 152 500)	-	(2 152 500)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	49 453 000	60 394 700	(10 941 700)	49 043 916

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
1101 Programme d'administration du ministère	1 551 000	876 000	675 000	275 249
1114 Normes et sciences de l'environnement	9 533 900	11 363 000	(1 829 100)	1 032 021
1116 Conformité environnementale et opérations	1 000	1 000	-	449 313
1118 Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120 Gestion des terres et des eaux	28 927 500	16 406 700	12 520 800	14 213 668
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	40 015 400	28 648 700	11 366 700	15 970 251
Crédits législatifs	2 000	1 000	1 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés	40 017 400	28 649 700	11 367 700	15 970 251
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	860 387 114	782 608 214	77 778 900	743 245 972

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion des situations d'urgence et de l'intervention, les services en français, les services juridiques et les communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	59 576 800	63 278 200	(3 701 400)	59 855 150
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	59 576 800	63 278 200	(3 701 400)	59 855 150
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	16 667
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	65 900
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	131 868
	Total - Charges de fonctionnement	59 641 814	63 343 214	(3 701 400)	59 987 018
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Débiteurs	-	2 000 000	(2 000 000)	98 749
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	2 000 000	(2 000 000)	98 749
	Total - Actifs de fonctionnement	-	2 000 000	(2 000 000)	98 749
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	93 700	1 000	92 700	-
	Total - Crédits législatifs	93 700	1 000	92 700	-
	Total - Charges d'immobilisations	94 700	2 000	92 700	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère à infrastructure	1 551 000	876 000	675 000	275 249
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 551 000	876 000	675 000	275 249
	Total - Biens immobilisés	1 551 000	876 000	675 000	275 249

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	21 060 000	
	Avantages sociaux	2 662 500	
	Transports et communications	573 500	
	Services	28 777 300	
	Fournitures et matériel	6 537 500	
	Total partiel	59 610 800	
	Moins : Recouvrements	34 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	59 576 800	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 727 500	
	Avantages sociaux	261 200	
	Transports et communications	64 700	
	Services	6 800	
	Fournitures et matériel	70 800	2 131 000
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	9 986 900	
	Avantages sociaux	997 300	
	Transports et communications	73 400	
	Services	12 827 400	
	Fournitures et matériel	6 028 500	
	Total partiel	29 913 500	
	Moins : Recouvrements	34 000	29 879 500
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 071 900	
	Avantages sociaux	160 400	
	Transports et communications	8 400	
	Services	153 500	
	Fournitures et matériel	13 100	1 407 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	4 227 300	
	Avantages sociaux	638 200	
	Transports et communications	95 600	
	Services	348 100	
	Fournitures et matériel	156 100	5 465 300
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	136 200	
	Services	11 435 900	
	Fournitures et matériel	107 700	11 679 800
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	4 046 400	
	Avantages sociaux	605 400	
	Transports et communications	195 200	
	Services	4 005 600	
	Fournitures et matériel	161 300	9 013 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		59 576 800
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		59 641 814

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1101-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	93 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	94 700
	BIENS IMMOBILISÉS	
1101-2	Administration du ministère - infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	310 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 240 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 551 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 551 000

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministre, de concevoir des programmes visant " protéger l'environnement et de veiller " ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones ainsi que de la liaison avec le Conseil des ministres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Politiques et programmes environnementaux	27 584 100	22 180 900	5 403 200	23 681 591
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 584 100	22 180 900	5 403 200	23 681 591
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	27 585 100	22 180 900	5 404 200	23 681 591

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

NATURE ET DES PARCS

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1112-3	Politiques et programmes environnementaux		
	Traitements et salaires		13 245 200
	Avantages sociaux		2 000 400
	Transports et communications		777 400
	Services		3 111 900
	Fournitures et matériel		674 200
	Paiements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale	4 000 000	
	Participation des Autochtones et collaboration	776 000	
	Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	7 776 000
	Total partiel		27 585 100
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		27 584 100
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques environnementales		27 585 100

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114

Ce crédit a la responsabilité de la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que des résultats observés issus de la surveillance et des rapports sur l'environnement en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes et sciences de l'environnement	46 250 300	43 150 200	3 100 100	39 397 540
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	46 250 300	43 150 200	3 100 100	39 397 540
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	46 251 300	43 150 200	3 101 100	39 397 540
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Sciences de l'environnement et immobilisations	3 786 500	4 634 000	(847 500)	1 162 548
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 786 500	4 634 000	(847 500)	1 162 548
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700	1 614 700	-	1 208 960
	Total - Crédits législatifs	1 614 700	1 614 700	-	1 208 960
	Total - Charges d'immobilisations	5 401 200	6 248 700	(847 500)	2 371 508
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sciences de l'environnement et laboratoires et infrastructure	9 533 900	11 363 000	(1 829 100)	1 032 021
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	9 533 900	11 363 000	(1 829 100)	1 032 021
	Total - Biens immobilisés	9 533 900	11 363 000	(1 829 100)	1 032 021

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1114-1	Normes et sciences de l'environnement	
	Traitements et salaires	33 917 400
	Avantages sociaux	4 983 400
	Transports et communications	1 161 400
	Services	4 758 500
	Fournitures et matériel	1 428 600
	Paievements de transfert	
	Sciences de l'environnement et recherche technique	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	46 250 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Normes et sciences de l'environnement	46 251 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1114-2	Sciences de l'environnement - immobilisations	
	Autres opérations	3 786 500
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 786 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Normes et sciences de l'environnement	5 401 200
BIENS IMMOBILISÉS		
1114-3	Sciences de l'environnement et laboratoires - infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 998 300
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	6 173 600
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 361 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	9 533 900
	Total (Biens immobilisés) - Normes et sciences de l'environnement	9 533 900

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116

Ce crédit a les responsabilités suivantes : assurer la surveillance, l'écoulement provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutenir toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l'air, des sols et de l'eau, y compris l'eau potable.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Conformité environnementale et application des lois	111 908 400	113 289 400	(1 381 000)	107 067 632
3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	1 238 800	1 741 800	(503 000)	862 574
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	113 147 200	115 031 200	(1 884 000)	107 930 206
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 300	1 300	-	-
L	Fiducie, Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 300	2 300	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	113 149 500	115 033 500	(1 884 000)	107 930 206
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	Assainissement de l'environnement à immobilisations	3 000	3 000	-	-
7	Conformité environnementale et application des lois à immobilisations	3 000	4 000	(1 000)	702 923
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 000	7 000	(1 000)	702 923
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	945 600	904 900	40 700	855 764
	Total - Crédits législatifs	945 600	904 900	40 700	855 764
	Total - Charges d'immobilisations	951 600	911 900	39 700	1 558 687
	BIENS IMMOBILISÉS				
6	Conformité environnementale et opérations à infrastructure	1 000	1 000	-	449 313
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	449 313
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	449 313

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1116-1	Conformité environnementale et application des lois		
	Traitements et salaires		79 638 400
	Avantages sociaux		11 799 600
	Transports et communications		538 500
	Services		8 462 100
	Fournitures et matériel		641 000
	Paiements de transfert		
	Surveillance et rapports publics sur les eaux usées	10 828 800	
	Fonds ontarien de protection de l'environnement - l'Agence communautaire	1 900 000	12 728 800
	Total partiel		113 808 400
	Moins : Recouvrements		1 900 000
	Total - voter - Charges de fonctionnement		111 908 400
1116-3	Programme relatif - l'eau potable pour les communautés autochtones		
	Traitements et salaires		230 500
	Avantages sociaux		34 000
	Transports et communications		1 000
	Services		612 300
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Gestion de l'eau potable pour les communautés autochtones		360 000
	Total - voter - Charges de fonctionnement		1 238 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 300
	Crédits législatifs		
	Paiements de transfert		
L	Fiducie, Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Transferts depuis des comptes - fin désignée à Fonctionnement, Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990		1 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Conformité environnementale et opérations		113 149 500

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1116-5	Assainissement de l'environnement - immobilisations	
	Services	1 000
	Paievements de transfert	
	Assainissement de l'environnement - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
1116-7	Conformité environnementale et application des lois-immobilisations	
	Services	1 000
	Fournitures et matériel	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	945 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Conformité environnementale et opérations	951 600
BIENS IMMOBILISÉS		
1116-6	Conformité environnementale et opérations - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Conformité environnementale et opérations	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

NATURE ET DES PARCS

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Évaluations et permissions environnementales	28 739 000	30 114 700	(1 375 700)	30 592 520
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 739 000	30 114 700	(1 375 700)	30 592 520
	Total - Charges de fonctionnement	28 739 000	30 114 700	(1 375 700)	30 592 520
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Évaluations et permissions environnementales d'immobilisations	1 169 300	1 159 800	9 500	408 588
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 169 300	1 159 800	9 500	408 588
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Crédits législatifs	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Charges d'immobilisations	5 020 300	5 010 800	9 500	4 259 624
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Évaluations et permissions environnementales d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1118-1	Évaluations et permissions environnementales	
	Traitements et salaires	22 834 800
	Avantages sociaux	3 358 300
	Transports et communications	328 100
	Services	1 865 900
	Fournitures et matériel	351 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	28 739 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Évaluations et permissions environnementales	28 739 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1118-3	Évaluations et permissions environnementales - immobilisations	
	Services	1 168 300
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 169 300
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 851 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Évaluations et permissions environnementales	5 020 300
	BIENS IMMOBILISÉS	
1118-2	Évaluations et permissions environnementales - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Évaluations et permissions environnementales	1 000

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique et de soutenir les mesures visant à lutter contre le changement climatique, à renforcer la résilience et l'adaptation et à faciliter un développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui répondent à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et débris urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Action en matière de changement climatique et résilience	14 920 000	14 618 500	301 500	12 628 532
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 920 000	14 618 500	301 500	12 628 532
	Total - Charges de fonctionnement	14 920 000	14 618 500	301 500	12 628 532
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Action en matière de changement climatique et résilience à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE			
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1119-1	Action en matière de changement climatique et résilience		
	Traitements et salaires		11 398 300
	Avantages sociaux		2 253 200
	Transports et communications		75 200
	Services		1 109 100
	Fournitures et matériel		84 200
Total " voter - Charges de fonctionnement			14 920 000
Total (Charges de fonctionnement) - Action en matière de changement climatique et résilience			14 920 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1119-2	Action en matière de changement climatique et résilience - immobilisations		
	Services		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Action en matière de changement climatique et résilience			1 000

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Parcs Ontario	19 430 400	15 652 300	3 778 100	14 862 032
2	Conservation et protection de l'eau	57 262 500	54 777 100	2 485 400	43 043 155
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	76 692 900	70 429 400	6 263 500	57 905 187
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	76 693 900	70 430 400	6 263 500	57 905 187
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Parcs Ontario - immobilisations	8 677 700	23 357 700	(14 680 000)	13 445 305
5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations	19 700 000	12 000 000	7 700 000	18 327 183
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	28 377 700	35 357 700	(6 980 000)	31 772 488
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	8 303 400	7 977 700	325 700	6 295 698
	Total - Crédits législatifs	8 303 400	7 977 700	325 700	6 295 698
	Total - Charges d'immobilisations	36 681 100	43 335 400	(6 654 300)	38 068 186
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure de Parcs Ontario	28 927 500	16 406 700	12 520 800	14 213 668
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	28 927 500	16 406 700	12 520 800	14 213 668
	Total - Biens immobilisés	28 927 500	16 406 700	12 520 800	14 213 668

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1120-1	Parcs Ontario		
	Traitements et salaires		75 248 900
	Avantages sociaux		10 218 300
	Transports et communications		2 651 600
	Services		38 656 400
	Fournitures et matériel		27 900 100
	Paiements de transfert		
	Parcs Ontario - intendance des ressources	105 000	
	Partenariat pour la protection des espaces verts	2 800 000	2 905 000
	Total partiel		157 580 300
	Moins : Recouvrements		138 149 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		19 430 400
1120-2	Conservation et protection de l'eau		
	Traitements et salaires		15 180 100
	Avantages sociaux		2 289 400
	Transports et communications		168 900
	Services		12 460 300
	Fournitures et matériel		373 500
	Paiements de transfert		
	Intendance des espaces en péril en Ontario	12 009 100	
	Protection des sources d'eau	7 169 800	
	Grands Lacs	6 360 400	
	Lac Simcoe	1 250 000	
	Agence pour l'action en matière de conservation des espèces	1 000	26 790 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		57 262 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des terres et des eaux		76 693 900

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1120-3	Parcs Ontario - immobilisations	
	Transports et communications	104 800
	Services	4 856 000
	Fournitures et matériel	1 966 900
	Paievements de transfert	
	Partenariat pour la protection des espaces verts - immobilisations	2 200 000
	Total partiel	9 127 700
	Moins : Recouvrements	450 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	8 677 700
1120-5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations	
	Paievements de transfert	
	Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	12 500 000
	Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe	1 000 000
	Soutien au traitement des eaux de lavage agricoles	200 000
	Programme de partenariat pour la protection des terres humides	6 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	19 700 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	8 303 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des terres et des eaux	36 681 100

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
1120-4	Infrastructure de Parcs Ontario	
	Terrains	1 001 000
	Immeubles - traitements et salaires	145 000
	Immeubles - avantages sociaux	20 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 820 300
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	50 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	6 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 956 900
	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires	106 000
	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux	10 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 636 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 936 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	240 000
Total " voter - Biens immobilisés		28 927 500
Total (Biens immobilisés) - Gestion des terres et des eaux		28 927 500

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121

Ce crédit est responsable de l'administration du Programme des normes de rendement à l'égard des émissions et de l'exécution d'initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou du soutien connexe.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	31 192 700	1 000	31 191 700	-
	Total - Crédits législatifs	31 193 700	2 000	31 191 700	-
	Total - Charges de fonctionnement	31 194 700	3 000	31 191 700	-
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions - débiteurs	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
L	Prêts et investissements, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	-	2 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	Programme des normes de rendement " l'écart des missions	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Transferts du compte " fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement " l'écart des missions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	391 600	1 000	390 600	-
	Total - Crédits législatifs	391 600	1 000	390 600	-
	Total - Charges d'immobilisations	392 600	2 000	390 600	-
	BIENS IMMOBILISÉS				
4	Programme des normes de rendement " l'écart des missions d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement " l'écart des missions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	2 000	1 000	-

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1121-1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Services	29 000
	Paielements de transfert	
	Normes de rendement à l'égard des émissions	31 163 700
	Total partiel	31 192 700
	Moins : Recouvrements	31 191 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur l'administration financière	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	31 192 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	31 194 700
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1121-2	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions d'ébateurs	
	Prêts et investissements	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Crédits législatifs	
	Prêts et investissements	
L	Prêts et investissements, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	2 000

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1121-3	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Services	390 600
	Paiements de transfert	
	Normes de rendement à l'égard des émissions - immobilisations	1 000
	Total partiel	391 600
	Moins : Recouvrements	390 600
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	391 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	392 600
	BIENS IMMOBILISÉS	
1121-4	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Crédits législatifs	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	3 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	358 874 414	332 953 131
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(830 537)
Total - Charges de fonctionnement redressées	358 874 414	332 122 594

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministre des Finances soutient les politiques et stratégies économiques, budgétaires et fiscales du gouvernement de l'Ontario et supervise le programme d'emprunt et de gestion de la dette de la province. Le ministre prépare le budget de l'Ontario et l'annonce économique de l'automne, et gère les liens budgétaires que l'Ontario entretient avec le gouvernement fédéral et les municipalités de l'Ontario. En conjonction avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, il gère également le Trésor et les politiques budgétaires et financières provinciales et publie des rapports sur des sujets financiers divers.

Le ministre élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui font affaire dans ce secteur dans la province. Il présente des rapports sur l'évolution économique et démographique et fournit du soutien analytique et stratégique sur ces thèmes, du leadership en matière de statistique et une surveillance des tendances qui influent sur la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Le ministre administre une variété de lois fiscales provinciales et de programmes de crédits d'impôt et d'avantages fiscaux et il gère la relation de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le ministre est aussi chargé de l'élaboration des politiques relatives aux boissons alcoolisées, aux jeux et au cannabis. En plus des organismes opérationnels et gestionnaires de revenus dans ces secteurs, il supervise d'autres organismes rattachés au ministre des Finances.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1201 Programme d'administration du ministre	34 246 900	34 689 700	(442 800)	53 362 066
1202 Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	18 774 700	18 405 200	369 500	14 452 656
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	485 466 700	369 325 900	116 140 800	216 689 790
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	4 137 221 500	1 178 811 100	2 958 410 400	956 413 138
1215 Programme du Fonds ontarien pour la construction	5 000 000	-	5 000 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 680 709 800	1 601 231 900	3 079 477 900	1 240 917 650
Crédits législatifs				
Programme du Trésor	14 228 241 000	13 764 000 000	464 241 000	12 493 990 977
Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i> (proposé)	1 000	-	1 000	-
Autres crédits législatifs	50 799 087	50 799 087	-	219 224 268
Total du ministre - Charges de fonctionnement	18 959 750 887	15 416 030 987	3 543 719 900	13 954 132 895

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	310 665 800	296 852 100	13 813 700	243 269 000
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	27 211 300	27 211 300	-	26 540 881
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	151 662 400	141 688 200	9 974 200	138 119 490
Redressement de consolidation - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	(416 727 800)	(302 706 700)	(114 021 100)	(186 775 424)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(109 606)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général pour l'Office ontarien de financement	(1 548 300)	(1 425 000)	(123 300)	(1 581 589)
Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	120 873 400	107 650 500	13 222 900	100 157 361
Redressement de consolidation - programme du Trésor	350 171 000	735 000 000	(384 829 000)	431 328 841
Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs	(665 412 000)	(441 000 000)	(224 412 000)	(536 035 850)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	18 836 646 687	15 979 301 387	2 857 345 300	14 169 045 999
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 500 000	1 500 000	-	348 448
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	1 500 000	-	348 448
Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	30 406 350
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	34 200 000	34 200 000	-	30 754 798

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	2 025 900	1 990 900	35 000	1 986 000
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	1 323 200	1 372 900	(49 700)	946 237
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 092 900	2 460 800	(367 900)	2 555 729
Redressement de consolidation - Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	3 313 400	3 511 900	(198 500)	3 372 668
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	8 755 400	9 336 500	(581 100)	8 860 634
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	18 845 402 087	15 988 637 887	2 856 764 200	14 177 906 633

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministre et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié.

SOMMAIRE - CRÉDIT					
(\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre	réels
				2024-2025	2022-2023
				et	
				2023-2024	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	34 246 900	34 689 700	(442 800)	53 362 066
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	34 246 900	34 689 700	(442 800)	53 362 066
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	5 160
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 102
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	87 563
	Total - Charges de fonctionnement	34 328 087	34 770 887	(442 800)	53 449 629

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 181 200
	Avantages sociaux		2 735 400
	Transports et communications		1 097 700
	Services		11 399 200
	Fournitures et matériel		833 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		34 246 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 294 800	
	Avantages sociaux	344 400	
	Transports et communications	305 400	
	Services	193 200	
	Fournitures et matériel	77 200	4 215 000
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	9 499 600	
	Avantages sociaux	1 921 900	
	Transports et communications	463 400	
	Services	2 328 500	
	Fournitures et matériel	418 700	14 632 100
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	5 386 800	
	Avantages sociaux	469 100	
	Transports et communications	73 600	
	Services	110 300	
	Fournitures et matériel	164 100	6 203 900
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	255 300	
	Services	8 767 200	
	Fournitures et matériel	173 400	9 195 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		34 246 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	34 328 087

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

De plus, le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

Ce programme soutient la coordination interministérielle pour l'élaboration horizontale de politiques visant à soutenir des secteurs essentiels comme les boissons alcoolisées, les jeux et le cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et il gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants de boissons alcoolisées.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	5 328 700	5 285 200	43 500	4 682 873
7	Entreprises publiques	7 916 400	7 878 700	37 700	5 367 769
8	Politiques en matière de services financiers	5 528 600	5 240 300	288 300	4 402 014
12	Tribunal des services financiers	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		18 774 700	18 405 200	369 500	14 452 656
Total - Charges de fonctionnement		18 774 700	18 405 200	369 500	14 452 656

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	
	Traitements et salaires	4 395 500
	Avantages sociaux	481 800
	Transports et communications	18 800
	Services	410 700
	Fournitures et matériel	21 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 328 700
1202-7	Entreprises publiques	
	Traitements et salaires	4 609 300
	Avantages sociaux	581 900
	Transports et communications	72 900
	Services	2 587 600
	Fournitures et matériel	64 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 916 400
1202-8	Politiques en matière de services financiers	
	Traitements et salaires	3 869 300
	Avantages sociaux	525 700
	Transports et communications	68 600
	Services	1 388 000
	Fournitures et matériel	62 700
	Total partiel	5 914 300
	Moins : Recouvrements	385 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 528 600

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-12	Tribunal des services financiers	
	Traitements et salaires	176 600
	Avantages sociaux	23 000
	Transports et communications	5 200
	Services	574 000
	Fournitures et matériel	1 500
	Total partiel	780 300
	Moins : Recouvrements	779 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	18 774 700

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et soutient l'examen pré-électoral des finances de l'Ontario par le vérificateur général. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires claires pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024
Ns				Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Politiques économiques	12 586 900	12 236 000	350 900
8	Bureau du budget	5 438 300	4 494 200	944 100
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	467 441 500	352 595 700	114 845 800
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		485 466 700	369 325 900	116 140 800
L	Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité	1 000	1 000	-
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-
Total - Charges de fonctionnement		485 468 700	369 327 900	116 140 800
				251 689 790

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1203-1	Politiques économiques	
	Traitements et salaires	9 997 300
	Avantages sociaux	1 175 000
	Transports et communications	86 400
	Services	1 064 200
	Fournitures et matériel	264 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 586 900
1203-8	Bureau du budget	
	Traitements et salaires	4 750 200
	Avantages sociaux	455 100
	Transports et communications	71 800
	Services	119 000
	Fournitures et matériel	42 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 438 300
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	467 441 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	467 441 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	485 468 700

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qui entretiennent la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes ciblées et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques ainsi que des services de conception de lois dans divers domaines fiscaux, comme les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation et les ventes, l'administration des successions et les charges sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification en ligne, audit, inspection, enquête et recouvrement, etc.). Il exécute aussi des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'attention des particuliers et des familles à faible revenu, y compris des services automatisés de vérification du revenu et des améliorations à l'expérience client en ligne pour d'autres programmes d'avantages fiscaux. Le programme réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale, examine les programmes d'administration fiscale pour veiller à leur efficacité, aux gains en efficacité et aux possibilités d'améliorer l'intégrité des revenus. Il coordonne les activités de réduction du fardeau administratif au nom du ministère et gère les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière de élaboration des politiques et de textes législatifs régissant le régime de taxation foncière de l'Ontario, y compris les impôts fonciers municipaux, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial. Il établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et gère les relations de la province avec la Société d'évaluation foncière des municipalités. De plus, le programme assure la surveillance stratégique des politiques soutenant les accords fiscaux entre la province et les municipalités et prodigue des conseils dans ce domaine, et il conçoit et exécute les programmes de financement des municipalités, y compris le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui constitue la principale subvention générale de soutien aux municipalités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	3 551 968 800	553 926 800	2 998 042 000	401 478 911
5	Tribunal des services financiers	9 695 200	9 598 000	97 200	6 957 187
6	Politiques fiscales	32 689 400	32 418 200	271 200	25 610 247
7	Relations provinciales-municipales en matière de finances	542 868 100	582 868 100	(40 000 000)	522 366 793
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		4 137 221 500	1 178 811 100	2 958 410 400	956 413 138
L	Paiements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000	5 500 000	-	4 972 803
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900	45 215 900	-	179 163 902
Total - Crédits législatifs		50 715 900	50 715 900	-	184 136 705
Total - Charges de fonctionnement		4 187 937 400	1 229 527 000	2 958 410 400	1 140 549 843

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Actifs	1 500 000	1 500 000	-	348 448
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	1 500 000	-	348 448
L	Avances, Loi sur l'éducation	18 500 000	20 300 000	(1 800 000)	18 082 523
L	Avances, Loi sur les régions des services publics du Nord	7 000 000	6 200 000	800 000	6 025 346
L	Avances, Loi sur les régions des routes locales	7 200 000	6 200 000	1 000 000	6 298 481
	Total - Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	30 406 350
	Total - Actifs de fonctionnement	34 200 000	34 200 000	-	30 754 798

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations		
	Traitements et salaires		84 511 400
	Avantages sociaux		12 653 700
	Transports et communications		3 787 100
	Services		232 483 900
	Fournitures et matériel		2 340 300
	Paiements de transfert		
	Remise aux contribuables de l'Ontario	3 000 000 000	
	Régime de revenu annuel garanti	219 833 700	
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000	3 220 003 700
	Total partiel		3 555 780 100
	Moins : Recouvrements		3 811 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		3 551 968 800

Sous-postes :

Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes

Traitements et salaires	19 492 700	
Avantages sociaux	2 572 200	
Transports et communications	260 000	
Services	210 793 900	
Fournitures et matériel	137 000	
Paiements de transfert		
Remise aux contribuables de l'Ontario	3 000 000 000	3 233 255 800

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			
	Traitements et salaires		65 018 700	
	Avantages sociaux		10 081 500	
	Transports et communications		3 527 100	
	Services		21 690 000	
	Fournitures et matériel		2 203 300	
	Paielements de transfert			
	Régime de revenu annuel garanti	219 833 700		
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000	220 003 700	
	Total partiel		322 524 300	
	Moins : Recouvrements		3 811 300	318 713 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement			3 551 968 800
1209-5	Tribunal des services financiers			
	Traitements et salaires		7 579 700	
	Avantages sociaux		1 388 000	
	Transports et communications		134 900	
	Services		499 500	
	Fournitures et matériel		93 100	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			9 695 200
1209-6	Politiques fiscales			
	Traitements et salaires		8 153 800	
	Avantages sociaux		968 800	
	Transports et communications		181 200	
	Services		23 270 600	
	Fournitures et matériel		115 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			32 689 400
1209-7	Relations provinciales-municipales en matière de finances			
	Paielements de transfert			
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	501 850 000		
	Paielements sociaux aux municipalités	16 693 100		
	Aide temporaire et autres types d'aide locale	24 325 000	542 868 100	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			542 868 100

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Services	
L	Paiements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	4 187 937 400
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1209-2	Actifs	
	Avances et montants récupérables	
	Régime de revenu annuel garanti	1 500 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 500 000
	Crédits législatifs	
	Avances et montants récupérables	
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18 500 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	7 000 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	7 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	34 200 000

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - CRÉDIT 1215

La Banque de l'infrastructure de l'Ontario (que l'on propose de rebaptiser ç Fonds ontarien pour la construction è) est un nouvel organisme sans lien de dépendance responsable de mobiliser les investissements des régimes de retraite du secteur public et d'autres investisseurs institutionnels canadiens de confiance afin d'aider " financer des projets d'infrastructure " grande échelle dans toute la province.

Dans un premier temps, les projets financés par l'entremise de ce nouvel organisme se concentreront sur les foyers de soins de longue durée, les infrastructures énergétiques, les logements abordables, les infrastructures municipales et communautaires et les transports.

Ce programme assurera une surveillance efficace de la Banque de l'infrastructure de l'Ontario (que l'on propose de rebaptiser ç Fonds ontarien pour la construction è).

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fonds ontarien pour la construction	5 000 000	-	5 000 000	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	-	5 000 000	-
L	Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i> (proposé)	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	5 001 000	-	5 001 000	-

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - CRÉDIT 1215, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1215-1	Fonds ontarien pour la construction	
	Paiements de transfert	
	Investissements dans l'infrastructure de l'Ontario	5 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 000 000
	Crédits législatifs	
	Paiements de transfert	
L	Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i> (proposé)	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Fonds ontarien pour la construction	5 001 000

PROGRAMME DU TRÉSOR

Le Programme du Trésor assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'évaluation et l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services financiers centralisés, notamment la gestion des liquidités et des opérations bancaires; il présente aux investisseurs et au public des rapports sur la situation budgétaire de la province; il assure l'analyse financière et le soutien relatifs au secteur de l'électricité y compris pour la dette et d'autres passifs, et en surveille les retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières, ainsi que sur tout passif provincial, réel ou éventuel; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il conseille les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes.

L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à Infrastructure Ontario tout en continuant de soutenir le gouvernement dans ses grandes priorités stratégiques, notamment la mise en place de la Banque de l'infrastructure de l'Ontario (que l'on propose de rebaptiser le Fonds ontarien pour la construction).

		Sommaire (\$)			
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière	14 228 241 000	13 764 000 000	464 241 000	12 493 990 977
	Total - Charges de fonctionnement	14 228 241 000	13 764 000 000	464 241 000	12 493 990 977

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
	ê des fins générales	15 692 663 000	
	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	301 620 000	15 994 283 000
	Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels		199 248 000
	Moins : Autres paiements " titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		(130 845 000)
	Moins : Intérêts sur les investissements		2 095 644 000
			13 830 236 000
	Intérêt sur la dette payable " la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		398 005 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor		14 228 241 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	15 416 030 987	13 977 853 069
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(23 720 174)
Total - Charges de fonctionnement redressés	15 416 030 987	13 954 132 895

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	-	6 206 631
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(6 206 631)
Total - Biens immobilisés redressés	-	-

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

La communauté francophone de l'Ontario croît et évolue. Elle est aujourd'hui plus dynamique et diverse que jamais. La francophonie est un précieux atout de l'Ontario. La province prévoit de la préserver et de la mettre en lumière en établissant des conditions favorables qui stimuleront le bien-être et le développement social, culturel et économique de la population franco-ontarienne.

Le ministre des Affaires francophones agit en titre d'administrateur de la *Loi sur les services en français* et de principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones et les services en français afin d'assurer aux francophones de l'Ontario l'accès aux services gouvernementaux en français et de promouvoir ainsi leur participation à la vie sociale, économique et politique de la province dans le respect de leur patrimoine linguistique et culturel.

Le ministre :

- dirige la mise en œuvre du cadre législatif et réglementaire régissant les services en français, y compris la version actualisée de la *Loi sur les services en français* et la réglementation sur l'offre active;

- travaille avec les ministres pour veiller à ce que des services en français soient offerts au public dans les régions désignées de la province;

- offre des conseils spécialisés aux ministres et aux organismes gouvernementaux réglementés dans leurs efforts visant à fournir des services en français accessibles et de qualité supérieure et à faire en sorte que les politiques et les programmes correspondent aux besoins des francophones et aux responsabilités du gouvernement en vertu de la *Loi sur les services en français*;

- formule des recommandations quant à la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes et coordonne la mise en œuvre des services en français dans les régions nouvellement désignées;

- fait la promotion des affaires francophones au sein du gouvernement et s'associe à des ministres clés dans le cadre d'initiatives liées aux politiques et programmes visant à renforcer la communauté francophone, notamment par le développement économique francophone;

- dialogue avec la communauté francophone et facilite la pleine contribution de la population francophone à la prospérité de l'Ontario;

- travaille avec d'autres ordres de gouvernement pour promouvoir la francophonie de l'Ontario et rehausse l'image de la province tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	13 255 700	7 730 600	5 525 100	7 699 069
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	13 255 700	7 730 600	5 525 100	7 699 069
	Crédits législatifs	16 173	16 173	-	33 334
	Total du ministre - Charges de fonctionnement	13 271 873	7 746 773	5 525 100	7 732 403

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		13 272 873	7 747 773	5 525 100	7 732 403

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301

Le ministre conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en fran-ais. Le principal programme du ministre comprend les activités suivantes :

À la collaboration avec les ministres, les organismes et la Commissaire aux services en fran-ais pour assurer une prestation efficace des services en fran-ais dans toute la province;

À la collaboration d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que ces services soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes;

À la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en fran-ais* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées;

À l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province;

À la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministres et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en fran-ais;

À la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne et de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière de francophonie;

À la collaboration avec les ministres partenaires, les entreprises (y compris celles à vocation sociale) et les entrepreneurs francophones établis en Ontario, de même qu'avec les autorités législatives au Canada et à l'étranger, pour stimuler le développement économique francophone, ainsi que la surveillance de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Coordination des affaires francophones	13 255 700	7 730 600	5 525 100	7 699 069
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	13 255 700	7 730 600	5 525 100	7 699 069
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	16 173	16 173	-	33 334
	Total - Charges de fonctionnement	13 271 873	7 746 773	5 525 100	7 732 403
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1301-1	Coordination des affaires francophones		
	Traitements et salaires		3 091 100
	Avantages sociaux		336 200
	Transports et communications		135 500
	Services		6 507 900
	Fournitures et matériel		85 000
	Paiements de transfert		
	Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	300 000	
	Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	800 000	
	Programme d'appui à la francophonie ontarienne	2 000 000	3 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		13 255 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires francophones		13 271 873
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1301-2	Programme des affaires francophones		
	Autres opérations		
	Autre bien matériel		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires francophones		1 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé s'attache à offrir des soins interconnectés et pratiques à la population ontarienne.

Sa mission est d'aider les gens à rester en santé, d'assurer l'offre de soins de qualité au moment et à l'endroit voulus et de protéger le système de santé pour les générations futures.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	99 495 400	98 629 400	866 000	84 247 437
1402 Programme des politiques de santé et de la recherche	1 194 523 000	1 087 790 200	106 732 800	973 343 922
1403 Services numériques, données et analytique	144 049 700	177 985 400	(33 935 700)	142 857 170
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	29 196 948 600	25 061 058 800	4 135 889 800	24 175 671 438
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	1 538 834 000	1 732 857 200	(194 023 200)	1 954 352 293
1412 Programmes provinciaux et intendance	4 349 676 500	2 877 260 300	1 472 416 200	2 749 482 350
1413 Systèmes informatiques	186 968 100	222 374 200	(35 406 100)	246 149 121
1416 Services et programmes de santé	37 789 079 800	34 688 218 900	3 100 860 900	33 991 024 944
Moins : Mandats spéciaux	4 200 000 000	-	4 200 000 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	70 299 575 100	65 946 174 400	4 353 400 700	64 317 128 675
Mandats spéciaux	4 200 000 000	-	4 200 000 000	-
Crédits législatifs	105 565	397 172 365	(397 066 800)	1 324 428 023
Total du ministère - Charges de fonctionnement	74 499 680 665	66 343 346 765	8 156 333 900	65 641 556 698

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hôpitaux	4 429 298 000	4 278 507 300	150 790 700	4 627 972 995
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins " domicile et en milieu communautaire	14 342 800	17 816 700	(3 473 900)	(111 611 208)
Redressement de consolidation - ORNGE	(27 438 100)	(21 812 500)	(5 625 600)	(31 605 883)
Redressement de consolidation - financement des collèges	(755 500)	(7 339 600)	6 584 100	(22 377 946)
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	(13 086 700)	(22 719 900)	9 633 200	(27 071 438)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	4 741 846 500	5 022 602 800	(280 756 300)	3 817 832 688
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(45 105 661)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide " l'enfance	(21 903 000)	(22 572 300)	669 300	(22 951 841)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(6 627 000)	(6 553 500)	(73 500)	(8 131 809)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(962 218)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	83 615 357 665	75 581 275 765	8 034 081 900	73 817 544 377
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1402 Programme des politiques de santé et de la recherche	-	4 500 000	(4 500 000)	-
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	750 000	207 751 000	(207 001 000)	1 348 460 996
1412 Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	4 368 400
1416 Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	57 588 000	269 089 000	(211 501 000)	1 403 935 996
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	57 588 000	269 089 000	(211 501 000)	1 403 935 996

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1413 Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
1416 Services et programmes de santé	1 000	5 216 100	(5 215 100)	28 478 217
1407 Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	2 281 037 400	2 340 819 600	(59 782 200)	1 314 580 824
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 281 039 400	2 346 036 700	(64 997 300)	1 343 059 041
Crédits législatifs	11 670 600	16 692 200	(5 021 600)	16 059 547
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 292 710 000	2 362 728 900	(70 018 900)	1 359 118 588
Redressement de consolidation - hôpitaux	91 104 000	(116 167 300)	207 271 300	817 015 895
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire	1 227 000	1 551 000	(324 000)	1 634 089
Redressement de consolidation - ORNGE	17 642 200	17 508 400	133 800	12 393 655
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	12 571 200	7 504 500	5 066 700	12 538 602
Redressement de consolidation - Santé Ontario	8 287 800	6 235 100	2 052 700	10 219 900
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 000 000)	(1 233 200)	233 200	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 422 542 200	2 278 127 400	144 414 800	2 212 920 729
BIENS IMMOBILISÉS				
1413 Systèmes informatiques	15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796
Total du ministère - Biens immobilisés	15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	86 037 899 865	77 859 403 165	8 178 496 700	76 030 465 106

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401

Le Programme d'administration du ministère fournit des services administratifs et de soutien permettant au ministère de s'acquitter de son mandat et de soutenir les priorités gouvernementales. Cela inclut une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels : planification des activités et du budget, gestion financière, publication de rapports financiers, approvisionnement, Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, ressources humaines stratégiques, services juridiques, communications, gestion du risque, gestion des documents, accès à l'information et processus de nominations, etc.

De plus, le programme apporte du soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	99 495 400	98 629 400	866 000	84 247 437
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		99 495 400	98 629 400	866 000	84 247 437
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
Total - Crédits législatifs		102 565	102 565	-	100 939
Total - Charges de fonctionnement		99 597 965	98 731 965	866 000	84 348 376
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	44 588 800	
	Avantages sociaux	12 008 300	
	Transports et communications	3 967 500	
	Services	38 319 300	
	Fournitures et matériel	688 200	
	Total partiel	99 572 100	
	Moins : Recouvrements	76 700	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	99 495 400	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	5 105 200	
	Avantages sociaux	622 200	
	Transports et communications	231 100	
	Services	475 800	
	Fournitures et matériel	10 500	6 444 800
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	29 697 300	
	Avantages sociaux	9 959 200	
	Transports et communications	3 147 600	
	Services	30 378 400	
	Fournitures et matériel	533 000	
	Total partiel	73 715 500	
	Moins : Recouvrements	76 700	73 638 800
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 873 600	
	Avantages sociaux	408 300	
	Transports et communications	57 300	
	Services	411 000	
	Fournitures et matériel	10 700	3 760 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	6 912 700	
	Avantages sociaux	1 018 600	
	Transports et communications	476 000	
	Services	4 314 600	
	Fournitures et matériel	89 200	12 811 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	55 500	
	Services	2 739 500	
	Fournitures et matériel	44 800	2 839 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		99 495 400
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		99 597 965
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1401-6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre la recherche sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes et l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère et d'autres partenaires ministériels.

Les services essentiels fondés sur la population soutiennent l'équité en matière de santé, renforcent l'accès des soins adaptés à la culture, améliorent les résultats pour les populations sous-desservies en Ontario et réduisent les coûts du système de santé. Ce travail englobe le renouvellement relatif à la santé des Autochtones, les soutiens à la planification et à la capacité en matière de santé et le dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones. Il inclut également l'amélioration des résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, ainsi qu'à la santé des Noirs, la santé des femmes, les services en français et de traduction et d'autres services essentiels fondés sur la population.

Les recherches appliquées sur le système de santé et la capacité liée aux données probantes soutiennent l'élaboration de politiques et de programmes, en particulier l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé.

La planification et la surveillance réglementaire relatives aux ressources humaines dans le domaine de la santé en Ontario incluent le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre dans la province (professions réglementées de la santé et autres fournisseurs du système). Ce travail englobe également les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice, à l'éducation et la formation ainsi qu'à l'accès à l'exercice de la profession et à la surveillance des fournisseurs de soins de santé.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de santé et recherche	1 194 523 000	1 087 790 200	106 732 800	973 343 922
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 194 523 000	1 087 790 200	106 732 800	973 343 922
	Total - Charges de fonctionnement	1 194 523 000	1 087 790 200	106 732 800	973 343 922
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Politiques de santé et recherche	-	4 500 000	(4 500 000)	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	4 500 000	(4 500 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	4 500 000	(4 500 000)	-

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1402-1	Politiques de santé et recherche		
	Traitements et salaires		17 787 900
	Avantages sociaux		2 735 500
	Transports et communications		525 400
	Services		9 612 300
	Fournitures et matériel		127 800
	Paielements de transfert		
	Formation clinique	1 098 305 500	
	Services essentiels fondés sur la population et recherches appliquées sur le système de santé	65 428 600	1 163 734 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 194 523 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche		1 194 523 000

SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE - CRÉDIT 1403

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les doublons. La stratégie relative aux données et au numérique pour le secteur de la santé permettra d'offrir aux patients une expérience de santé du 21^e siècle en élargissant les choix et en rendant l'accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique pour les patients. Cette stratégie établit les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie relative aux données et au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, notamment respecter les engagements du ministère et mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l'information élabore une vision et une stratégie en vue d'un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques, la planification de la gouvernance des données au niveau du macro système ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l'Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d'apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d'améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d'accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l'élaboration et l'exécution de programmes d'analytique des mégadonnées afin d'atteindre les objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie relative aux données et au numérique.

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique est également la source de données et d'analytique faisant autorité pour le ministère. Il procure des outils, des produits et de l'expertise méthodologique à l'appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour le ministère de la Santé et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services numériques, données et analytique	144 049 700	177 985 400	(33 935 700)	142 857 170
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	144 049 700	177 985 400	(33 935 700)	142 857 170
	Total - Charges de fonctionnement	144 049 700	177 985 400	(33 935 700)	142 857 170

SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE - CRÉDIT 1403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1403-1	Services numériques, données et analytique		
	Traitements et salaires		17 938 900
	Avantages sociaux		2 555 300
	Transports et communications		246 600
	Services		9 130 900
	Fournitures et matériel		261 200
	Paiements de transfert		
	Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	105 434 500	
	Gestion de l'information sur le système de santé	8 482 300	113 916 800
Total à voter - Charges de fonctionnement			144 049 700
Total (Charges de fonctionnement) - Services numériques, données et analytique			144 049 700

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les équipes de santé familiale, les organismes voués à la prestation de soins primaires pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les services de tests de diagnostic et de tests en laboratoire (y compris les services de tests génétiques, les services de tests en laboratoire hors du pays ou de la province et les tests de dépistage de virus respiratoires), le Programme de gestion de la qualité (services de laboratoire et échocardiographie), les services de radiographie, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (y compris l'oxygénothérapie à domicile), la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modalités intégrées de prestation de services par l'entremise des Équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Assurance-santé de l'Ontario	22 393 854 200	18 738 941 500	3 654 912 700	18 077 939 164
2	Programmes de médicaments	6 209 162 500	5 747 085 400	462 077 100	5 566 331 898
4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	593 931 900	575 031 900	18 900 000	531 400 376
	Total, y compris mandats spéciaux	29 196 948 600	25 061 058 800	4 135 889 800	24 175 671 438
	Moins : Mandats spéciaux	4 200 000 000	-	4 200 000 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 996 948 600	25 061 058 800	(64 110 200)	24 175 671 438
	Mandats spéciaux	4 200 000 000	-	4 200 000 000	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	56
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	56
	Total - Charges de fonctionnement	29 196 950 600	25 061 060 800	4 135 889 800	24 175 671 494

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
Total - Actifs de fonctionnement		13 000 000	13 000 000	-	13 000 000

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-1	Assurance-santé de l'Ontario		
	Traitements et salaires		46 279 800
	Avantages sociaux		7 982 200
	Transports et communications		3 152 200
	Services		22 750 000
	Fournitures et matériel		502 700
	Paiements de transfert		
	Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	21 825 336 100	
	Centres de services de santé communautaires intégrés	86 193 100	
	Programme des services aux régions insuffisamment desservies	31 093 800	
	Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	62 511 600	
	Programme de gestion de la qualité	5 185 900	
	Services de sages-femmes	201 618 200	
	Stratégie de prévention des maladies	3 450 000	
	Initiatives pour la qualité des services de santé	97 798 600	22 313 187 300
	Total - Charges de fonctionnement		22 393 854 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
1405-2	Programmes de médicaments		
	Traitements et salaires		11 411 500
	Avantages sociaux		1 613 300
	Transports et communications		806 800
	Services		13 363 700
	Fournitures et matériel		105 100
	Paiements de transfert		
	Programme de médicaments de l'Ontario		6 181 862 100
	Total - Charges de fonctionnement		6 209 162 500

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
1405-4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	
	Traitements et salaires	3 180 500
	Avantages sociaux	461 200
	Transports et communications	579 000
	Services	945 800
	Fournitures et matériel	29 000
	Paielements de transfert	
	Programme de fournitures et d'appareils et accessoires fonctionnels	588 736 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	593 931 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	29 196 950 600
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1405-5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	
	Avances et montants récupérables	
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	10 000 000
	Services de sages-femmes	3 000 000 13 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	13 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

Le mandat du Bureau du médecin hygiéniste en chef, santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficace et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Santé de la population et santé publique	1 538 834 000	1 732 857 200	(194 023 200)	1 954 352 293
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 538 834 000	1 732 857 200	(194 023 200)	1 954 352 293
L	Radiation des stocks, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	105 241 400	(105 241 400)	306 845 563
L	Équipements de protection individuelle et fournitures - <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	291 825 400	(291 825 400)	1 017 373 536
	Total - Crédits législatifs	-	397 066 800	(397 066 800)	1 324 219 099
	Total - Charges de fonctionnement	1 538 834 000	2 129 924 000	(591 090 000)	3 278 571 392
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Santé de la population et santé publique	750 000	207 751 000	(207 001 000)	1 348 460 996
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	750 000	207 751 000	(207 001 000)	1 348 460 996
	Total - Actifs de fonctionnement	750 000	207 751 000	(207 001 000)	1 348 460 996

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1406-4	Santé de la population et santé publique		
	Traitements et salaires		17 197 500
	Avantages sociaux		2 312 900
	Transports et communications		912 400
	Services		41 038 800
	Fournitures et matériel		1 001 300
	Paievements de transfert		
	Organismes de santé locaux officiels	909 439 000	
	Épidémies	306 633 600	
	Prévention de la tuberculose	9 113 900	
	Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	2 062 400	
	Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	150 517 900	
	Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	79 808 900	
	Ontario sans fumée	18 795 400	1 476 371 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 538 834 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		1 538 834 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1406-6	Santé de la population et santé publique		
	Avances et montants récupérables		
	Organismes locaux officiels responsables de la santé		750 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		750 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		750 000

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Parmi ces programmes de paiements de transfert figurent les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida. Le programme verse la part de financement de l'Ontario de la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, comme le logement avec services de soutien, et assure le soutien de la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information de l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Les programmes provinciaux et l'intendance soutiennent aussi la planification des immobilisations dans le domaine de la santé et l'administration de l'Agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la *Loi sur les ambulances*. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution de l'échelle de la province des opérations dans onze Centres intégrés de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze centres qui sont financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

Le ministère finance les collectivités des Premières Nations ainsi que les organisations inuites et autochtones en milieu urbain pour la prestation de la clientèle autochtone de services de soins à domicile et en milieu communautaire au sein des communautés réserves et des zones urbaines.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes provinciaux	2 851 171 500	1 506 728 400	1 344 443 100	1 374 669 460
2	Services de santé d'urgence	1 446 972 200	1 322 850 400	124 121 800	1 328 055 482
4	Intendance	51 532 800	47 681 500	3 851 300	46 757 408
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 349 676 500	2 877 260 300	1 472 416 200	2 749 482 350
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	107 929
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	107 929
	Total - Charges de fonctionnement	4 349 677 500	2 877 261 300	1 472 416 200	2 749 590 279
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	4 368 400
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 729 400	5 729 400	-	4 368 400
	Total - Actifs de fonctionnement	5 729 400	5 729 400	-	4 368 400

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1412-1	Programmes provinciaux		
	Paiements de transfert		
	Fonctionnement des établissements connexes	19 131 800	
	Société canadienne du sang	772 164 600	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	114 249 500	
	Services communautaires et prioritaires	1 945 625 600	2 851 171 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 851 171 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
1412-2	Services de santé d'urgence		
	Traitements et salaires		58 552 200
	Avantages sociaux		9 996 700
	Transports et communications		2 746 800
	Services		11 427 300
	Fournitures et matériel		578 800
	Paiements de transfert		
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	988 152 700	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	106 243 300	
	Ambulances aériennes	269 274 400	1 363 670 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 446 972 200
1412-4	Intendance		
	Traitements et salaires		37 303 300
	Avantages sociaux		4 644 600
	Transports et communications		2 582 100
	Services		6 869 000
	Fournitures et matériel		133 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		51 532 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		4 349 677 500

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1412-5	Programmes provinciaux et intendance		
	Avances et montants récupérables		
	Paiements pour services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	500 000	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
	Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	461 000	5 729 400
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		5 729 400
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		5 729 400

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé, du ministère des Soins de longue durée et du ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de technologie de l'information Groupement pour les services de santé	186 968 100	222 374 200	(35 406 100)	246 149 121
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		186 968 100	222 374 200	(35 406 100)	246 149 121
Total - Charges de fonctionnement		186 968 100	222 374 200	(35 406 100)	246 149 121
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 670 600	16 279 200	(4 608 600)	16 059 547
Total - Crédits législatifs		11 670 600	16 279 200	(4 608 600)	16 059 547
Total - Charges d'immobilisations		11 671 600	16 280 200	(4 608 600)	16 059 547
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Systèmes informatiques	15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796
Total - Biens immobilisés		15 396 600	20 045 700	(4 649 100)	7 993 796

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1413-1	Services de technologie de l'information - Groupement pour les services de santé	
	Traitements et salaires	53 243 800
	Avantages sociaux	7 925 600
	Transports et communications	2 455 700
	Services	120 348 200
	Fournitures et matériel	2 994 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	186 968 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Systèmes informatiques	186 968 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1413-3	Systèmes informatiques	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 670 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Systèmes informatiques	11 671 600
BIENS IMMOBILISÉS		
1413-4	Systèmes informatiques	
	Matériel de technologie de l'information	5 642 300
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	9 754 300
	Total " voter - Biens immobilisés	15 396 600
	Total (Biens immobilisés) - Systèmes informatiques	15 396 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario et les Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé afin d'améliorer et de connecter les services de soutien à domicile et en milieu communautaire et d'autres services de santé.

En vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*, Santé Ontario est responsable de la planification et l'intégration du système de santé ainsi que du financement des fournisseurs de services de santé (FSS) et des équipes Santé Ontario pour la prestation des services de santé. Dans le cadre du programme 1416, Santé Ontario finance les hôpitaux, les centres de santé communautaire, les fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de lutte contre les dépendances, les fournisseurs sans but lucratif de services de soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que le personnel infirmier en soins primaires, les soins maternels et les services pour des troubles de l'alimentation, que ce soit des patients externes ou dans le cadre de soins actifs. Santé Ontario exécute aussi les programmes liés à des domaines divers : soins en oncologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé, dons et greffes d'organes et de tissus, main-d'œuvre dans le domaine de la santé, télémédecine et soutien aux activités de coordination régionale. L'organisme fournit des conseils et des recommandations cliniques sur les programmes et services liés aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux. Santé Ontario assure le soutien administratif du Bureau de l'ombudsman des patients, qui travaille avec les patients et les familles pour faciliter la résolution de plaintes concernant des expériences liées aux soins de santé avec des organismes de prestation de services de santé.

Les 14 organismes de SSDMC fournissent des soins à domicile (soins infirmiers, traitements de réadaptation et autres services professionnels, services de soutien à la personne), coordonnent l'admission dans les foyers de soins de longue durée et font des renvois vers les services de santé et sociaux. De plus, ils gèrent les placements dans des programmes de jour pour adultes et d'aide à la vie autonome. Le ministère de la Santé prévoit que les dispositions du projet de loi 135 (*Loi de 2023 sur la prestation commode de soins à domicile*) seront promulguées en juin 2024, regroupant ainsi les 14 organismes de SSDMC en une seule organisation. Santé à domicile Ontario offrira les services fournis par ces organismes, ainsi que des soutiens opérationnels aux FSS et aux équipes Santé Ontario financés pour l'offre de soins à domicile, à compter de 2025.

Ce crédit comprend également le programme de santé mentale des enfants et des jeunes géré par le ministère. Ce programme vise à réaliser la vision d'un Ontario où la santé mentale des enfants et des jeunes est reconnue comme un élément déterminant de la santé et du bien-être dans leur ensemble, et où les enfants et les jeunes peuvent réaliser pleinement leur potentiel. Les services de santé mentale financés par l'Ontario sont offerts aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans en vertu de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Services de santé	34 326 695 300	31 502 434 700	2 824 260 600
2	Programmes et administration	3 462 384 500	3 185 784 200	276 600 300
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		37 789 079 800	34 688 218 900	3 100 860 900
Total - Charges de fonctionnement		37 789 079 800	34 688 218 900	3 100 860 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		38 107 600	38 107 600	-
Total - Actifs de fonctionnement		38 107 600	38 107 600	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024
Ns				Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	Solutions numériques pour la santé immobilisations	1 000	5 216 100	(5 215 100)
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	5 216 100	(5 215 100)
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	-	413 000	(413 000)
	Total - Crédits législatifs	-	413 000	(413 000)
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	5 629 100	(5 628 100)

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1416-1	Services de santé		
	Paiements de transfert		
	Exploitation des hôpitaux	25 402 395 700	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000	
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	786 560 500	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	
	Soins à domicile	4 310 558 000	
	Services communautaires de soutien	808 611 000	
	Services d'assistance	409 122 000	
	Centres de santé communautaire	493 582 000	
	Traumatismes chroniques	98 396 200	
	Services communautaires de santé mentale	1 137 690 100	
	Programme de lutte contre les dépendances	368 296 600	
	Santé mentale des enfants et des jeunes	507 526 100	34 326 695 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			34 326 695 300

Sous-postes :

Hôpitaux

Paiements de transfert			
Exploitation des hôpitaux	25 402 395 700		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
Hôpitaux psychiatriques spécialisés	786 560 500		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	26 192 913 300	26 192 913 300

Services communautaires

Paiements de transfert			
Soins à domicile	4 310 558 000		
Services communautaires de soutien	808 611 000		
Services d'assistance	409 122 000		
Centres de santé communautaire	493 582 000		
Traumatismes chroniques	98 396 200	6 120 269 200	6 120 269 200

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Santé mentale et Lutte contre les dépendances				
Paiements de transfert				
	Services communautaires de santé mentale	1 137 690 100		
	Programme de lutte contre les dépendances	368 296 600		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	507 526 100	2 013 512 800	2 013 512 800
Total " voter - Charges de fonctionnement				34 326 695 300
1416-2	Programmes et administration			
Paiements de transfert				
	Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé		5 666 900	
	Soutien aux activités de coordination régionale		226 432 500	
	Services de dons et de greffes d'organes et de tissus et services de santé cardiovasculaire		73 790 200	
	Programmes pour la qualité des services de santé		31 909 500	
	Programmes de dépistage du cancer		108 294 700	
	Services de traitement du cancer		1 690 522 700	
	Troubles rénaux		749 122 500	
	Solutions numériques pour la santé		576 645 500	3 462 384 500
Total " voter - Charges de fonctionnement				3 462 384 500
Total (Charges de fonctionnement) - Services et programmes de santé				37 789 079 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1416-10	Services et programmes de santé			
Avances et montants récupérables				
	Exploitation des hôpitaux		24 000 000	
	Soins " domicile		700 000	
	Services communautaires de soutien		2 966 800	
	Services d'assistance		793 500	
	Centres de santé communautaire		3 000 000	
	Traumatismes crâniens		246 300	
	Services communautaires de santé mentale		5 500 000	
	Programme de lutte contre les dépendances		900 000	
	Services de traitement du cancer		1 000	38 107 600
Total " voter - Actifs de fonctionnement				38 107 600
Total (Actifs de fonctionnement) - Services et programmes de santé				38 107 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1416-3	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services et programmes de santé	1 000

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations dans le domaine de la santé	2 281 037 400	2 340 819 600	(59 782 200)	1 314 580 824
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 281 037 400	2 340 819 600	(59 782 200)	1 314 580 824
Total - Charges d'immobilisations		2 281 037 400	2 340 819 600	(59 782 200)	1 314 580 824

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1407-1	Immobilisations dans le domaine de la santé		
	Paiements de transfert		
	Projets visant les grands hôpitaux	1 786 011 000	
	Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	220 000 000	
	Projets visant les petits hôpitaux	80 000 000	
	Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	49 800 000	
	Programmes de santé communautaire	82 000 000	
	Programmes des établissements de services de santé intégrés	20 000 000	2 237 811 000
	Autres opérations		
	Mise en œuvre des projets d'immobilisations	35 976 400	
	Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	1 000 000	
	Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	6 250 000	43 226 400
Total à voter - Charges d'immobilisations			2 281 037 400
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé			2 281 037 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	66 343 615 865	65 655 566 538
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(269 100)	(14 009 840)
Total - Charges de fonctionnement redressées	66 343 346 765	65 641 556 698

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Le mandat du ministre des Affaires autochtones consiste à diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les Autochtones, à orienter les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et à soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2001 Programme des affaires autochtones	130 029 700	126 131 600	3 898 100	6 378 785 195
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	130 029 700	126 131 600	3 898 100	6 378 785 195
Crédits législatifs	1 019 014	1 019 014	-	508 366
Total du ministre - Charges de fonctionnement	131 048 714	127 150 614	3 898 100	6 379 293 561
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(645 268)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	131 048 714	127 150 614	3 898 100	6 378 648 293
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2001 Programme des affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	-	5 724 442
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 001 000	6 001 000	-	5 724 442
Total du ministre - Charges d'immobilisations	6 001 000	6 001 000	-	5 724 442
Total du ministre - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	137 049 714	133 151 614	3 898 100	6 384 372 735

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Le mandat du ministre des Affaires autochtones (MAA) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Administration du ministre	14 927 700	12 321 500	2 606 200	11 824 221
1	Affaires autochtones	115 000 000	113 708 100	1 291 900	94 223 848
2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	102 000	102 000	-	6 272 737 126
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		130 029 700	126 131 600	3 898 100	6 378 785 195
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	-
L	Fonds d'aide en cas d'incapacité de la pollution au mercure à fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon</i>	954 000	954 000	-	508 366
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 019 014	1 019 014	-	508 366
Total - Charges de fonctionnement		131 048 714	127 150 614	3 898 100	6 379 293 561
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	-	5 724 442
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		6 001 000	6 001 000	-	5 724 442
Total - Charges d'immobilisations		6 001 000	6 001 000	-	5 724 442

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2001-4	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	6 140 200
	Avantages sociaux	477 400
	Transports et communications	300 000
	Services	7 910 100
	Fournitures et matériel	100 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	14 927 700
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
2001-1	Affaires autochtones	
	Traitements et salaires	14 600 000
	Avantages sociaux	1 600 000
	Transports et communications	700 000
	Services	7 300 000
	Fournitures et matériel	200 000
	Paielements de transfert	
	Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats autochtones	32 140 000
	Fonds pour le renforcement des capacités et la croissance	3 000 000
	Fonds de développement économique pour les Autochtones	9 000 000
	Fonds de participation	8 835 000
	Soutien au fonds de négociations communautaires	14 000 000
	Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	9 125 000
	Fonds pour les nouvelles relations	14 500 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	115 000 000
Crédits législatifs		
	Paielements de transfert	
L	Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure à fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon</i>	954 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2001-2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale		
	Services		100 000
	Paiements de transfert		
	Règlement des revendications territoriales	1 000	
	Règlements négociés	1 000	2 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		102 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones		131 048 714
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2001-3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	6 000 000	
	Règlements négociés	1 000	6 001 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		6 001 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires autochtones		6 001 000

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Le ministère de l'infrastructure (INF) b  tit l'Ontario en dirigeant l'élaboration générale des politiques et de la planification infrastructurelles afin de moderniser l'infrastructure de la province et de renforcer les collectivités et l'économie de l'Ontario.

Le ministère oriente le plan d'infrastructure de la province en recueillant, en normalisant et en analysant des données pour soutenir une planification et une prise de décision fondées sur des éléments probants en matière d'infrastructure. Dans le cadre de ses efforts pour orienter le plan d'infrastructure de l'Ontario et veiller à la réalisation du plan du gouvernement en vue de la prospérité long terme, INF est responsable de l'élaboration, de l'éxecution et de la négociation des programmes d'infrastructure, y compris les programmes fédéraux-provinciaux-municipaux, ainsi que de la mise en œuvre de politiques qui soutiennent l'infrastructure communautaire. Le ministère supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun (ATC) pour soutenir la construction de collectivités dynamiques à usages mixtes axées sur le transport en commun, et dirige le réaménagement de la Place de l'Ontario. INF dirige aussi les démarches visant à concrétiser l'engagement du gouvernement de donner aux collectivités l'ac  s à un réseau Internet haute vitesse. En outre, le ministère gère le cadre de propositions non sollicitées. De plus, il est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement par un travail lié aux politiques et l'éxecution des programmes.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le ministère a la responsabilité legislative à l'égard d'infrastructure Ontario, de Waterfront Toronto, de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario et du Centre des sciences de l'Ontario.

Le ministère apporte également son soutien au projet de restauration de Queen   Park pour s  assurer que cet édifice historique, où se déroulent des activités gouvernementales et parlementaires essentielles, est mis en conformité avec les normes du bâtiment actuelles. Le projet permettra de veiller à ce que ce lieu emblématique, qui symbolise et abrite le processus démocratique de la province, soit protégé et demeure sécuritaire à l'avenir.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4001 Programme d'administration du ministère	11 865 300	8 846 600	3 018 700	9 345 408
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	98 941 100	87 180 400	11 760 700	43 110 699
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	387 259 900	334 723 600	52 536 300	345 979 903
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	49 107 700	32 266 000	16 841 700	29 734 780
TOTAL �� VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	547 174 000	463 016 600	84 157 400	428 170 790
Crédits législatifs	225 187	225 187	-	78 561
Total du ministère - Charges de fonctionnement	547 399 187	463 241 787	84 157 400	428 249 351

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	741 034 900	532 611 200	208 423 700	578 570 926
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	248 957 700	153 410 500	95 547 200	125 920 968
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	517 400	1 270 200	(752 800)	28 723 873
Redressement de consolidation - Programme d'utilisation des couloirs de transport d'électricité	(39 669 600)	(22 371 200)	(17 298 400)	(25 553 048)
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	16 180 300	16 499 400	(319 100)	5 385 605
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	-	8 078 200	(8 078 200)	7 815 774
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 514 419 887	1 152 740 087	361 679 800	1 149 113 449
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	-	171 230 800	(171 230 800)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	171 230 800	(171 230 800)	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	-	171 230 800	(171 230 800)	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	2 442 213 300	1 650 275 100	791 938 200	962 809 188
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	268 305 600	125 916 100	142 389 500	173 987 070
4007 Projets de partenariats relatifs "" l'infrastructure et surveillance des organismes	484 401 800	373 535 300	110 866 500	20 227 200
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 194 920 700	2 149 726 500	1 045 194 200	1 157 023 458
Crédits législatifs	1 490 400	430 500	1 059 900	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	3 196 411 100	2 150 157 000	1 046 254 100	1 157 023 458
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(28 034 800)	198 507 600	(226 542 400)	129 524 466
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	5 926 000	4 000 000	1 926 000	(17 920 509)
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	3 000	19 300	(16 300)	46 090
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	-	339 000	(339 000)	248 359
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	1 812 400	2 743 200	(930 800)	(1 708 749)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 176 117 700	2 355 766 100	820 351 600	1 267 213 115
BIENS IMMOBILISÉS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	175 541 700	366 892 100	(191 350 400)	278 592 210
4007 Projets de partenariats relatifs "" l'infrastructure et surveillance des organismes	88 086 300	55 924 000	32 162 300	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	263 629 000	422 817 100	(159 188 100)	278 592 210
Total du ministère - Biens immobilisés	263 629 000	422 817 100	(159 188 100)	278 592 210
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	4 690 537 587	3 508 506 187	1 182 031 400	2 416 326 564

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001

Le Programme d'administration interne du ministère procure des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification, communications et autres) à l'appui des initiatives et des programmes de financement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme d'administration du ministère	11 865 300	8 846 600	3 018 700	9 345 408
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 865 300	8 846 600	3 018 700	9 345 408
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	29 260
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	11 929 314	8 910 614	3 018 700	9 423 969

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4001-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires	8 332 300	
	Avantages sociaux	760 700	
	Transports et communications	94 400	
	Services	2 604 900	
	Fournitures et matériel	73 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	11 865 300	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 122 600	
	Avantages sociaux	232 000	
	Transports et communications	34 400	
	Services	30 000	
	Fournitures et matériel	34 400	4 453 400
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	3 057 000	
	Avantages sociaux	380 000	
	Transports et communications	13 300	
	Services	559 800	
	Fournitures et matériel	13 300	4 023 400
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 009 900	
	Avantages sociaux	131 300	
	Transports et communications	19 600	
	Services	168 900	
	Fournitures et matériel	19 600	1 349 300
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	142 800	
	Avantages sociaux	17 400	
	Transports et communications	27 100	
	Services	1 846 200	
	Fournitures et matériel	5 700	2 039 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	11 865 300	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	11 929 314

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003

Le programme des politiques, de la planification et des projets infrastructurels dirige les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l'infrastructure de la province et d'exécuter ses projets d'investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le programme assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux et d'élaborer des outils et des soutiens pour suivre les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, le programme collecte des données et d'élaborer des outils et des analyses des besoins liés à l'état de l'infrastructure, aux capacités et aux innovations pour appuyer la prise de décision concernant les investissements dans l'infrastructure dans tous les secteurs. Le programme fait aussi la promotion des pratiques exemplaires en gestion des actifs provinciaux, fait avancer les discussions stratégiques liées à l'infrastructure avec d'autres ministères et assume le rôle ministériel de soutien à titre d'organisme central, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin d'appuyer la hiérarchisation des investissements dans l'infrastructure à l'échelle du gouvernement.

De plus, le programme gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, surveille l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure générales à l'échelle de la province et d'élaborer des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leurs priorités en infrastructure et de fournir des éléments probants à l'appui des décisions provinciales en matière de financement. Ainsi, le programme dirige notamment l'engagement du gouvernement de fournir aux collectivités de tout l'Ontario l'accès à un réseau Internet haute vitesse d'ici la fin de 2025.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, planification et projets infrastructurels	98 941 100	87 180 400	11 760 700	43 110 699
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	98 941 100	87 180 400	11 760 700	43 110 699
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	98 942 100	87 181 400	11 760 700	43 110 699

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Politiques, planification et projets infrastructurels	2 442 213 300	1 650 275 100	791 938 200	962 809 188
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 442 213 300	1 650 275 100	791 938 200	962 809 188
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		2 442 214 300	1 650 276 100	791 938 200	962 809 188
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4003-1	Politiques, planification et projets infrastructurels		
	Traitements et salaires		15 584 600
	Avantages sociaux		1 960 000
	Transports et communications		175 300
	Services		31 193 200
	Fournitures et matériel		177 300
	Paiements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande - fonctionnement	48 650 000	
	Gestion des biens	1 199 700	49 850 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			98 941 100
Sous-postes :			
Programmes et projets infrastructurels			
	Traitements et salaires	13 642 800	
	Avantages sociaux	1 706 800	
	Transports et communications	100 500	
	Services	18 598 400	
	Fournitures et matériel	102 500	
	Paiements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Gestion des biens	1 198 700	35 350 700
Stratégies, politiques et recherche pour l'infrastructure			
	Traitements et salaires	1 941 800	
	Avantages sociaux	253 200	
	Transports et communications	74 800	
	Services	5 794 800	
	Fournitures et matériel	74 800	
	Paiements de transfert		
	Gestion des biens	1 000	8 140 400

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Stratégies pour l'accès à large bande</i>		
	Services	6 800 000	
	Paiements de transfert		
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande - fonctionnement	48 650 000	55 450 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		98 941 100
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, planification et projets infrastructurels		98 942 100

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4003-2	Politiques, planification et projets infrastructurels	
	Paiements de transfert	
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	31 336 900
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	70 817 600
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	135 823 900
	Infrastructure verte (contributions provinciales)	52 357 100
	Infrastructure verte (contributions fédérales)	69 114 100
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	13 288 800
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	1 298 014 400
	Fonds pour les priorités stratégiques et l'infrastructure	47 060 000
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution provinciale)	8 925 700
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution fédérale)	35 080 800
	Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements	150 000 000
	Programme pour l'infrastructure municipale et le logement	125 000 000
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions fédérales	950 800
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	473 600
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions provinciales	3 334 300
	Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	3 552 000
	Infrastructure municipale	397 082 300
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 442 213 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, planification et projets infrastructurels	2 442 214 300

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
4003-8	Politiques, planification et projets infrastructurels	
	Machines et @quipement - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	1 000
	Total " voter - Biens immobilis@s	1 000
	Total (Biens immobilis@s) - Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Le programme de gestion du portefeuille immobilier du gouvernement est chargé de gérer le portefeuille immobilier général du gouvernement par des activités liées aux politiques et par l'exécution de programmes.

Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour ce qui a trait à la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation pluriannuelles des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme.

Le programme est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et d'assurer l'optimisation de la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement et organismes). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en réduisant les espaces de bureau aux loyers élevés loués des tiers et en modernisant les espaces de bureau utilisés par la fonction publique de l'Ontario afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald.

Le programme englobe également la surveillance du projet de restauration de Queen's Park.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	380 168 800	333 765 900	46 402 900	345 282 588
5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	7 091 100	957 700	6 133 400	697 315
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		387 259 900	334 723 600	52 536 300	345 979 903
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	144 000	144 000	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	-
Total - Crédits législatifs		160 173	160 173	-	-
Total - Charges de fonctionnement		387 420 073	334 883 773	52 536 300	345 979 903

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	268 304 600	125 723 600	142 581 000	173 987 070
3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	192 500	(191 500)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		268 305 600	125 916 100	142 389 500	173 987 070
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 289 400	429 500	859 900	-
Total - Crédits législatifs		1 289 400	429 500	859 900	-
Total - Charges d'immobilisations		269 595 000	126 345 600	143 249 400	173 987 070
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	175 541 700	366 892 100	(191 350 400)	278 592 210
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		175 541 700	366 892 100	(191 350 400)	278 592 210
Total - Biens immobilisés		175 541 700	366 892 100	(191 350 400)	278 592 210

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4006-1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement		
	Traitements et salaires		12 204 700
	Avantages sociaux		1 418 300
	Transports et communications		130 800
	Services		383 373 600
	Fournitures et matériel		147 600
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières - charges de fonctionnement		1 000
	Autres opérations		12 269 700
Total partiel			409 545 700
Moins : Recouvrements			29 376 900
Total " voter - Charges de fonctionnement			380 168 800
Sous-postes :			
Biens immobiliers			
	Traitements et salaires	5 554 500	
	Avantages sociaux	610 900	
	Transports et communications	83 300	
	Services	283 384 600	
	Fournitures et matériel	89 300	
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières - charges de fonctionnement	1 000	
	Autres opérations	12 269 700	301 993 300
Optimisation des bureaux			
	Traitements et salaires	6 650 200	
	Avantages sociaux	807 400	
	Transports et communications	47 500	
	Services	99 989 000	
	Fournitures et matériel	58 300	
	Total partiel	107 552 400	
	Moins : Recouvrements	29 376 900	78 175 500
Total " voter - Charges de fonctionnement			380 168 800

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4006-5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	
	Traitements et salaires	867 300
	Avantages sociaux	128 000
	Services	6 095 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 091 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	144 000
Crédits législatifs		
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	387 420 073
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4006-2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Services	252 502 800
	Paievements de transfert	
	Transactions immobilières - immobilisations	1 000
	Autres opérations	15 800 800
	Total " voter - Charges d'immobilisations	268 304 600
4006-3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 289 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	269 595 000

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
4006-4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Terrains	11 230 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	9 277 600
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	133 667 800
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	21 366 300
	Total " voter - Biens immobilisés	175 541 700
	Total (Biens immobilisés) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	175 541 700

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007

Le programme de gestion des projets d'infrastructure du gouvernement et de surveillance des organismes supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun (ATC), en partenariat avec Infrastructure Ontario et Metrolinx. Le Programme ATC est un élément du plan gouvernemental visant à bâtir des collectivités dynamiques, durables et à usages mixtes axés sur le transport en commun, tout en réduisant pour les contribuables le fardeau de la construction de l'infrastructure des stations de transport en commun. L'ATC devrait augmenter le nombre d'usagers, réduire les embouteillages et procurer une diversité de logements, y compris des options de logements abordables, tout en créant des emplois.

Le programme collabore également avec Infrastructure Ontario au réaménagement de la Place de l'Ontario en une destination de stature mondiale fréquentée toute l'année qui proposera des divertissements pour les familles, des espaces pour le public et les événements, un parc et un accès au littoral.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le programme collabore étroitement avec Infrastructure Ontario et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités de la province. Le programme collabore avec les partenaires et les ministères de tutelle afin d'élaborer et de transmettre des directives à Infrastructure Ontario de manière opportune, claire et efficace. Il surveille également le programme de projets et le cadre stratégique d'infrastructure Ontario et collabore avec cet organisme pour élaborer des politiques et des initiatives visant à améliorer la mise en œuvre des infrastructures.

Le ministère travaille également au réaménagement du Centre des sciences de l'Ontario à la Place de l'Ontario, créant ainsi une nouvelle installation à la pointe de la technologie.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	49 107 700	32 266 000	16 841 700
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	49 107 700	32 266 000	16 841 700
	Total - Charges de fonctionnement	49 107 700	32 266 000	16 841 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
-	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	-	171 230 800	(171 230 800)
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	171 230 800	(171 230 800)
	Total - Actifs de fonctionnement	-	171 230 800	(171 230 800)

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	484 401 800	373 535 300	110 866 500	20 227 200
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	484 401 800	373 535 300	110 866 500	20 227 200
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	200 000	-	200 000	-
	Total - Crédits législatifs	200 000	-	200 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	484 601 800	373 535 300	111 066 500	20 227 200
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	88 086 300	55 924 000	32 162 300	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	88 086 300	55 924 000	32 162 300	-
	Total - Biens immobilisés	88 086 300	55 924 000	32 162 300	-

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4007-1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes			
	Traitements et salaires			10 244 400
	Avantages sociaux			1 165 600
	Transports et communications			289 000
	Services			17 549 100
	Fournitures et matériel			188 100
	Paiements de transfert			
	Centre des sciences de l'Ontario	19 271 500		
	Raménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	400 000	19 671 500	
Total à voter - Charges de fonctionnement				49 107 700
Sous-postes :				
Aménagement axé sur les transports en commun et surveillance des organismes				
	Traitements et salaires	4 374 500		
	Avantages sociaux	448 800		
	Transports et communications	154 500		
	Services	12 099 300		
	Fournitures et matériel	37 400	17 114 500	
Secrétariat du Raménagement de la Place de l'Ontario				
	Traitements et salaires	5 869 900		
	Avantages sociaux	716 800		
	Transports et communications	134 500		
	Services	5 449 800		
	Fournitures et matériel	150 700		
	Paiements de transfert			
	Centre des sciences de l'Ontario	19 271 500		
	Raménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	400 000	19 671 500	31 993 200
Total à voter - Charges de fonctionnement				49 107 700
Total (Charges de fonctionnement) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes				49 107 700

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4007-2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure		
	Services		120 951 800
	Paiements de transfert		
	Aménagement axé sur les transports en commun - East Harbour	333 250 000	
	Revitalisation du secteur riverain de Toronto	30 200 000	363 450 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		484 401 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		200 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes		484 601 800
BIENS IMMOBILISÉS			
4007-3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure		
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés		88 086 300
	Total à voter - Biens immobilisés		88 086 300
	Total (Biens immobilisés) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes		88 086 300

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	443 822 987	51 745 568
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	19 418 800	376 503 783
Total - Charges de fonctionnement redressées	463 241 787	428 249 351

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	2 150 157 000	962 809 188
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	194 214 270
Total - Charges d'immobilisations redressées	2 150 157 000	1 157 023 458

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	422 817 100	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	278 592 210
Total - Biens immobilisés redressés	422 817 100	278 592 210

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences a pour vision d'avoir des milieux de travail sécuritaires, concurrentiels, équitables et harmonieux soutenant une économie florissante.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1601 Programme d'administration du ministère	28 953 000	22 741 400	6 211 600	27 967 694
1602 Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 462 300	3 462 300	-	2 999 446
1603 Programme des relations de travail	24 996 400	24 539 200	457 200	24 804 154
1604 Programme de santé et sécurité au travail	239 908 800	256 613 800	(16 705 000)	229 431 425
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	41 076 200	41 524 200	(448 000)	132 799 864
1607 Emploi Ontario	1 439 168 600	1 485 519 300	(46 350 700)	1 676 810 647
1608 Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	109 927 900	114 259 800	(4 331 900)	93 746 239
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 887 493 200	1 948 660 000	(61 166 800)	2 188 559 469
Crédits législatifs	6 581 187	6 565 014	16 173	391 642
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 894 074 387	1 955 225 014	(61 150 627)	2 188 951 111
Redressement de consolidation - collèges	(224 479 400)	(242 351 700)	17 872 300	(241 737 823)
Redressement de consolidation - écoles	(95 215 200)	(97 326 600)	2 111 400	(112 043 688)
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	-	-	-	3 003
Redressement de consolidation - hôpitaux	(306 700)	(655 100)	348 400	(646 006)
Redressement de consolidation - Membres spécialisés Ontario	23 207 300	18 023 600	5 183 700	13 753 456
Redressement de consolidation - Science Nord	-	-	-	(881 600)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(1 206 300)	(1 206 300)	-	(1 206 290)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(14 088 300)	(13 955 600)	(132 700)	(14 376 013)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 581 985 787	1 617 753 314	(35 767 527)	1 831 816 150

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	491 000	696 000	(205 000)	3 524 988
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 000	1 000	-	-
1607 Emploi Ontario	69 001 000	248 001 000	(179 000 000)	53 686 927
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	69 494 000	248 699 000	(179 205 000)	57 211 915
Crédits législatifs	5 885 400	3 245 400	2 640 000	1 244 323
Total du ministère - Charges démmobilisations	75 379 400	251 944 400	(176 565 000)	58 456 238
Redressement de consolidation - collèges	(19 691 000)	(20 864 100)	1 173 100	(21 445 287)
Redressement de consolidation - Métiers spéciaux Ontario	764 400	98 200	666 200	181 291
Redressement de consolidation - écoles	(105 800)	(116 200)	10 400	(117 106)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(2 598 158)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	56 347 000	231 062 300	(174 715 300)	34 476 978
BIENS IMMOBILISÉS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	12 647 200	10 614 200	2 033 000	6 402 256
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	-	3 569 400	(3 569 400)	701 800
1607 Emploi Ontario	7 199 500	8 278 500	(1 079 000)	7 342 055
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	19 847 700	22 463 100	(2 615 400)	14 446 111
Total du ministère - Biens immobilisés	19 847 700	22 463 100	(2 615 400)	14 446 111
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 638 332 787	1 848 815 614	(210 482 827)	1 866 293 128

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministre et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministre. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	28 953 000	22 741 400	6 211 600	27 967 694
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 953 000	22 741 400	6 211 600	27 967 694
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	29 260
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	987
	Total - Crédits législatifs	81 187	65 014	16 173	79 548
	Total - Charges de fonctionnement	29 034 187	22 806 414	6 227 773	28 047 242
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		15 846 400
	Avantages sociaux		1 088 800
	Transports et communications		789 400
	Services		10 910 100
	Fournitures et matériel		318 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 953 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 544 900	
	Avantages sociaux	179 800	
	Transports et communications	75 300	
	Services	64 800	
	Fournitures et matériel	51 400	1 916 200
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	8 759 700	
	Avantages sociaux	246 300	
	Transports et communications	46 700	
	Services	280 200	
	Fournitures et matériel	33 300	9 366 200
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	1 182 200	
	Avantages sociaux	147 900	
	Transports et communications	16 900	
	Services	202 900	
	Fournitures et matériel	11 800	1 561 700
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 531 000	
	Avantages sociaux	173 100	
	Transports et communications	34 800	
	Services	223 900	
	Fournitures et matériel	26 800	1 989 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 766 100	
	Avantages sociaux	331 900	
	Transports et communications	119 500	
	Services	157 800	
	Fournitures et matériel	25 000	3 400 300
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 500	
	Avantages sociaux	9 800	
	Transports et communications	496 200	
	Services	9 577 900	
	Fournitures et matériel	170 000	10 316 400
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	402 600	402 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 953 000
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		29 034 187

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1601-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1601-2	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail historiquement stéréotypé comme du travail de femmes. Cet objectif est mis en exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario. Afin de mener bien son mandat, le Bureau fournit de l'éducation publique et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'équité salariale	2 996 000	2 996 000	-	2 759 474
2	Tribunal de l'équité salariale	466 300	466 300	-	239 972
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 462 300	3 462 300	-	2 999 446
Total - Charges de fonctionnement		3 462 300	3 462 300	-	2 999 446

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1602-1	Bureau de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	2 346 000
	Avantages sociaux	266 100
	Transports et communications	20 000
	Services	358 900
	Fournitures et matériel	5 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 996 000
1602-2	Tribunal de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	275 800
	Avantages sociaux	39 700
	Transports et communications	14 900
	Services	134 900
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	466 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 462 300

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province. Cela passe par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres et par des services modernisés d'information sur les négociations collectives.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, y compris les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les services de règlement des différends sont fournis par la Division des solutions en matière de relations de travail du ministère. Ces services incluent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres ainsi que la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des relations de travail de l'Ontario	13 164 800	12 707 600	457 200	12 474 470
2	Commission de règlement des griefs	2 670 900	2 670 900	-	2 150 530
3	Solutions en matière de relations de travail	9 160 700	9 160 700	-	10 179 154
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		24 996 400	24 539 200	457 200	24 804 154
Total - Charges de fonctionnement		24 996 400	24 539 200	457 200	24 804 154

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1603-1	Commission des relations de travail de l'Ontario	
	Traitements et salaires	9 127 800
	Avantages sociaux	1 112 100
	Transports et communications	419 500
	Services	2 423 200
	Fournitures et matériel	82 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	13 164 800
1603-2	Commission de règlement des griefs	
	Traitements et salaires	466 800
	Avantages sociaux	73 500
	Transports et communications	127 400
	Services	4 086 100
	Fournitures et matériel	23 200
	Total partiel	4 777 000
	Moins : Recouvrements	2 106 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 670 900
1603-3	Solutions en matière de relations de travail	
	Traitements et salaires	6 847 000
	Avantages sociaux	746 200
	Transports et communications	514 900
	Services	978 700
	Fournitures et matériel	73 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	9 160 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des relations de travail	24 996 400

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle de développer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la LSST) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la LSST et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, le programme d'excellence en santé et sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également la recherche sur la prévention et des subventions qui financent dans le domaine de la recherche des bénéficiaires et des partenaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Santé et sécurité au travail	100 386 700	101 902 000	(1 515 300)	91 870 973
2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	606 300	606 300	-	605 300
3	Bureau des conseillers des travailleurs	12 324 500	12 324 500	-	11 841 803
4	Bureau des conseillers des employeurs	4 019 200	4 019 200	-	3 165 898
7	Bureau de la prévention	122 572 100	137 761 800	(15 189 700)	121 947 451
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		239 908 800	256 613 800	(16 705 000)	229 431 425
Total - Charges de fonctionnement		239 908 800	256 613 800	(16 705 000)	229 431 425

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Santé et sécurité au travail	1 000	1 000	-	2 598 158
8	Bureau de la prévention à Immobilisations	490 000	695 000	(205 000)	926 830
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		491 000	696 000	(205 000)	3 524 988
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 619 400	1 463 600	1 155 800	62 571
Total - Crédits législatifs		2 619 400	1 463 600	1 155 800	62 571
Total - Charges d'immobilisations		3 110 400	2 159 600	950 800	3 587 559
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Santé et sécurité au travail	3 769 000	4 402 600	(633 600)	3 884 768
9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail à biens immobilisés	8 878 200	6 211 600	2 666 600	2 517 488
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		12 647 200	10 614 200	2 033 000	6 402 256
Total - Biens immobilisés		12 647 200	10 614 200	2 033 000	6 402 256

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-1	Santé et sécurité au travail		
	Traitements et salaires		72 711 400
	Avantages sociaux		10 801 200
	Transports et communications		4 654 900
	Services		10 454 100
	Fournitures et matériel		1 724 100
	Paievements de transfert		
	Subventions " Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	1 000	41 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		100 386 700
1604-2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		
	Traitements et salaires		506 200
	Avantages sociaux		75 900
	Transports et communications		8 200
	Services		5 600
	Fournitures et matériel		10 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		606 300
1604-3	Bureau des conseillers des travailleurs		
	Traitements et salaires		8 370 600
	Avantages sociaux		1 883 700
	Transports et communications		296 000
	Services		1 674 200
	Fournitures et matériel		100 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 324 500
1604-4	Bureau des conseillers des employeurs		
	Traitements et salaires		2 753 600
	Avantages sociaux		734 200
	Transports et communications		148 700
	Services		292 900
	Fournitures et matériel		89 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		4 019 200

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-7	Bureau de la prévention		
	Traitements et salaires		10 350 200
	Avantages sociaux		1 384 500
	Transports et communications		311 900
	Services		3 582 600
	Fournitures et matériel		147 600
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité	95 045 300	
	Recherche en matière de prévention	8 612 200	
	Subventions aux programmes de prévention	3 137 800	106 795 300
Total " voter - Charges de fonctionnement			122 572 100
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de santé et sécurité au travail			239 908 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1604-6	Santé et sécurité au travail		
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		2 619 400
1604-8	Bureau de la prévention - Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité - Immobilisations		490 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			490 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme de santé et sécurité au travail			3 110 400

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1604-5	Santé et sécurité au travail	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 768 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 769 000
1604-9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 878 200
	Total " voter - Biens immobilisés	8 878 200
	Total (Biens immobilisés) - Programme de santé et sécurité au travail	12 647 200

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage la conformité et l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes d'emploi	41 076 200	41 524 200	(448 000)	132 799 864
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	41 076 200	41 524 200	(448 000)	132 799 864
	Total - Charges de fonctionnement	41 076 200	41 524 200	(448 000)	132 799 864
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Normes d'emploi	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 414 800	1 120 300	294 500	960 286
	Total - Crédits législatifs	1 414 800	1 120 300	294 500	960 286
	Total - Charges d'immobilisations	1 415 800	1 121 300	294 500	960 286
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Normes d'emploi	-	3 569 400	(3 569 400)	701 800
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	3 569 400	(3 569 400)	701 800
	Total - Biens immobilisés	-	3 569 400	(3 569 400)	701 800

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1605-1	Normes d'emploi	
	Traitements et salaires	29 664 900
	Avantages sociaux	4 419 400
	Transports et communications	1 962 100
	Services	4 384 200
	Fournitures et matériel	643 600
	Paievements de transfert	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	2 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	41 076 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	41 076 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1605-2	Normes d'emploi	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 414 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 415 800

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de six catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, alphabétisation, projets locaux en matière d'emploi et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le système d'apprentissage et des métiers spécialisés offre relativement à ces métiers des formations et des agréments modernisés fondés sur l'information fournie par l'industrie qui sont conformes à la Loi de 2021 ouvrant des perspectives dans les métiers spécialisés.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Système Emploi Ontario	1 437 313 900	1 483 664 600	(46 350 700)	1 675 332 875
2	Commissaire à l'équité	1 854 700	1 854 700	-	1 477 772
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 439 168 600	1 485 519 300	(46 350 700)	1 676 810 647
L	Crédances irrécouvrables - autres, Loi sur l'administration financière	6 500 000	6 500 000	-	312 094
	Total - Crédits législatifs	6 500 000	6 500 000	-	312 094
	Total - Charges de fonctionnement	1 445 668 600	1 492 019 300	(46 350 700)	1 677 122 741

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Système Emploi Ontario	69 001 000	248 001 000	(179 000 000)	53 686 927
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	69 001 000	248 001 000	(179 000 000)	53 686 927
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 850 200	660 500	1 189 700	221 466
	Total - Crédits législatifs	1 850 200	660 500	1 189 700	221 466
	Total - Charges d'immobilisations	70 851 200	248 661 500	(177 810 300)	53 908 393
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	7 199 500	8 278 500	(1 079 000)	7 342 055
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	7 199 500	8 278 500	(1 079 000)	7 342 055
	Total - Biens immobilisés	7 199 500	8 278 500	(1 079 000)	7 342 055

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1607-1	Système Emploi Ontario		
	Traitements et salaires		82 622 700
	Avantages sociaux		12 624 300
	Transports et communications		1 757 000
	Services		11 556 700
	Fournitures et matériel		338 000
	Paie		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	113 944 400	
	Emploi et formation	1 214 470 800	1 328 415 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 437 313 900
1607-2	Commissaire à l'équité		
	Traitements et salaires		800 300
	Avantages sociaux		119 500
	Services		934 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 854 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables - autres, Loi sur l'administration financière		6 500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Emploi Ontario		1 445 668 600

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1607-4	Système Emploi Ontario		
	Paiements de transfert		
	Fonds pour le développement des compétences - immobilisations	45 000 000	
	Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	24 000 000	69 000 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		69 001 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 850 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Emploi Ontario		70 851 200
BIENS IMMOBILISÉS			
1607-6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		7 199 500
	Total " voter - Biens immobilisés		7 199 500
	Total (Biens immobilisés) - Emploi Ontario		7 199 500

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608

Le programme relatif aux talents étrangers et aux services d'aide à l'établissement aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre des services d'aide à l'établissement et de la formation en anglais et en français langue seconde afin d'aider les nouveaux arrivants à s'établir et s'intégrer avec succès en Ontario et à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour participer efficacement à la vie communautaire et au marché du travail. Le programme dirige également l'élaboration des politiques sur l'immigration ainsi que des initiatives visant à éliminer les obstacles à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger pour aider les immigrants qualifiés à intégrer rapidement le marché du travail.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	26 568 300	30 884 600	(4 316 300)	14 502 640
2	Programme de formation linguistique pour adultes	83 359 600	83 375 200	(15 600)	79 243 599
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		109 927 900	114 259 800	(4 331 900)	93 746 239
Total - Charges de fonctionnement		109 927 900	114 259 800	(4 331 900)	93 746 239

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1608-1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	
	Traitements et salaires	15 712 500
	Avantages sociaux	2 461 800
	Transports et communications	342 100
	Services	7 857 200
	Fournitures et matériel	194 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	26 568 300
1608-2	Programme de formation linguistique pour adultes	
	Traitements et salaires	4 771 800
	Avantages sociaux	624 000
	Transports et communications	53 600
	Services	401 000
	Fournitures et matériel	45 000
	Paielements de transfert	
	Paielement de transfert concernant l'établissement et l'intégration	77 464 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	83 359 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	109 927 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 890 499 314	2 089 324 131
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	64 725 700	100 657 360
Transfert de fonctions "" d'autres ministères	-	(1 030 380)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 955 225 014	2 188 951 111

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total "" voter - charges de fonctionnement.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Le Roi du Canada, Sa Majesté le roi Charles III, représenté en Ontario par le lieutenant-gouverneur, est le chef d'État du Canada. Le lieutenant-gouverneur est investi des responsabilités que lui confère la constitution et son rôle de représentant officiel du Souverain dans la province.

Le Bureau du lieutenant-gouverneur fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, communautaires et de représentation. Le Bureau apporte un soutien (administration, planification stratégique, communications, gestion des événements, etc.) permettant au lieutenant-gouverneur d'exercer les pouvoirs de la Couronne pour l'Assemblée législative et le gouvernement de l'Ontario, de représenter toute la population ontarienne dans les interactions avec des visiteurs importants de l'extérieur de la province et de l'étranger, et de souligner l'excellence et les réalisations dans le cadre d'un régime de distinctions honorifiques de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1701	Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	2 831 400	(179 000)	1 928 121
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 652 400	2 831 400	(179 000)	1 928 121
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 652 400	2 831 400	(179 000)	1 928 121
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 652 400	2 831 400	(179 000)	1 928 121

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, communautaires et de représentation.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre
				2024-2025
				et
				2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	2 831 400	(179 000)
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 652 400	2 831 400	(179 000)
	Total - Charges de fonctionnement	2 652 400	2 831 400	(179 000)
				Chiffres réels
				2022-2023
				1 928 121
				1 928 121

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1701-1	Bureau du lieutenant-gouverneur	
	Traitements et salaires	1 866 200
	Avantages sociaux	198 300
	Transports et communications	52 100
	Services	792 500
	Fournitures et matériel	87 500
	Autres opérations	
	Allocation discrétionnaire	155 800
	Total partiel	3 152 400
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 652 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

L'Ontario poursuit la mise en œuvre de ses priorités stratégiques visant à réformer le système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : la dotation en personnel et les soins; la qualité et l'application des lois; la construction de foyers modernes, sûrs et confortables; le soutien à une plus vaste gamme de services pour les aînés.

Le ministère des Soins de longue durée collabore également avec le ministère de la Santé, Santé Ontario et les Services de soutien à domicile et en milieu communautaire pour mettre les gens au centre des soins en veillant à ce que les patients bénéficient de soins, de soutien et d'un traitement digne et respectueux pendant leur transition entre l'hôpital et le foyer de soins de longue durée de leur choix.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4501 Programme d'administration du ministère	11 218 100	7 401 200	3 816 900	8 402 341
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	9 328 257 200	8 292 225 400	1 036 031 800	7 141 977 741
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9 339 475 300	8 299 626 600	1 039 848 700	7 150 380 082
Crédits législatifs	314 014	314 014	-	16 667
Total du ministère - Charges de fonctionnement	9 339 789 314	8 299 940 614	1 039 848 700	7 150 396 749
Redressement de consolidation à coller	(12 220 300)	-	(12 220 300)	(15 732 916)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(5 013 477 600)	(4 988 085 000)	(25 392 600)	(4 523 069 323)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(188 017 300)	(161 969 700)	(26 047 600)	(159 619 166)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(3 000 000)	-	(3 000 000)	(4 709 029)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(123 395)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 123 074 114	3 149 885 914	973 188 200	2 447 142 920
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DÉMUNICIPALISATIONS					
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839
TOTAL À VOTER - CHARGES DÉMUNICIPALISATIONS		1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839
Redressement de consolidation - h¹ pitaux		-	(83 730 800)	83 730 800	(51 556 839)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		4 123 075 114	3 149 886 914	973 188 200	2 447 142 920

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre, du sous-ministre et de l'adjoint parlementaire, les Services ministériels et la Direction des communications, exécute les activités de planification, de conseil et de contrôle financier, en établissant l'orientation générale du ministre.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	11 218 100	7 401 200	3 816 900	8 402 341
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 218 100	7 401 200	3 816 900	8 402 341
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	16 667
	Total - Charges de fonctionnement	11 282 114	7 465 214	3 816 900	8 419 008

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4501-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		9 414 500
	Avantages sociaux		664 800
	Transports et communications		134 200
	Services		990 600
	Fournitures et matériel		14 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		11 218 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	7 203 800	
	Avantages sociaux	346 200	
	Transports et communications	97 900	
	Services	170 200	
	Fournitures et matériel	7 100	7 825 200
<i>Communications</i>			
	Traitements et salaires	2 210 700	
	Avantages sociaux	318 600	
	Transports et communications	36 300	
	Services	820 400	
	Fournitures et matériel	6 900	3 392 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		11 218 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		11 282 114

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

L'Ontario poursuit la mise en œuvre de ses priorités stratégiques visant à réformer le système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : la dotation en personnel et les soins; la qualité et l'application des lois; la construction de foyers modernes, sûrs et confortables; le soutien à une plus vaste gamme de service pour les aînés. De plus, le gouvernement travaille à l'échelle des systèmes de santé et de soins de longue durée pour garantir que la population ontarienne puisse recevoir des soins de qualité au bon endroit.

En appui de ces priorités, le ministre des Soins de longue durée continuera d'avancer dans le renforcement de la main-d'œuvre en soins de longue durée et l'atteinte des cibles liées concernant le nombre d'heures de soins directs, de progresser dans l'aménagement de plus de 30 000 nouveaux lits de soins de longue durée d'ici 2028 et la mise aux normes de plus de 28 000 lits existants, d'élargir la capacité et les outils d'inspection et d'encourager une culture d'amélioration continue de la qualité, tout en améliorant l'accès aux soutiens nécessaires, par exemple les services de diagnostic et les services paramédicaux dans les collectivités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des foyers de soins de longue durée	9 328 257 200	8 292 225 400	1 036 031 800	7 141 977 741
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9 328 257 200	8 292 225 400	1 036 031 800	7 141 977 741
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	250 000	250 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	250 000	250 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	9 328 507 200	8 292 475 400	1 036 031 800	7 141 977 741
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Programme des soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	Total - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des soins de longue durée	1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	83 731 800	(83 730 800)	51 556 839

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4502-1	Programme des foyers de soins de longue durée		
	Traitements et salaires		63 666 900
	Avantages sociaux		8 830 300
	Transports et communications		3 107 600
	Services		21 605 500
	Fournitures et matériel		222 100
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - aménagement	1 067 463 300	
	Foyers de soins de longue durée - renforcement de la capacité du système et modernisation	2 613 968 500	
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	5 549 393 000	9 230 824 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		9 328 257 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		250 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		9 328 507 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4502-10	Programme des soins de longue durée		
	Avances et montants récupérables		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement		20 430 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		20 430 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		20 430 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4502-2	Programme des soins de longue durée		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de foyers de soins de longue durée		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	8 299 671 514	7 149 041 209
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	269 100	1 355 540
Total - Charges de fonctionnement redressées	8 299 940 614	7 150 396 749

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES MINES

Responsable du secteur des minéraux de la province, le ministre des Mines s'attache à soutenir la prospérité économique de l'Ontario, la viabilité environnementale et la qualité de vie pour la population ontarienne. Le ministre promeut la croissance économique et la création d'emplois en soutenant le secteur des mines et des minéraux; il mène des activités de surveillance, de recherche et de planification de la gestion et de l'utilisation des ressources minérales de l'Ontario; il élabore des lois et des politiques et exécute des programmes pour réglementer l'utilisation et la gestion durables et responsables des ressources minérales de la province, d'une façon compatible avec la reconnaissance et la confirmation des droits existants d'autochtones ou issus de traités, y compris l'obligation de mener des consultations. La Commission géologique de l'Ontario, qui relève du ministre, encourage l'investissement et l'exploration en procurant à la clientèle des données géoscientifiques sur les ressources minérales de l'Ontario. Ces données soutiennent un éventail de priorités stratégiques provinciales en matière de développement, de planification, de protection de l'environnement, d'énergie et de changement climatique. Le ministre assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux et de réhabilitation des terrains miniers, y compris la gestion des terres de la Couronne de l'Ontario et des tenures connexes à des fins d'exploitation minière. La Stratégie ontarienne relative aux minéraux critiques est un plan directeur quinquennal complet visant à raffermir la position de l'Ontario comme fournisseur de minéraux critiques tout en soutenant la transition à une économie mondiale durable et plus verte. Des initiatives telles que le Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière et le Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques favorisent l'exploration et l'innovation, la croissance de l'industrie et la création de nouveaux emplois.

Le ministre soutient l'élaboration de politiques et de programmes pour la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Il travaille avec les collectivités autochtones, les sociétés minières et d'autres partenaires pour encourager un développement responsable et durable. Le ministre dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, pour alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives liés au secteur minier et pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans le secteur minier. Le ministre s'assure que les collectivités autochtones reçoivent une part des bénéfices découlant de l'exploitation des ressources minières par l'entremise du programme de partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4901 Programme d'administration du ministre	7 302 700	6 009 200	1 293 500	6 358 060
4902 Programme des mines et des minéraux	190 923 400	155 410 300	35 513 100	138 195 229
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	198 226 100	161 419 500	36 806 600	144 553 289
Crédits législatifs	466 014	466 014	-	79 398
Total du ministre - Charges de fonctionnement	198 692 114	161 885 514	36 806 600	144 632 687
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	-	-	-	(2 145 119)
Redressement de consolidation à portefeuille immobilier général	(3 077 900)	(3 287 000)	209 100	(3 331 177)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	195 614 214	158 598 514	37 015 700	139 156 391
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4901 Programme d'administration du ministre	1 000	1 000	-	-
4902 Programme des mines et des minéraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
4902 Programme des mines et des métaux	12 802 000	14 014 500	(1 212 500)	94 606 291
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	12 803 000	14 015 500	(1 212 500)	94 606 291
Crédits législatifs	709 500	639 500	70 000	530 108
Total du ministère - Charges d'immobilisations	13 512 500	14 655 000	(1 142 500)	95 136 399
Redressement de consolidation à portefeuille immobilier général	-	(993 600)	993 600	(1 441 688)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	13 512 500	13 661 400	(148 900)	93 694 711
BIENS IMMOBILISÉS				
4901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
4902 Programme des mines et des métaux	601 000	601 000	-	800 000
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	602 000	602 000	-	800 000
Total du ministère - Biens immobilisés	602 000	602 000	-	800 000
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	209 126 714	172 259 914	36 866 800	232 851 102

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et de services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Le programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère à charges de fonctionnement	7 302 700	6 009 200	1 293 500	6 358 060
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 302 700	6 009 200	1 293 500	6 358 060
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	35 093
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	11 574
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	46 667
	Total - Charges de fonctionnement	7 367 714	6 074 214	1 293 500	6 404 727
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Administration du ministère à actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère à biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4901-1	Administration du ministère - charges de fonctionnement		
	Traitements et salaires		4 697 200
	Avantages sociaux		540 700
	Transports et communications		267 200
	Services		7 545 000
	Fournitures et matériel		120 200
	Total partiel		13 170 300
	Moins : Recouvrements		5 867 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 302 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 101 900	
	Avantages sociaux	144 800	
	Transports et communications	92 000	
	Services	356 000	
	Fournitures et matériel	34 400	1 729 100
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	1 308 800	
	Avantages sociaux	114 600	
	Transports et communications	68 000	
	Services	5 251 000	
	Fournitures et matériel	39 800	
	Total partiel	6 782 200	
	Moins : Recouvrements	5 000 000	1 782 200
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	487 400	
	Avantages sociaux	116 800	
	Transports et communications	25 200	
	Services	49 600	
	Fournitures et matériel	13 100	692 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	715 400	
	Avantages sociaux	70 500	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	969 500
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 083 700	
	Avantages sociaux	94 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	44 700	
	Fournitures et matériel	14 400	
	Total partiel	1 285 000	
	Moins : Recouvrements	631 700	653 300
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 260 300	
	Fournitures et matériel	7 500	1 282 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 302 700
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		7 367 714

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
4901-2	Administration du ministère - actifs de fonctionnement	
	Prêts et investissements	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4901-3	Administration du ministère - charges d'immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
4901-4	Administration du ministère - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minérales de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minières de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minérales. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement. Le programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Le programme gère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'élargir un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme permet de s'acquitter des engagements pris dans la Stratégie relative aux minéraux critiques, avec notamment des efforts pour faire le lien entre les dépôts de minéraux critiques de l'Ontario et notre secteur manufacturier de calibre mondial. L'objectif est d'élever et de consolider la place de l'Ontario en tant que région compétitive au niveau international qui est prête à répondre à la demande mondiale croissante de minéraux critiques.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail de enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Une équipe spéciale travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones et la communauté minière, afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Compétitivité du secteur des minéraux	190 923 400	155 410 300	35 513 100	138 195 229
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	190 923 400	155 410 300	35 513 100	138 195 229
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000	401 000	-	32 731
	Total - Crédits législatifs	401 000	401 000	-	32 731
	Total - Charges de fonctionnement	191 324 400	155 811 300	35 513 100	138 227 960
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Mines et minéraux - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Compétitivité du secteur des minéraux : charges d'immobilisations	9 952 500	14 012 500	(4 060 000)	8 594 291
5	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier : charges d'immobilisations	2 849 500	2 000	2 847 500	86 012 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		12 802 000	14 014 500	(1 212 500)	94 606 291
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	708 500	638 500	70 000	530 108
Total - Crédits législatifs		708 500	638 500	70 000	530 108
Total - Charges d'immobilisations		13 510 500	14 653 000	(1 142 500)	95 136 399
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Mines et minéraux : biens immobilisés	601 000	601 000	-	800 000
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		601 000	601 000	-	800 000
Total - Biens immobilisés		601 000	601 000	-	800 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4902-1	Compétitivité du secteur des minéraux		
	Traitements et salaires		25 615 600
	Avantages sociaux		3 412 100
	Transports et communications		1 093 500
	Services		16 773 700
	Fournitures et matériel		1 454 700
	Paielements de transfert		
	Rapports sur les activités minières en Ontario	85 000	
	Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées	18 147 200	
	Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	10 000 000	
	Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	5 000 000	
	Exploitation des minéraux et investissement	100 000	
	Développement économique pour les Autochtones	60 571 400	
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	48 570 200	
	Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	100 000	142 573 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		190 923 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		401 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		191 324 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4902-3	Mines et minéraux - Actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4902-2	Compétitivité du secteur des minéraux - charges d'immobilisations	
	Services	5 530 500
	Fournitures et matériel	260 000
	Paielements de transfert	
	Accès à large bande pour Matawa	4 160 000
	Débouchés autochtones en réhabilitation des mines abandonnées	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	9 952 500
4902-5	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier - charges d'immobilisations	
	Services	2 848 500
	Paielements de transfert	
	Partenariats autochtones - assainissement de l'environnement lié aux mines abandonnées	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 849 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	708 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des mines et des minéraux	13 510 500
BIENS IMMOBILISÉS		
4902-4	Mines et minéraux - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	601 000
	Total " voter - Biens immobilisés	601 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des mines et des minéraux	601 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	161 885 514	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	144 835 429
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(202 742)
Total - Charges de fonctionnement redressées	161 885 514	144 632 687

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	14 655 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	95 136 399
Total - Charges d'immobilisations redressées	14 655 000	95 136 399

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	602 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	800 000
Total - Biens immobilisés redressés	602 000	800 000

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Le ministère des Affaires municipales et du Logement assure le leadership pour contribuer à assurer que les collectivités sont desservies par des administrations locales fortes et efficaces et que chaque résident de l'Ontario dispose d'un logement adapté à ses besoins.

Pour atteindre ces objectifs, le ministère élabore, coordonne et met en œuvre les politiques, lois, règlements et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur les municipalités, le logement, les gestionnaires des services municipaux et les administrateurs de programmes autochtones. Il gère également :

À les relations intergouvernementales avec les intervenants fédéraux, provinciaux et municipaux;

À les relations provinciales-entrepreneuriales avec des partenaires de premier plan en matière de croissance;

À la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario.

De plus, le ministère met au point et administre des politiques et des programmes à l'appui des domaines suivants :

À l'administration, la gouvernance et les finances municipales;

À l'amélioration des infrastructures;

À l'aménagement du territoire aux niveaux municipal et provincial;

À la gestion de la croissance;

À la réglementation de la construction;

À l'offre de logements communautaires et avec services de soutien

À l'offre de logements du marché (notamment la réglementation des locations résidentielles et commerciales);

À les programmes de prévention de l'itinérance et les services d'intervention connexes;

À la reprise après une catastrophe.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1901 Programme d'administration du ministère	23 712 000	20 326 900	3 385 100	20 901 729
1902 Services aux municipalités	23 763 500	48 485 400	(24 721 900)	284 620 118
1903 Administrations locales et politiques d'aménagement	22 047 200	21 442 200	605 000	16 581 909
1904 Programme de logement	1 134 707 500	1 090 470 800	44 236 700	988 956 551
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 204 230 200	1 180 725 300	23 504 900	1 311 060 307
Crédits législatifs	792 592	1 459 992	(667 400)	2 512 804
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 205 022 792	1 182 185 292	22 837 500	1 313 573 111
Redressement des charges de fonctionnement - Société canadienne d'hypothèques et de logement	-	-	-	796 655
Redressement de consolidation - dépenses pour les logements publics - intérêts sur la dette	(702 200)	(1 369 600)	667 400	(2 352 180)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(34 400)	(47 300)	12 900	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 204 286 192	1 180 768 392	23 517 800	1 312 017 586

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1903 Administrations locales et politiques d'aménagement	3 600 000	3 600 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	3 600 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 600 000	3 600 000	-	-
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
1901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1902 Services aux municipalités	2 000	2 000	-	6 599 000
1904 Programme de logement	848 258 700	264 239 300	584 019 400	243 762 826
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	848 261 700	264 242 300	584 019 400	250 361 826
Crédits législatifs	636 500	636 500	-	604 398
Total du ministère - Charges démmobilisations	848 898 200	264 878 800	584 019 400	250 966 224
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 053 184 392	1 445 647 192	607 537 200	1 562 983 810

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 712 000	20 326 900	3 385 100	20 901 729
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 712 000	20 326 900	3 385 100	20 901 729
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	17 219
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-	83 187
	Total - Charges de fonctionnement	23 799 392	20 414 292	3 385 100	20 984 916
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 650 800
	Avantages sociaux		1 322 900
	Transports et communications		250 400
	Services		8 440 000
	Fournitures et matériel		47 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 712 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 649 900	
	Avantages sociaux	451 100	
	Transports et communications	82 300	
	Services	243 900	
	Fournitures et matériel	7 400	4 434 600
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 966 200	
	Avantages sociaux	274 800	
	Transports et communications	17 700	
	Services	233 100	
	Fournitures et matériel	2 500	3 494 300
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	5 685 700	
	Avantages sociaux	391 600	
	Transports et communications	92 700	
	Services	991 200	
	Fournitures et matériel	17 900	7 179 100
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 309 000	
	Avantages sociaux	205 400	
	Transports et communications	33 900	
	Services	233 000	
	Fournitures et matériel	6 200	1 787 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	40 000	
	Transports et communications	23 800	
	Services	5 872 300	
	Fournitures et matériel	13 900	5 950 000
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	866 500	866 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		23 712 000
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		23 799 392
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1901-2	Administration du ministre - immobilisations		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		1 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, de promouvoir des collectivités bien planifiées, saines, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes de paiement de transfert connexes; renforcer les capacités municipales afin de fournir des services efficaces répondant aux besoins locaux et d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système d'aménagement du territoire " guichet unique de la province pour soutenir l'accroissement de l'offre de logements et des possibilités de développement économique. De plus, ce programme fournit l'aide provinciale aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe, qui comprend le Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe et le Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe, et il gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Services aux municipalités	23 763 500	48 485 400	(24 721 900)	284 620 118
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 763 500	48 485 400	(24 721 900)	284 620 118
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	77 437
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	77 437
	Total - Charges de fonctionnement	23 764 500	48 486 400	(24 721 900)	284 697 555
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Services aux municipalités	2 000	2 000	-	6 599 000
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	6 599 000
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	6 599 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1902-4	Services aux municipalités		
	Traitements et salaires		17 023 100
	Avantages sociaux		1 938 300
	Transports et communications		442 600
	Services		2 245 000
	Fournitures et matériel		77 400
	Paiements de transfert		
	Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	85 179 000	
	Impôts sur les propriétés provinciales loués en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	
	Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 684 100	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	
	Aide aux conseils d'aménagement	350 000	96 397 100
	Total partiel		118 123 500
	Moins : Recouvrements		94 360 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		23 763 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux municipalités		23 764 500

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1902-3	Services aux municipalités		
	Paiements de transfert		
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux municipalités		2 000

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Le ministère travaille à l'échelle de tout le gouvernement, en partenariat avec les municipalités, pour faire avancer les priorités communes comme la viabilité à long terme du secteur municipal et la prise de décision fondée sur des données probantes. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : *Loi de 2001 sur les municipalités*, *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, *Loi sur l'aménagement du territoire*, *Loi de 1997 sur les redevances*, *Loi de 1996 sur les élections municipales* et *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.

Grâce à ce programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Le programme renforce les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario.

Le programme surveille également la Déclaration de principes provinciale, la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*, la *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*, la *Loi de 2005 sur les zones de croissance* et la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*. Ce travail inclut la surveillance de politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. De plus, le programme soutient la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts tout en fournissant un cadre législatif pour la planification de l'aménagement du territoire et les approbations des demandes d'aménagement, notamment l'administration du Code du bâtiment de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Administrations locales	7 557 800	7 257 800	300 000	5 573 451
10	Politiques pour l'aménagement et la croissance	14 489 400	14 184 400	305 000	11 008 458
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 047 200	21 442 200	605 000	16 581 909
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	22 048 200	21 443 200	605 000	16 581 909
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
11	Avances et montants récupérables	3 600 000	3 600 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	3 600 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	3 600 000	3 600 000	-	-

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1903-7	Administrations locales	
	Traitements et salaires	6 132 900
	Avantages sociaux	490 200
	Transports et communications	88 400
	Services	837 800
	Fournitures et matériel	8 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 557 800
1903-10	Politiques pour l'aménagement et la croissance	
	Traitements et salaires	9 204 100
	Avantages sociaux	1 051 400
	Transports et communications	264 900
	Services	3 883 600
	Fournitures et matériel	85 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	14 489 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement	22 048 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1903-11	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables	3 600 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	3 600 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement	3 600 000

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904

Ce programme a pour objectif de réaliser les activités prévues dans les domaines suivants : logement communautaire et avec services de soutien; intervention, prévention et réduction de l'itinérance; offre de logements du marché. Il inclut les activités qui suivent : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d'améliorer les logements; travailler selon une approche horizontale pour diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître et de maintenir l'offre de logements abordables et du marché et d'améliorer l'abordabilité globale des logements; soutenir la construction de logements sur des biens excédentaires du gouvernement, y compris des logements durables; soutenir des approches novatrices afin d'accroître l'offre de logements (modulaires, notamment); maintenir un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les gestionnaires des services municipaux, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d'autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; continuer de soutenir les populations vulnérables par les programmes de prévention de l'itinérance et de prestations de logement transférables.

Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration, recherche, coordination et mise en œuvre de politiques et des textes législatifs; analyses de données et présentation de rapports connexes; conception et exécution de programmes; règlement des plaintes et application des décisions; réglementation des locations à usages résidentiel et commercial; financement des programmes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Logement communautaire et logement à but lucratif	1 132 888 900	1 088 652 200	44 236 700	987 455 370
3	Location à usage d'habitation	1 818 600	1 818 600	-	1 501 181
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 134 707 500	1 090 470 800	44 236 700	988 956 551
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière	702 200	1 369 600	(667 400)	2 352 180
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	703 200	1 370 600	(667 400)	2 352 180
	Total - Charges de fonctionnement	1 135 410 700	1 091 841 400	43 569 300	991 308 731

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Logement communautaire et logement à but lucratif d'immobilisations	848 257 700	264 238 300	584 019 400	243 762 826
5	Logement communautaire et logement à but lucratif d'immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		848 258 700	264 239 300	584 019 400	243 762 826
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	636 500	636 500	-	604 398
Total - Crédits législatifs		636 500	636 500	-	604 398
Total - Charges d'immobilisations		848 895 200	264 875 800	584 019 400	244 367 224

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

Ns

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1904-2 Logement communautaire et logement à but lucratif

Traitements et salaires	20 494 100	
Avantages sociaux	2 428 000	
Transports et communications	194 700	
Services	3 797 600	
Fournitures et matériel	33 000	
Paielements de transfert		
Programmes relatifs au logement communautaire	168 755 000	
Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	8 473 300	
Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	275 887 000	
Fonds pour l'accélération de la construction	1 000	
Programmes relatifs à l'itinérance	670 730 200	1 123 846 500
Autres opérations		7 481 500
Total partiel		1 158 275 400
Moins : Recouvrements		25 386 500
Total à voter - Charges de fonctionnement		1 132 888 900

1904-3 Location à usage d'habitation

Traitements et salaires	1 573 800	
Avantages sociaux	133 500	
Transports et communications	24 700	
Services	83 600	
Fournitures et matériel	3 000	
Total à voter - Charges de fonctionnement		1 818 600

Crédits législatifs

Autres opérations		
L Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière		702 200

Crédits législatifs

Autres opérations		
L Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000

Total (Charges de fonctionnement) - Programme de logement		1 135 410 700

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1904-4	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs à l'itinérance	36 954 100	
	Programmes relatifs au logement communautaire	18 300 000	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	243 001 600	
	Fonds pour l'accélération de la construction	550 000 000	
	Terres provinciales - vente	1 000	
	Terres provinciales - location	1 000	848 257 700
	Total à voter - Charges d'immobilisations		848 257 700
1904-5	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		636 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de logement		848 895 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 182 185 292	1 313 601 141
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(28 030)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 182 185 292	1 313 573 111

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) supervise la gestion des richesses naturelles de la province, notamment les forêts, les poissons, la faune, les aggrégats, les ressources pétrolières et les terres de la Couronne. Il a pour vision de promouvoir un environnement sain et naturellement divers qui rend possible un développement responsable en Ontario et qui y contribue.

La mission du MRNF est de gérer et protéger nos richesses naturelles de manière durable afin que les générations futures puissent elles aussi en profiter et les utiliser.

Le ministère s'applique à réaliser sa vision et sa mission en diffusant les connaissances sur les richesses naturelles de l'Ontario, leur gestion et les possibilités d'en profiter, en renforçant la gestion de ces richesses pour en garantir l'intégrité et la résilience de l'environnement et en élargissant les retombées économiques liées aux richesses naturelles par l'innovation et une gestion viable de celles-ci.

Le MRNF apporte son soutien à la province, y compris pour des activités de première ligne de gestion des feux de végétation, dans l'exercice de ses responsabilités en gestion des situations d'urgence en Ontario, tout en fournissant des services pour protéger la population et les valeurs économiques contre les feux de végétation, les inondations, la sécheresse, la migration des gaz dans les couches souterraines et d'autres risques naturels.

Le MRNF travaille avec les collectivités autochtones, l'industrie forestière, le secteur des aggrégats et d'autres partenaires afin d'encourager un développement durable et responsable. Il dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, afin d'alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives économiques. Le ministère œuvre également pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans les secteurs de la foresterie et des aggrégats, notamment du point de vue du partage des revenus des ressources.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2101 Programme d'administration du ministère	31 104 200	38 030 000	(6 925 800)	38 533 212
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	394 954 600	375 386 600	19 568 000	319 550 627
2104 Protection du public	174 814 800	171 070 200	3 744 600	131 774 425
2105 Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	32 715 000	30 911 000	1 804 000	32 647 476
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	633 588 600	615 397 800	18 190 800	522 505 740
Crédits législatifs	5 167 014	5 167 014	-	6 908 203
Total du ministère - Charges de fonctionnement	638 755 614	620 564 814	18 190 800	529 413 943

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement des charges de fonctionnement - Comptes " des fins particulières pour la protection du poisson et de la faune	67 000 000	75 000 000	(8 000 000)	73 739 933
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	24 002 000	25 990 000	(1 988 000)	18 483 897
Redressement de consolidation - Fonds de reboisement	45 838 800	57 088 700	(11 249 900)	57 863 556
Redressement des charges de fonctionnement - Recouvrements en vertu de l'article 15	-	-	-	5 327 950
Redressement de consolidation - Fonds de réserve forestier	1 000 000	1 560 900	(560 900)	-
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(5 000)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(23 370 500)	(23 093 400)	(277 100)	(24 886 716)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(175 665)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	753 225 914	757 111 014	(3 885 100)	659 761 898
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	3 391 100	3 967 800	(576 700)	2 431 466
2104 Protection du public	46 500	46 500	-	54 487
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 437 600	4 014 300	(576 700)	2 485 953
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 437 600	4 014 300	(576 700)	2 485 953

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	28 862 300	33 193 800	(4 331 500)	32 304 353
2104 Protection du public	5 084 000	4 744 800	339 200	4 495 984
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	33 946 300	37 938 600	(3 992 300)	36 800 337
Crédits législatifs	30 054 500	27 591 500	2 463 000	16 808 798
Total du ministère - Charges d'immobilisations	64 000 800	65 530 100	(1 529 300)	53 609 135
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	75 000	110 000	(35 000)	88 814
Autre redressement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	461 950
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(375 000)	(1 641 800)	1 266 800	(724 205)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 789 000)	-	(1 789 000)	(2 870 992)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	61 911 800	63 998 300	(2 086 500)	50 564 702
BIENS IMMOBILISÉS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	38 268 000	32 361 200	5 906 800	32 344 965
2104 Protection du public	25 146 000	27 490 100	(2 344 100)	20 516 058
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	63 414 000	59 851 300	3 562 700	52 861 023
Total du ministère - Biens immobilisés	63 414 000	59 851 300	3 562 700	52 861 023
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	815 137 714	821 109 314	(5 971 600)	710 326 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs. Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier, la gestion des ressources humaines et les services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts	31 104 200	38 030 000	(6 925 800)	38 533 212
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		31 104 200	38 030 000	(6 925 800)	38 533 212
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	43 618
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	14 630
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		65 014	65 014	-	58 248
Total - Charges de fonctionnement		31 169 214	38 095 014	(6 925 800)	38 591 460

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2101-1	Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts		
	Traitements et salaires	16 923 400	
	Avantages sociaux	4 866 300	
	Transports et communications	339 200	
	Services	10 034 100	
	Fournitures et matériel	104 400	
	Paievements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	32 602 700	
	Moins : Recouvrements	1 498 500	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	31 104 200	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 001 800	
	Avantages sociaux	498 400	
	Transports et communications	193 200	
	Services	259 000	
	Fournitures et matériel	37 000	4 989 400
<i>Finances et administration</i>			
	Traitements et salaires	4 877 300	
	Avantages sociaux	505 200	
	Transports et communications	25 000	
	Services	2 311 500	
	Fournitures et matériel	12 100	7 731 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	5 054 700	
	Avantages sociaux	3 445 400	
	Transports et communications	46 500	
	Services	370 100	
	Fournitures et matériel	25 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	9 277 200	
	Moins : Recouvrements	1 498 500	7 778 700
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 927 600	
	Avantages sociaux	417 300	
	Transports et communications	27 300	
	Services	589 800	
	Fournitures et matériel	12 100	3 974 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 000	
	Transports et communications	47 200	
	Services	6 274 800	
	Fournitures et matériel	18 000	6 402 000
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	228 900	228 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		31 104 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		31 169 214

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en aggrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario, ainsi que des offices de protection de la nature, afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion durable des ressources	394 954 600	375 386 600	19 568 000	319 550 627
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	394 954 600	375 386 600	19 568 000	319 550 627
L	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 091 000	5 091 000	-	6 849 955
	Total - Crédits législatifs	5 092 000	5 092 000	-	6 849 955
	Total - Charges de fonctionnement	400 046 600	380 478 600	19 568 000	326 400 582
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des richesses naturelles à actif de fonctionnement	3 391 100	3 967 800	(576 700)	2 431 466
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 391 100	3 967 800	(576 700)	2 431 466
	Total - Actifs de fonctionnement	3 391 100	3 967 800	(576 700)	2 431 466

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	28 861 300	33 192 800	(4 331 500)	32 304 353
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		28 862 300	33 193 800	(4 331 500)	32 304 353
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	16 751 400	16 295 200	456 200	12 936 046
Total - Crédits législatifs		16 751 400	16 295 200	456 200	12 936 046
Total - Charges d'immobilisations		45 613 700	49 489 000	(3 875 300)	45 240 399
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles et biens immobiliers	38 268 000	32 361 200	5 906 800	32 344 965
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		38 268 000	32 361 200	5 906 800	32 344 965
Total - Biens immobiliers		38 268 000	32 361 200	5 906 800	32 344 965

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2103-1	Gestion durable des ressources		
	Traitements et salaires		175 521 000
	Avantages sociaux		27 270 300
	Transports et communications		6 527 300
	Services		151 959 200
	Fournitures et matériel		10 162 800
	Paiements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	25 590 500	
	Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000	
	Rentes et primes - Traitement no 9	110 000	
	Partage des recettes liées à l'exploitation des agriculteurs	1 068 700	
	Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 386 800	
	Initiatives pour le secteur forestier	50 394 000	
	Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000	
	Services provinciaux - intendance des ressources	400 000	
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 597 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	101 349 700
	Total partiel		472 790 300
	Moins : Recouvrements		77 835 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		394 954 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Cartographie et information géographique</i>			
	Traitements et salaires	8 616 200	
	Avantages sociaux	1 349 000	
	Transports et communications	87 500	
	Services	8 371 000	
	Fournitures et matériel	160 500	
	Total partiel	18 584 200	
	Moins : Recouvrements	5 130 100	13 454 100

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Politiques et planification</i>			
Traitements et salaires		15 158 700	
Avantages sociaux		2 060 000	
Transports et communications		111 700	
Services		3 971 500	
Fournitures et matériel		60 000	
Paiements de transfert			
Rentes et primes - Traitement 9	110 000		
Partage des recettes liées à l'exploitation des agriculteurs	1 068 700		
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 386 800	9 565 500	
Total partiel		30 927 400	
Moins : Recouvrements		75 000	30 852 400
<i>Industrie forestière</i>			
Traitements et salaires		8 003 600	
Avantages sociaux		1 212 400	
Transports et communications		480 400	
Services		57 672 900	
Fournitures et matériel		228 500	
Paiements de transfert			
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	25 590 500		
Initiatives pour le secteur forestier	50 394 000	75 984 500	143 582 300

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services provinciaux - sciences et recherche			
Traitements et salaires		32 445 800	
Avantages sociaux		5 339 800	
Transports et communications		1 104 200	
Services		18 771 500	
Fournitures et matériel		3 320 100	
Paielements de transfert			
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000		
Services provinciaux - intendance des ressources	400 000	2 300 000	
Total partiel		63 281 400	
Moins : Recouvrements		2 275 000	61 006 400
Opérations régionales			
Traitements et salaires		64 135 300	
Avantages sociaux		10 049 000	
Transports et communications		2 578 900	
Services		24 367 200	
Fournitures et matériel		3 586 200	
Paielements de transfert			
Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000		
Programmes de soutien aux opérations régionales	9 597 200		
Programme du Grand Nord	1 500 000	13 297 200	
Total partiel		118 013 800	
Moins : Recouvrements		3 355 600	114 658 200

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>		
	Traitements et salaires	45 118 800	
	Avantages sociaux	6 934 900	
	Transports et communications	2 121 600	
	Services	17 846 700	
	Fournitures et matériel	2 776 500	
	Paielements de transfert		
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	
	Total partiel	75 001 000	
	Moins : Recouvrements	67 000 000	8 001 000
	<i>Administration du programme</i>		
	Services	17 199 500	17 199 500
	<i>Commission de l'éclusement du Niagara</i>		
	Traitements et salaires	2 042 600	
	Avantages sociaux	325 200	
	Transports et communications	43 000	
	Services	91 100	
	Fournitures et matériel	31 000	2 532 900
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	3 667 800	3 667 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		394 954 600
	Crédits législatifs		
	Paielements de transfert		
L	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne		2 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 091 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		400 046 600

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2103-5	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 390 100
	Inventaire détenu à des fins de revente		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		3 391 100
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		3 391 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2103-3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
	Transports et communications		21 600
	Services		20 528 800
	Fournitures et matériel		5 910 900
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 000	5 001 000
	Autres opérations		3 000
	Total partiel		31 465 300
	Moins : Recouvrements		2 604 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		28 861 300
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Transports et communications	20 600	
	Services	600 600	
	Fournitures et matériel	5 908 900	
	Autres opérations	1 000	6 531 100
<i>Opérations régionales</i>			
	Transports et communications	1 000	
	Services	18 116 200	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Autres opérations	1 000	
	Total partiel	23 119 200	
	Moins : Recouvrements	2 603 000	20 516 200

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<i>Industrie forestière</i>		
	Services	196 000	196 000
	<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
	Services	1 616 000	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paielements de transfert		
	Cession de biens immobiliers " une valeur inférieure " celle du marché	1 000	
	Autres opérations	1 000	
	Total partiel	1 619 000	
	Moins : Recouvrements	1 000	1 618 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		28 861 300
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		16 751 400
2103-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des richesses naturelles		45 613 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
BIENS IMMOBILISÉS			
2103-4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - biens immobilisés		
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 916 600	
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 205 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 850 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 413 400	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	883 000	
	Total " voter - Biens immobilisés	38 268 000	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 106 600	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 450 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	495 700	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	883 000	8 935 300
<i>Opérations régionales</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 205 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	19 400 000	21 605 000
<i>Industrie forestière</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 000 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	510 000	6 510 000
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	810 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	407 700	1 217 700
	Total " voter - Biens immobilisés	38 268 000	
	Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des richesses naturelles	38 268 000	

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de solutés salins; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Protection du public	174 814 800	171 070 200	3 744 600
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	174 814 800	171 070 200	3 744 600
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	10 000	10 000	-
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	174 824 800	171 080 200	3 744 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence des actifs de fonctionnement	46 500	46 500	-
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	46 500	46 500	-
	Total - Actifs de fonctionnement	46 500	46 500	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	5 084 000	4 744 800	339 200	4 495 984
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	5 084 000	4 744 800	339 200	4 495 984
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	13 303 100	11 296 300	2 006 800	3 872 752
	Total - Crédits législatifs	13 303 100	11 296 300	2 006 800	3 872 752
	Total - Charges d'immobilisations	18 387 100	16 041 100	2 346 000	8 368 736
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence des biens immobilisés	25 146 000	27 490 100	(2 344 100)	20 516 058
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	25 146 000	27 490 100	(2 344 100)	20 516 058
	Total - Biens immobilisés	25 146 000	27 490 100	(2 344 100)	20 516 058

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2104-1	Protection du public	
	Traitements et salaires	88 507 700
	Avantages sociaux	10 648 300
	Transports et communications	5 998 900
	Services	109 593 600
	Fournitures et matériel	9 885 500
	Paievements de transfert	
	Intendance des services provinciaux	50 000
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000 250 000
	Total partiel	224 884 000
	Moins : Recouvrements	50 069 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	174 814 800
<i>Sous-postes :</i>		
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>		
	Traitements et salaires	36 228 700
	Avantages sociaux	3 882 000
	Transports et communications	1 900 000
	Services	33 217 900
	Fournitures et matériel	3 653 000
	Paievements de transfert	
	Intendance des services provinciaux	50 000
	Total partiel	78 931 600
	Moins : Recouvrements	39 068 200 39 863 400

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>		
	Traitements et salaires	52 279 000	
	Avantages sociaux	6 766 300	
	Transports et communications	4 098 900	
	Services	76 375 700	
	Fournitures et matériel	6 232 500	
	Paielements de transfert		
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	
	Total partiel	145 952 400	
	Moins : Recouvrements	11 001 000	134 951 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		174 814 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection du public		174 824 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2104-3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payés d'avance	46 500	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		46 500
	Total (Actifs de fonctionnement) - Protection du public		46 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2104-5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence		
	Transports et communications	1 000	
	Services	497 300	
	Fournitures et matériel	4 584 700	
	Autres opérations	1 000	
	Total " voter - Charges d'immobilisations		5 084 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		13 303 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection du public		18 387 100

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
2104-4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - biens immobilisés	
	Immeubles - traitements et salaires	259 100
	Immeubles - avantages sociaux	25 100
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	16 786 800
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	183 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	721 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	803 500
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 367 000
	Total " voter - Biens immobilisés	25 146 000
	Total (Biens immobilisés) - Protection du public	25 146 000

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105

Le Groupement ITI pour les terres et les ressources offre son leadership et assure l'exécution des programmes concernant la prestation des services et des solutions de gestion de l'information et de technologie de l'information à ses ministères clients, à savoir : Agriculture, Alimentation et Affaires rurales, Énergie, Environnement, Protection de la nature et Parcs, Affaires autochtones, Mines, Richesses naturelles et Forêts et Développement du Nord.

Le programme est responsable de la prestation de solutions technologiques numériques en appliquant des principes axés sur la souplesse et l'approche Lean afin de rendre possibles l'exécution de programmes novateurs et la réorganisation des activités. Le programme est déterminé à faire avancer la stratégie numérique de la province, qui permet de veiller à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme alimentée par une technologie sécurisée et centrée sur l'utilisateur, en optimisant l'investissement et la réutilisation de la technologie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	32 715 000	30 911 000	1 804 000	32 647 476
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		32 715 000	30 911 000	1 804 000	32 647 476
Total - Charges de fonctionnement		32 715 000	30 911 000	1 804 000	32 647 476

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2105-1	ITI - Groupement pour les terres et les ressources	
	Traitements et salaires	21 757 100
	Avantages sociaux	2 640 700
	Transports et communications	722 600
	Services	45 563 100
	Fournitures et matériel	64 900
	Total partiel	70 748 400
	Moins : Recouvrements	38 033 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	32 715 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	32 715 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	620 564 814	876 335 473
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(346 921 530)
Total - Charges de fonctionnement redressées	620 564 814	529 413 943

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	67 626 800	621 028 389
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(2 096 700)	(567 419 254)
Total - Charges d'immobilisations redressées	65 530 100	53 609 135

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	61 948 000	596 193 834
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(2 096 700)	(543 332 811)
Total - Biens immobilisés redressés	59 851 300	52 861 023

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD

Le ministère du Développement du Nord (MDN) s'attache à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en apportant aux collectivités et aux entreprises un soutien au développement économique responsable et en faisant la promotion de la région et de ses atouts à l'étranger. Le ministère fait progresser le développement économique en Ontario par des partenariats menés en collaboration et des solutions reflétant les besoins particuliers des résidents du Nord.

Le ministère exécute des programmes de développement économique et permet au Nord de faire entendre sa voix. Ses programmes soutiennent la croissance économique et le dynamisme des collectivités du Nord. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui relève du ministère, réalise des investissements stratégiques contribuant à élargir les possibilités économiques dans le Nord. Le ministère applique une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario (p. ex., les routes) améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	6 593 900	6 513 800	80 100	6 358 049
2202 Programme de développement du Nord	231 928 300	206 130 200	25 798 100	193 249 389
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	238 522 200	212 644 000	25 878 200	199 607 438
Crédits législatifs	66 014	166 014	(100 000)	62 108
Total du ministère - Charges de fonctionnement	238 588 214	212 810 014	25 778 200	199 669 546
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	13 029 900	14 258 700	(1 228 800)	31 033 039
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(148 300)	(190 300)	42 000	(172 366)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	251 469 814	226 878 414	24 591 400	230 530 219
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	108 503 000	106 503 000	2 000 000	91 498 608
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	108 505 000	106 505 000	2 000 000	91 498 608
Crédits législatifs	401 556 300	392 071 800	9 484 500	378 784 247
Total du ministère - Charges d'immobilisations	510 061 300	498 576 800	11 484 500	470 282 855
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	750 900	(146 300)	897 200	(40 000 000)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	510 812 200	498 430 500	12 381 700	430 282 855
BIENS IMMOBILISÉS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	619 731 100	592 917 500	26 813 600	540 532 811
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	619 733 100	592 919 500	26 813 600	540 532 811
Total du ministère - Biens immobilisés	619 733 100	592 919 500	26 813 600	540 532 811
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	762 282 014	725 308 914	36 973 100	660 813 074

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	6 593 900	6 513 800	80 100	6 358 049
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 593 900	6 513 800	80 100	6 358 049
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	46 459
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	15 649
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	62 108
	Total - Charges de fonctionnement	6 658 914	6 578 814	80 100	6 420 157
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère à biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		5 850 200
	Avantages sociaux		551 800
	Transports et communications		336 400
	Services		3 189 100
	Fournitures et matériel		165 900
	Total partiel		10 093 400
	Moins : Recouvrements		3 499 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 593 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 180 000	
	Avantages sociaux	121 300	
	Transports et communications	92 100	
	Services	45 900	
	Fournitures et matériel	34 400	1 473 700
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 447 400	
	Avantages sociaux	154 400	
	Transports et communications	136 200	
	Services	1 398 000	
	Fournitures et matériel	79 600	
	Total partiel	4 215 600	
	Moins : Recouvrements	2 656 100	1 559 500
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	965 400	
	Avantages sociaux	158 700	
	Transports et communications	50 200	
	Services	99 200	
	Fournitures et matériel	26 200	
	Total partiel	1 299 700	
	Moins : Recouvrements	607 500	692 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	715 300	
	Avantages sociaux	70 400	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	969 300
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	542 100	
	Avantages sociaux	47 000	
	Transports et communications	24 100	
	Services	22 300	
	Fournitures et matériel	7 200	642 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 040 300	
	Fournitures et matériel	7 500	1 062 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 593 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		6 658 914

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2201-2	Programme d'administration du ministre	
	Projets et investissements	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2201-3	Administration du ministre	
	Autres opérations	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre	4 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2201-4	Administration du ministre - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre	2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord.

Le programme fournit des conseils stratégiques en matière de politiques à partir d'analyses et de recherches afin de soutenir l'élaboration, l'exécution et la mise en œuvre de programmes de développement économique du Nord concernant un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, et notamment aux activités liées aux politiques et à la planification, ce programme leur permet de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Il a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques infrastructurels réalisés dans le cadre du Programme des routes du Nord, du Programme des routes d'hiver et du Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

Le réseau de conseillers du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique, y compris l'exécution des programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO). Les programmes et services ministériels visent aussi à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités, et à attirer de nouveaux investissements d'entreprises dans la région.

La SGFPNO, un organisme du ministère, propose divers programmes de financement qui soutiennent la croissance économique, la diversification et la création d'emplois dans les secteurs public et privé du Nord de l'Ontario.

Le programme Avantage Énergétique pour le Nord aide les plus grands consommateurs industriels d'électricité du Nord de l'Ontario à réduire leurs coûts énergétiques, à maintenir les emplois et à préserver leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, le Programme d'aide à la prestation des services vétérinaires donne aux éleveurs de gros animaux un meilleur accès à de tels services, ce qui favorise la santé et le dynamisme du secteur agricole dans le Nord de l'Ontario.

Le ministère est responsable de la surveillance et de l'observation de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*. Les régies des services publics sont créées en vertu de cette loi pour faciliter la prestation des services dans les territoires non organisés en municipalité du Nord de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique du Nord	231 928 300	206 130 200	25 798 100	193 249 389
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	231 928 300	206 130 200	25 798 100	193 249 389
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	101 000	(100 000)	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	101 000	(100 000)	-
	Total - Charges de fonctionnement	231 929 300	206 231 200	25 698 100	193 249 389

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement économique du Nord	108 503 000	106 503 000	2 000 000	91 498 608
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	108 503 000	106 503 000	2 000 000	91 498 608
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	401 554 300	392 069 800	9 484 500	378 784 247
	Total - Crédits législatifs	401 554 300	392 069 800	9 484 500	378 784 247
	Total - Charges d'immobilisations	510 057 300	498 572 800	11 484 500	470 282 855
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement du Nord - biens immobilisés	619 731 100	592 917 500	26 813 600	540 532 811
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	619 731 100	592 917 500	26 813 600	540 532 811
	Total - Biens immobilisés	619 731 100	592 917 500	26 813 600	540 532 811

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2202-1	Développement économique du Nord		
	Traitements et salaires		12 344 400
	Avantages sociaux		1 613 000
	Transports et communications		602 900
	Services		6 994 200
	Fournitures et matériel		164 200
	Paielements de transfert		
	Programme Avantage énergétique pour le Nord	167 470 000	
	Services communautaires	625 000	
	Développement économique	830 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	50 000 000	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	219 625 000
	Total partiel		241 343 700
	Moins : Recouvrements		9 415 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		231 928 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		231 929 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2202-3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Prêts et investissements		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2202-2	Développement économique du Nord		
	Services		25 102 000
	Paielements de transfert		
	Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	15 000 000	
	Programme des routes d'hiver	11 000 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	50 000 000	
	Renouvellement de l'infrastructure ferroviaire	3 800 000	79 800 000
	Autres opérations		
	Routes d'accès aux ressources	3 600 000	
	Développement du Nord	1 000	3 601 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		108 503 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		401 554 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement du Nord		510 057 300
BIENS IMMOBILISÉS			
2202-4	Développement du Nord - biens immobilisés		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		619 730 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		619 731 100
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement du Nord		619 731 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	212 810 014	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	199 727 601
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(58 055)
Total - Charges de fonctionnement redressées	212 810 014	199 669 546

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	498 576 800	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	470 282 855
Total - Charges d'immobilisations redressées	498 576 800	470 282 855

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	592 919 500	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	540 532 811
Total - Biens immobilisés redressés	592 919 500	540 532 811

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le personnel du Cabinet du Premier ministre fournit un appui essentiel au premier ministre de l'Ontario pour lui permettre d'exercer ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2401	Programme du Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 321 203
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 326 800	2 326 800	-	2 321 203
Crédits législatifs		105 861	105 861	-	109 045
Total du ministère - Charges de fonctionnement		2 432 661	2 432 661	-	2 430 248
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		2 432 661	2 432 661	-	2 430 248

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre
				2024-2025
				et
				2023-2024
				Chiffres
				réels
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	89 688	89 688	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
	Total - Crédits législatifs	105 861	105 861	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2401-1	Cabinet du Premier ministre	
	Traitements et salaires	2 007 100
	Avantages sociaux	207 100
	Transports et communications	73 100
	Services	19 400
	Fournitures et matériel	20 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 326 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Cabinet du Premier ministre	2 432 661

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES

Le ministère des Services au public et aux entreprises (MSPE) offre des programmes, des services et des produits essentiels à la population et aux entreprises de l'Ontario ainsi qu'aux ministères de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario (FPO), aux organismes provinciaux et au secteur parapublic. Les services sont gérés et exécutés par les secteurs d'activités du MSPE : Protection de la vie privée, des Archives publiques, du numérique et des données; Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels; ServiceOntario; Services aux consommateurs; Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux; Services organisationnels de technologie de l'information.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1801 Programme d'administration du ministère	36 552 700	32 730 800	3 821 900	29 797 660
1809 Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	63 403 800	91 546 300	(28 142 500)	39 625 727
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	52 152 400	156 246 500	(104 094 100)	114 422 858
1814 Programme ServiceOntario	257 908 500	238 027 100	19 881 400	255 576 948
1816 Services aux consommateurs	29 675 600	19 321 100	10 354 500	19 663 934
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	77 316 200	102 824 000	(25 507 800)	96 041 925
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	162 818 000	153 862 200	8 955 800	135 009 844
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	679 827 200	794 558 000	(114 730 800)	690 138 896
Crédits législatifs	72 184 687	322 865 287	(250 680 600)	460 328 034
Total du ministère - Charges de fonctionnement	752 011 887	1 117 423 287	(365 411 400)	1 150 466 930
Redressement de consolidation à Office ontarien de réglementation des services financiers	-	-	-	(150 000)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(40 048 300)	(9 799 300)	(30 249 000)	(8 139 344)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	711 963 587	1 107 623 987	(395 660 400)	1 142 177 586

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	-	170 002 000	(170 002 000)	160 028 746
1816 Services aux consommateurs	-	1 000	(1 000)	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 750 000	1 224 000	526 000	857 158
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	40 000 000	35 000 000	5 000 000	46 988 987
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	41 750 000	206 227 000	(164 477 000)	207 874 891
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	41 750 000	206 227 000	(164 477 000)	207 874 891

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1801 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1809 Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 753 100	2 860 300	(107 200)	2 962 106
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	3 000	3 000	-	-
1814 Programme ServiceOntario	1 000	1 000	-	-
1816 Services aux consommateurs	1 000	2 000	(1 000)	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 552 100	9 784 600	(232 500)	9 330 820
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	12 313 200	12 653 900	(340 700)	12 292 926
Crédits législatifs	27 352 400	23 227 500	4 124 900	19 593 457
Total du ministère - Charges d'immobilisations	39 665 600	35 881 400	3 784 200	31 886 383
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 600 100)	(8 783 600)	183 500	(9 302 722)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	31 065 500	27 097 800	3 967 700	22 583 661

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
1809 Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 000	7 837 100	(7 835 100)	6 206 631
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	4 000	4 000	-	-
1814 Programme ServiceOntario	5 005 700	14 172 000	(9 166 300)	9 293 534
1816 Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	-
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000	51 514 000	-	49 800 349
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	56 527 700	73 529 100	(17 001 400)	65 300 514
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	56 528 700	73 530 100	(17 001 400)	65 300 514
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	743 029 087	1 134 721 787	(391 692 700)	1 164 761 247

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à obtenir des résultats conformes aux priorités du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la coordination des initiatives de politiques et ministérielles. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	36 552 700	32 730 800	3 821 900	29 797 660
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 552 700	32 730 800	3 821 900	29 797 660
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	36 632 887	32 810 987	3 821 900	29 876 221
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		20 184 700
	Avantages sociaux		2 451 300
	Transports et communications		239 800
	Services		13 391 100
	Fournitures et matériel		285 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 552 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 859 300	
	Avantages sociaux	461 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	82 200	
	Fournitures et matériel	142 700	3 615 400
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	10 101 900	
	Avantages sociaux	1 273 500	
	Transports et communications	94 100	
	Services	1 823 100	
	Fournitures et matériel	40 000	13 332 600
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	10 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	39 400	
	Services	10 005 600	
	Fournitures et matériel	32 800	10 089 800
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	5 214 200	
	Avantages sociaux	434 700	
	Transports et communications	32 300	
	Services	1 028 900	
	Fournitures et matériel	67 100	6 777 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 999 300	
	Avantages sociaux	279 900	
	Transports et communications	4 000	
	Services	451 300	
	Fournitures et matériel	3 200	2 737 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		36 552 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		36 632 887
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1801-4	Administration du ministre		
	<i>Autres opérations</i>		
	Perte due à l'aliénation des actifs		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		2 000

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, ARCHIVES PUBLIQUES, NUMÉRIQUE ET DONNÉES - CRÉDIT 1809

Le programme de la protection de la vie privée, des Archives publiques du numérique et des données est responsable de faciliter l'accès, par les particuliers et les entreprises de l'Ontario, à l'information, aux données et aux services gouvernementaux en cette ère numérique.

Le programme fournit des politiques sur les données et le numérique de manière opportune et adaptée. De plus, il assure le leadership général dans la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, bœtit des produits numériques axés sur les utilisateurs et encourage l'accès aux documents d'archives et leur préservation, ce qui inclut la supervision des Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada). Le programme aide à transformer les processus internes, établit de nouvelles normes, fournit des services numériques et met à la disposition de la fonction publique de l'Ontario les technologies et les méthodes actuelles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	63 403 800	91 546 300	(28 142 500)	39 625 727
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	63 403 800	91 546 300	(28 142 500)	39 625 727
	Total - Charges de fonctionnement	63 403 800	91 546 300	(28 142 500)	39 625 727
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 753 100	2 860 300	(107 200)	2 962 106
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 753 100	2 860 300	(107 200)	2 962 106
L	Amortissement - Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	513 000	(511 000)	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	513 000	(511 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 755 100	3 373 300	(618 200)	2 962 106
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 000	7 837 100	(7 835 100)	6 206 631
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	7 837 100	(7 835 100)	6 206 631
	Total - Biens immobilisés	2 000	7 837 100	(7 835 100)	6 206 631

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, ARCHIVES PUBLIQUES, NUMÉRIQUE ET DONNÉES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1809-2	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	
	Traitements et salaires	25 729 700
	Avantages sociaux	1 765 900
	Transports et communications	1 320 800
	Services	43 466 700
	Fournitures et matériel	100 700
	Paievements de transfert	
	Subventions d'appui des Archives publiques de l'Ontario	20 000
	Total partiel	72 403 800
	Moins : Recouvrements	9 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	63 403 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	63 403 800

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, ARCHIVES PUBLIQUES, NUMÉRIQUE ET DONNÉES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1809-3	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	
	Services	2 752 100
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 753 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 755 100
BIENS IMMOBILISÉS		
1809-4	Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Protection de la vie privée, Archives publiques, numérique et données	2 000

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811

Les services opérationnels pour la fonction publique et les services financiers organisationnels offrent des services généraux aux ministères, au personnel de la FPO, à certains organismes de l'Ontario, à des partenaires externes bénéficiaires de paiements de transfert, aux entités du secteur parapublic et au public. Le programme exécute des fonctions opérationnelles internes essentielles, notamment le traitement des opérations financières, l'administration des paiements de transfert, la gestion du risque et l'assurance à l'échelle du gouvernement ainsi qu'une vaste gamme de services opérationnels pour l'ensemble de la FPO.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	52 151 400	156 245 500	(104 094 100)	114 422 858
31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	52 152 400	156 246 500	(104 094 100)	114 422 858
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	13 500 000	13 500 000	-	6 741 789
L	<i>Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	9 400 000	9 400 000	-	36 413 187
L	<i>Transferts du compte "fin désigné, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles"</i>	43 897 500	44 578 100	(680 600)	267 406 194
L	<i>Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
L	<i>Équipement de protection individuelle/fournitures et équipements essentiels, Loi de 2022 sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel équipement</i>	-	250 000 000	(250 000 000)	149 686 478
	Total - Crédits législatifs	66 799 500	317 480 100	(250 680 600)	460 247 648
	Total - Charges de fonctionnement	118 951 900	473 726 600	(354 774 700)	574 670 506

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
-	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	-	170 001 000	(170 001 000)	160 028 746
-	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	170 002 000	(170 002 000)	160 028 746
	Total - Actifs de fonctionnement	-	170 002 000	(170 002 000)	160 028 746

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	2 000	2 000	-	-
33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 580 900	5 284 600	296 300	5 251 046
L	Amortissement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration financière</i>	186 500	367 700	(181 200)	556 823
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	5 768 400	5 653 300	115 100	5 807 869
	Total - Charges d'immobilisations	5 771 400	5 656 300	115 100	5 807 869
BIENS IMMOBILISÉS					
14	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	3 000	3 000	-	-
34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	4 000	4 000	-	-
L	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	5 000	5 000	-	-

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT
1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1811-5	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Traitements et salaires	47 378 400
	Avantages sociaux	6 557 000
	Transports et communications	4 437 000
	Services	34 277 000
	Fournitures et matériel	4 605 700
	Total partiel	97 255 100
	Moins : Recouvrements	45 103 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	52 151 400
1811-31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Traitements et salaires	3 120 000
	Avantages sociaux	450 900
	Transports et communications	110 300
	Services	10 564 600
	Fournitures et matériel	153 700
	Paielements de transfert	
	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	29 500 000
	Total partiel	43 899 500
	Moins : Recouvrements	43 898 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Loi sur les actions contre la Couronne	13 500 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	9 400 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte "fin désignée, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	43 897 500
L	Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
L	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	118 951 900

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1811-12	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
1811-33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 713 300
	Moins : Recouvrements	5 132 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration financière</i>	186 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	5 771 400

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1811-14	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 000
1811-34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Crédits législatifs	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	
L	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	5 000

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814

ServiceOntario est la porte d'entrée du gouvernement. Il relie le public et les entreprises " des services simples et pratiques " des moments importants et collabore avec l'ensemble du gouvernement pour concevoir et offrir des expériences centrées sur le client.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ServiceOntario	257 908 500	238 027 100	19 881 400	255 576 948
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	257 908 500	238 027 100	19 881 400	255 576 948
L	Demandes d'indemnisation adressées " la Caisse d'assurance des droits immobiliers, Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	5 001 000	5 001 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	301 000	301 000	-	1 825
	Total - Crédits législatifs	5 302 000	5 302 000	-	1 825
	Total - Charges de fonctionnement	263 210 500	243 329 100	19 881 400	255 578 773
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
2	ServiceOntario	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	13 749 300	9 469 000	4 280 300	9 714 998
	Total - Crédits législatifs	13 749 300	9 469 000	4 280 300	9 714 998
	Total - Charges démmobilisations	13 750 300	9 470 000	4 280 300	9 714 998
BIENS IMMOBILISÉS					
3	ServiceOntario	5 005 700	14 172 000	(9 166 300)	9 293 534
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 005 700	14 172 000	(9 166 300)	9 293 534
	Total - Biens immobilisés	5 005 700	14 172 000	(9 166 300)	9 293 534

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1814-1	ServiceOntario	
	Traitements et salaires	121 811 000
	Avantages sociaux	18 871 200
	Transports et communications	17 457 700
	Services	104 741 700
	Fournitures et matériel	12 570 900
	Total partiel	275 452 500
	Moins : Recouvrements	17 544 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	257 908 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ServiceOntario	263 210 500

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1814-2	ServiceOntario	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	13 749 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme ServiceOntario	13 750 300
BIENS IMMOBILISÉS		
1814-3	ServiceOntario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	173 300
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	26 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 807 600
	Total partiel	5 007 700
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	5 005 700
	Total (Biens immobilisés) - Programme ServiceOntario	5 005 700

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816

Les Services aux consommateurs visent à promouvoir un marché équitable, sûr et informé pour les consommateurs et les entreprises. Ils se consacrent à la sécurité et la protection des consommateurs et élaborent des politiques, des programmes et des services répondant aux besoins des consommateurs et des entreprises de l'Ontario à la maison, en ligne et dans nos collectivités. En partenariat avec les autorités administratives du ministère, et par la surveillance de leurs activités, les Services aux consommateurs aident les consommateurs à se renseigner sur leurs droits pour être en mesure de prendre des décisions éclairées. La Division mène des activités de conformité fondées sur le risque et adopte des mesures d'application de la loi en réponse aux infractions, et elle soutient les entreprises dans un environnement commercial concurrentiel. Les Services aux consommateurs veillent également à ce que les restes humains trouvés hors des cimetières, notamment ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs s'engagent à éduquer et protéger les consommateurs, en mettant en œuvre des politiques relatives à un vaste éventail de questions touchant les consommateurs, l'état civil et la sécurité du public et en soutenant le renouvellement du droit des entreprises en Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux consommateurs	29 675 600	19 321 100	10 354 500	19 663 934
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	29 675 600	19 321 100	10 354 500	19 663 934
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	29 677 600	19 323 100	10 354 500	19 663 934
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Services aux consommateurs	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	1 000	(1 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services aux consommateurs	1 000	2 000	(1 000)	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	2 000	(1 000)	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	3 000	(1 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1816-1	Services aux consommateurs	
	Traitements et salaires	16 647 700
	Avantages sociaux	1 631 900
	Transports et communications	491 100
	Services	1 397 300
	Fournitures et matériel	132 600
	Paiements de transfert	
	Subventions pour les services aux consommateurs	9 375 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	29 675 600
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux consommateurs	29 677 600

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1816-4	Services aux consommateurs	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux consommateurs	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1816-6	Services aux consommateurs	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services aux consommateurs	1 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services au public et aux entreprises, Réduction des formalités administratives, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel. Il procure les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services opérationnels, des ressources humaines (Réseau WIN d'information sur les ressources humaines) et des services financiers (Système intégré de gestion de l'information financière [SIGIF]) à l'échelle de la fonction publique, permettant ainsi la tenue d'activités gouvernementales efficaces, efficaces et claires, ainsi que l'offre d'une expérience de service à la clientèle et aux entreprises au niveau gouvernemental par l'entremise de ServiceOntario. Il renforce et intègre les programmes de tout le gouvernement en mettant à leur disposition des solutions, des plateformes organisationnelles et des outils courants : Plateforme pour la participation (PP), Gestion de l'information organisationnelle (GIO), Gestion des identités et de l'accès (GIA), Services utilitaires communs (SUC), Plateforme d'échange des données (PED) et plateforme AccelerateON.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	77 316 200	102 824 000	(25 507 800)	96 041 925
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 316 200	102 824 000	(25 507 800)	96 041 925
	Total - Charges de fonctionnement	77 316 200	102 824 000	(25 507 800)	96 041 925
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 750 000	1 224 000	526 000	857 158
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 750 000	1 224 000	526 000	857 158
	Total - Actifs de fonctionnement	1 750 000	1 224 000	526 000	857 158
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	2 155 100	2 155 100	-	2 153 867
	Total - Crédits législatifs	2 155 100	2 155 100	-	2 153 867
	Total - Charges d'immobilisations	2 157 100	2 157 100	-	2 153 867
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1817-1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Traitements et salaires	36 104 200
	Avantages sociaux	4 965 200
	Transports et communications	161 100
	Services	159 441 500
	Fournitures et matériel	48 000
	Total partiel	200 720 000
	Moins : Recouvrements	123 403 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	77 316 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	77 316 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1817-7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 750 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 750 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 750 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1817-3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Services	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 347 600
	Moins : Recouvrements	1 192 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 157 100
BIENS IMMOBILISÉS		
1817-6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique, des organismes et du secteur parapublic de l'Ontario.

Le programme est responsable de l'élaboration de plans axés sur l'évolution des capacités en TI pour transformer la prestation des services au public, l'apport de solutions numériques centrées sur les utilisateurs et la création de résultats favorables pour l'Ontario. Cela inclut un plan d'action gouvernemental en TI permettant de tirer les bénéfices d'une gestion stratégique des technologies, des produits et des services et de coordonner les investissements technologiques à l'échelle de tous les ministères. Ces plans transformeront la prestation des services au public et apporteront des solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables.

Le programme veille à l'intégrité et la disponibilité permanentes des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes, à l'établissement et à la tenue à jour des politiques opérationnelles, des normes techniques et des lignes directrices de la FPO en TI et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	162 818 000	153 862 200	8 955 800	135 009 844
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	162 818 000	153 862 200	8 955 800	135 009 844
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	162 819 000	153 863 200	8 955 800	135 009 844
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	40 000 000	35 000 000	5 000 000	46 988 987
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	40 000 000	35 000 000	5 000 000	46 988 987
	Total - Actifs de fonctionnement	40 000 000	35 000 000	5 000 000	46 988 987

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 552 100	9 784 600	(232 500)	9 330 820
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		9 552 100	9 784 600	(232 500)	9 330 820
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	5 675 600	5 435 100	240 500	1 916 723
Total - Crédits législatifs		5 675 600	5 435 100	240 500	1 916 723
Total - Charges d'immobilisations		15 227 700	15 219 700	8 000	11 247 543
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	51 514 000	51 514 000	-	49 800 349
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		51 514 000	51 514 000	-	49 800 349
Total - Biens immobilisés		51 514 000	51 514 000	-	49 800 349

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1821-1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	147 853 400
	Avantages sociaux	20 628 800
	Transports et communications	49 433 500
	Services	267 036 000
	Fournitures et matériel	18 299 700
	Total partiel	503 251 400
	Moins : Recouvrements	340 433 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	162 818 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	162 819 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1821-4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Dépôts et charges payés d'avance	40 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	40 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	40 000 000

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1821-2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Services	9 551 100
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	9 552 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	57 188 600
	Moins : Recouvrements	51 513 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	15 227 700
BIENS IMMOBILISÉS		
1821-3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Matériel de technologie de l'information	51 513 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	51 514 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 113 341 287	1 553 560 096
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	4 082 000	25 511 674
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(428 604 840)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 117 423 287	1 150 466 930

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	35 881 400	207 706 126
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(175 819 743)
Total - Charges d'immobilisations redressées	35 881 400	31 886 383

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	73 530 100	340 622 875
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	6 206 631
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(281 528 992)
Total - Biens immobilisés redressés	73 530 100	65 300 514

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

Le ministère des Services aux ânés et de l'Accessibilité soutient la santé et le bien-être des personnes handicapées et des personnes âgées en Ontario. Il s'attache à améliorer leur qualité de vie en changeant les perceptions à leur égard et en mettant de l'avant les avantages d'un Ontario inclusif, accessible et diversifié du point de vue de l'âge, où chacun est respecté et peut participer. Le ministère travaille avec l'ensemble du gouvernement ainsi qu'avec les collectivités, les entreprises et d'autres partenaires pour exécuter des programmes et services visant à créer des environnements socio-économiques qui, d'une part, aident les Ontariennes et Ontariens âgés à rester actifs, en santé, autonomes et engagés dans leurs collectivités et, d'autre part, établissent les conditions propices à l'élimination des obstacles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière autonome et être des acteurs à part entière de leur collectivité et de l'économie. De plus, le ministère surveille ou administre, selon le cas, la *Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées*, la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*, la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario*, la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et la *Loi de 2021 sur la Semaine de reconnaissance des ânés bénévoles*.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3501 Programme d'administration du ministère	8 533 700	7 562 700	971 000	6 756 492
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	168 997 500	169 376 600	(379 100)	223 707 796
3503 Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 046 400	7 932 700	113 700	6 752 978
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	185 577 600	184 872 000	705 600	237 217 266
Crédits législatifs	66 014	66 014	-	65 968
Total du ministère - Charges de fonctionnement	185 643 614	184 938 014	705 600	237 283 234
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	185 643 614	184 938 014	705 600	237 283 234
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	185 647 614	184 942 014	705 600	237 283 234

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information et d'administration à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	8 533 700	7 562 700	971 000	6 756 492
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 533 700	7 562 700	971 000	6 756 492
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	8 597 714	7 626 714	971 000	6 822 460
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3501-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	6 536 900
	Avantages sociaux	627 700
	Transports et communications	83 100
	Services	1 259 900
	Fournitures et matériel	26 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	8 533 700
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	8 597 714
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3501-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3501-2	Administration du ministère - immobilisations	
	Améliorations locatives	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Le ministère élabore, met en œuvre et évalue des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et à contribuer à l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés socialement et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur participation au sein de la collectivité, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; faire avancer l'accessibilité et éduquer les intervenants sur la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dans le cadre du programme InterActions pour le changement et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	168 997 500	169 376 600	(379 100)	223 707 796
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	168 997 500	169 376 600	(379 100)	223 707 796
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	168 998 500	169 377 600	(379 100)	223 707 796
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3502-1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Traitements et salaires		6 410 700
	Avantages sociaux		680 800
	Transports et communications		47 100
	Services		802 200
	Fournitures et matériel		21 400
	Paievements de transfert		
	Accessibilité - paiement de transfert	1 500 000	
	Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	15 628 100	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins " domicile " l'attention des aînés	119 364 300	
	Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées	24 542 900	161 035 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		168 997 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		168 998 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3502-3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		2 000
BIENS IMMOBILISÉS			
3502-2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Investissements dans des immobilisations corporelles		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2024-2025

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Le ministre encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la guidance générale et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, de l'examen législatif de la LAPHO même, tel que l'exige celle-ci, ainsi que de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministre assure également la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministre mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., outils, webinaires et ressources pédagogiques) à l'intention des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic ainsi qu'au public pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 046 400	7 932 700	113 700	6 752 978
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		8 046 400	7 932 700	113 700	6 752 978
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		8 047 400	7 933 700	113 700	6 752 978

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES (\$)		
CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3503-1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	
	Traitements et salaires	4 878 400
	Avantages sociaux	515 200
	Transports et communications	129 500
	Services	2 508 800
	Fournitures et matériel	14 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	8 046 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 047 400

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

Le ministre du Solliciteur général est déterminé à assurer la sécurité dans toutes les collectivités de l'Ontario. Pour s'acquitter de ce mandat, les responsabilités du ministre se divisent en deux volets : la sécurité communautaire et les services correctionnels. Dans le cadre de son mandat lié à la sécurité communautaire, le ministre est responsable du soutien aux initiatives de prévention du crime aux échelons local et provincial, en établissant les normes provinciales pour les services de police et en assurant la surveillance de ces services. Le ministre coordonne les initiatives de sécurité publique au sein des services municipaux, des services d'incendie et des services d'urgence. Il surveille par ailleurs la gouvernance et la délivrance de permis aux agents de sécurité et aux enquêteurs privés et est directement responsable du système ontarien d'application en matière de bien-être animal.

Dans le cadre de son mandat lié aux services correctionnels, le ministre exploite un système correctionnel pour adultes sûr, efficace et responsable incluant des établissements correctionnels et des bureaux régionaux de probation et de libération conditionnelle dans toute la province. Le ministre est responsable de la sécurité et du bien-être du personnel des services correctionnels ainsi que des personnes en détention provisoire ou qui purgent une peine dans la communauté ou dans un établissement de garde.

Les organisations relevant du ministre qui contribuent à la sécurité communautaire incluent la Police provinciale de l'Ontario, le Bureau du coroner en chef, le Service de médecine légale de l'Ontario, le Bureau du commissaire des incendies (BCI) et Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels. Le ministre offre également de la formation aux premiers intervenants et au personnel de première ligne par l'entremise du Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels et du Collège de police de l'Ontario. Il élabore des cours de formation et propose aux services d'incendie locaux des simulateurs mobiles pour la formation des pompiers par l'intermédiaire du BCI.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2601 Administration du ministre	64 303 800	21 796 200	42 507 600	78 623 395
2603 Division de la sécurité publique	477 820 300	425 284 000	52 536 300	473 287 428
2604 Police provinciale de l'Ontario	1 610 992 500	1 449 409 500	161 583 000	1 390 108 123
2605 Services correctionnels	1 101 111 600	1 089 348 800	11 762 800	1 195 854 484
2606 Services technologiques pour la justice	78 456 100	81 310 200	(2 854 100)	63 429 617
2607 Organismes, conseils et commissions	7 367 800	892 600	6 475 200	1 037 497
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	113 664 500	89 892 200	23 772 300	99 641 139
2610 Division des politiques stratégiques	6 922 300	6 838 300	84 000	7 686 719
2612 Service d'inspection	11 042 300	8 669 100	2 373 200	7 577 867
2614 Télécommunications des services d'urgence	278 234 300	218 629 200	59 605 100	127 506 699
2615 Données, renseignements et initiatives stratégiques	8 650 900	6 098 300	2 552 600	19 521 114
2616 Services de santé	81 858 100	28 095 200	53 762 900	4 872 134
2617 Infrastructure	163 725 700	159 205 000	4 520 700	179 520 892
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 004 150 200	3 585 468 600	418 681 600	3 648 667 108
Crédits législatifs	132 187	4 862 187	(4 730 000)	11 279 700
Total du ministre - Charges de fonctionnement	4 004 282 387	3 590 330 787	413 951 600	3 659 946 808

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Metrolinx	-	-	-	(2 945 354)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	-	-	-	(236 497)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(497 408)
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(298 601)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(29 373 300)	(26 326 300)	(3 047 000)	(23 148 887)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(191 819 600)	(186 082 800)	(5 736 800)	(202 376 284)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 783 089 487	3 377 921 687	405 167 800	3 430 443 777
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2606 Services technologiques pour la justice	5 300 000	5 000 000	300 000	4 099 652
2614 Télécommunications des services d'urgence	2 908 500	3 000 000	(91 500)	2 064 023
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	8 208 500	8 000 000	208 500	6 163 675
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	8 208 500	8 000 000	208 500	6 163 675

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	40 522 000	10 002 000	30 520 000	10 376 952
2604 Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	323 898
2605 Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
2606 Services technologiques pour la justice	1 000	1 000	-	-
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	1 000	1 000	-	-
2610 Division des politiques stratégiques	1 000	1 000	-	-
2614 Télécommunications des services d'urgence	4 850 400	956 400	3 894 000	-
2616 Services de santé	1 000	-	1 000	-
2617 Infrastructure	151 071 400	67 661 300	83 410 100	77 805 883
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	196 826 800	79 001 700	117 825 100	88 506 733
Crédits législatifs	83 798 600	41 816 200	41 982 400	19 276 524
Total du ministère - Charges d'immobilisations	280 625 400	120 817 900	159 807 500	107 783 257
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(82 152 700)	(62 891 800)	(19 260 900)	(62 008 963)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(68 918 700)	(4 769 500)	(64 149 200)	(4 366 672)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	129 554 000	53 156 600	76 397 400	41 407 622

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	2 644 600	2 173 600	471 000	1 055 874
2604 Police provinciale de l'Ontario	69 501 000	49 763 300	19 737 700	26 385 415
2605 Services correctionnels	151 000	151 000	-	102 034 588
2606 Services technologiques pour la justice	9 103 000	10 120 300	(1 017 300)	5 696 605
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	33 648 100	3 770 000	29 878 100	-
2614 Télécommunications des services d'urgence	308 211 200	332 164 500	(23 953 300)	63 661 213
2616 Services de santé	1 000	-	1 000	-
2617 Infrastructure	382 703 900	296 302 800	86 401 100	79 982 568
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	805 964 800	694 446 500	111 518 300	278 816 263
Total du ministère - Biens immobilisés	805 964 800	694 446 500	111 518 300	278 816 263
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	3 912 643 487	3 431 078 287	481 565 200	3 471 851 399

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information et de services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	64 303 800	21 796 200	42 507 600	78 623 395
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	64 303 800	21 796 200	42 507 600	78 623 395
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	10 833 627
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000	50 000	-	50 000
	Total - Crédits législatifs	131 187	131 187	-	10 962 188
	Total - Charges de fonctionnement	64 434 987	21 927 387	42 507 600	89 585 583
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Administration du ministère - charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		50 918 300
	Avantages sociaux		1 848 200
	Transports et communications		634 300
	Services		10 395 600
	Fournitures et matériel		507 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		64 303 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 980 200	
	Avantages sociaux	305 800	
	Transports et communications	72 600	
	Services	241 100	
	Fournitures et matériel	80 300	3 680 000
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	44 943 500	
	Avantages sociaux	1 158 200	
	Transports et communications	386 500	
	Services	511 400	
	Fournitures et matériel	288 500	47 288 100
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 969 600	
	Avantages sociaux	380 800	
	Transports et communications	79 900	
	Services	242 800	
	Fournitures et matériel	73 600	3 746 700
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	25 000	
	Avantages sociaux	3 400	
	Transports et communications	95 300	
	Services	9 400 300	
	Fournitures et matériel	65 000	9 589 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		64 303 800

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministre	64 434 987
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2601-5	Administration du ministre - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Administration du ministre	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
2601-4	Administration du ministre	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Administration du ministre	1 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations d'application de la loi axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	1 768 300	1 050 300	718 000	839 209
5	Direction des relations extérieures	374 114 400	341 061 700	33 052 700	377 310 530
6	Services privés de sécurité et d'enquête	5 331 600	3 706 800	1 624 800	4 715 779
7	Centre des sciences judiciaires	30 781 600	31 660 100	(878 500)	31 745 263
10	Collège de police de l'Ontario	38 560 600	26 751 400	11 809 200	27 286 727
11	Services relatifs au bien-être des animaux	27 263 800	21 053 700	6 210 100	31 389 920
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		477 820 300	425 284 000	52 536 300	473 287 428
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les procureurs de la Couronne</i>	-	4 730 000	(4 730 000)	-
Total - Crédits législatifs		-	4 730 000	(4 730 000)	-
Total - Charges de fonctionnement		477 820 300	430 014 000	47 806 300	473 287 428

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	Division de la sécurité publique	40 522 000	10 002 000	30 520 000	10 376 952
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	40 522 000	10 002 000	30 520 000	10 376 952
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 002 200	1 194 900	(192 700)	772 687
	Total - Crédits législatifs	1 002 200	1 194 900	(192 700)	772 687
	Total - Charges d'immobilisations	41 524 200	11 196 900	30 327 300	11 149 639
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Division de la sécurité publique	2 644 600	2 173 600	471 000	1 055 874
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 644 600	2 173 600	471 000	1 055 874
	Total - Biens immobilisés	2 644 600	2 173 600	471 000	1 055 874

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-1	Division de la sécurité publique - Bureau du sous-ministre adjoint	
	Traitements et salaires	1 046 300
	Avantages sociaux	46 500
	Transports et communications	18 900
	Services	645 300
	Fournitures et matériel	11 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 768 300
2603-5	Direction des relations extérieures	
	Traitements et salaires	9 150 200
	Avantages sociaux	1 127 100
	Transports et communications	886 500
	Services	15 006 800
	Fournitures et matériel	470 600
	Paiements de transfert	
	Fonds pour les agents des Premières Nations	6 650 000
	Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	88 702 300
	Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000
	Subventions diverses - Services policiers	42 005 800
	Subvention pour des collectivités sœurs et dynamiques	855 000
	Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	84 585 100
	Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	750 000
	Ontario Association of Crime Stoppers	225 000
	Sécurité des tribunaux	125 000 000
	Total partiel	377 814 400
	Moins : Recouvrements	3 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	374 114 400

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-6	Services privés de sécurité et d'enquête	
	Traitements et salaires	2 089 800
	Avantages sociaux	292 500
	Transports et communications	202 500
	Services	1 659 900
	Fournitures et matériel	1 086 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 331 600
2603-7	Centre des sciences judiciaires	
	Traitements et salaires	21 205 300
	Avantages sociaux	3 244 600
	Transports et communications	527 800
	Services	2 217 200
	Fournitures et matériel	3 586 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	30 781 600
2603-10	Collège de police de l'Ontario	
	Traitements et salaires	15 932 200
	Avantages sociaux	1 637 400
	Transports et communications	1 503 900
	Services	15 679 300
	Fournitures et matériel	3 808 800
	Total partiel	38 561 600
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	38 560 600
2603-11	Services relatifs au bien-être des animaux	
	Traitements et salaires	19 283 900
	Avantages sociaux	1 483 700
	Transports et communications	328 500
	Services	4 029 100
	Fournitures et matériel	2 138 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	27 263 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	477 820 300

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2603-9	Division de la sécurité publique		
	Paielements de transfert		
	Équipement des services policiers	2 000 000	
	Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	38 520 000	40 520 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		40 522 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 002 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Division de la sécurité publique		41 524 200
BIENS IMMOBILISÉS			
2603-8	Division de la sécurité publique		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		2 643 600
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		2 644 600
	Total (Biens immobilisés) - Division de la sécurité publique		2 644 600

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les vols d'automobiles, le respect des conditions de mise en liberté sous caution, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves et la cybercriminalité. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prévues par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services ministériels et stratégiques	272 760 600	241 539 600	31 221 000	226 235 509
2	Bureau du contrôle leur des armes à feu	7 165 500	7 167 300	(1 800)	6 795 009
3	Enquêtes et crime organisé	242 192 500	207 746 500	34 446 000	194 588 837
4	Services régionaux et circulation	981 919 400	921 465 000	60 454 400	881 397 608
5	Gestion du parc automobile	106 954 500	71 491 100	35 463 400	81 091 160
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 610 992 500	1 449 409 500	161 583 000	1 390 108 123
L	Paiements en vertu de la <i>Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers</i>	1 000	1 000	-	317 512
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	317 512
	Total - Charges de fonctionnement	1 610 993 500	1 449 410 500	161 583 000	1 390 425 635

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	323 898
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	376 000	376 000	-	323 898
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	21 528 500	18 494 300	3 034 200	12 808 260
	Total - Crédits législatifs	21 528 500	18 494 300	3 034 200	12 808 260
	Total - Charges d'immobilisations	21 904 500	18 870 300	3 034 200	13 132 158
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Police provinciale de l'Ontario	69 501 000	49 763 300	19 737 700	26 385 415
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	69 501 000	49 763 300	19 737 700	26 385 415
	Total - Biens immobilisés	69 501 000	49 763 300	19 737 700	26 385 415

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-1	Services ministériels et stratégiques	
	Traitements et salaires	152 694 900
	Avantages sociaux	11 175 000
	Transports et communications	23 786 700
	Services	39 588 500
	Fournitures et matériel	47 363 100
	Total partiel	274 608 200
	Moins : Recouvrements	1 847 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	272 760 600
2604-2	Bureau du contrôleur des armes à feu	
	Traitements et salaires	4 194 600
	Avantages sociaux	560 400
	Transports et communications	99 500
	Services	2 207 300
	Fournitures et matériel	103 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 165 500
2604-3	Enquêtes et crime organisé	
	Traitements et salaires	164 067 300
	Avantages sociaux	15 175 100
	Transports et communications	10 494 800
	Services	44 253 800
	Fournitures et matériel	11 710 100
	Total partiel	245 701 100
	Moins : Recouvrements	3 508 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	242 192 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2604-4	Services régionaux et circulation	
	Traitements et salaires	802 915 700
	Avantages sociaux	147 176 900
	Transports et communications	12 155 400
	Services	41 045 000
	Fournitures et matériel	13 147 800
	Total partiel	1 016 440 800
	Moins : Recouvrements	34 521 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	981 919 400
2604-5	Gestion du parc automobile	
	Transports et communications	188 100
	Services	22 003 200
	Fournitures et matériel	88 287 800
	Total partiel	110 479 100
	Moins : Recouvrements	3 524 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	106 954 500
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Paiements en vertu de la <i>Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario	1 610 993 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2604-8	Police provinciale de l'Ontario		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	375 000	376 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		376 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		21 528 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Police provinciale de l'Ontario		21 904 500
BIENS IMMOBILISÉS			
2604-7	Police provinciale de l'Ontario		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		33 843 700
	Matériel de technologie de l'information		11 580 300
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		24 077 000
	Total à voter - Biens immobilisés		69 501 000
	Total (Biens immobilisés) - Police provinciale de l'Ontario		69 501 000

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605

Le ministre est déterminé à reformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par la mise à profit de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, le développement d'un leadership et d'autres ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités de tout l'Ontario. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et une réinsertion réussie des contrevenants, tout en favorisant la protection de la sécurité publique.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
Chiffres réels 2022-2023				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien opérationnel	26 037 600	23 046 700	2 990 900
2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels	12 285 100	13 169 100	(884 000)
3	Services en établissement	905 354 000	903 150 200	2 203 800
4	Services correctionnels communautaires	151 448 300	144 146 200	7 302 100
5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels	5 986 600	5 836 600	150 000
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 101 111 600	1 089 348 800	11 762 800
Total - Charges de fonctionnement		1 101 111 600	1 089 348 800	11 762 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
10	Services en établissement à charges liées aux biens immobiliers	1 000	1 000	-
11	Services communautaires à charges liées aux biens immobiliers	1 000	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	2 000	-
L	Amortissement - Services en établissement - Loi sur l'administration financière	836 100	681 100	155 000
Total - Crédits législatifs		836 100	681 100	155 000
Total - Charges d'immobilisations		838 100	683 100	155 000
BIENS IMMOBILISÉS				
8	Services en établissement	151 000	151 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		151 000	151 000	-
Total - Biens immobiliers		151 000	151 000	-

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires		19 045 200
	Avantages sociaux		2 819 600
	Transports et communications		357 100
	Services		3 181 800
	Fournitures et matériel		2 425 400
	Paievements de transfert		
	Réinsertion sociale et programmes spécialisés	1 076 000	
	Programme de travail communautaire	2 212 400	3 288 400
	Total partiel		31 117 500
	Moins : Recouvrements		5 079 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		26 037 600
2605-2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		8 410 800
	Avantages sociaux		871 500
	Transports et communications		283 600
	Services		1 993 600
	Fournitures et matériel		725 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 285 100
2605-3	Services en établissement		
	Traitements et salaires		617 153 400
	Avantages sociaux		125 712 800
	Transports et communications		14 445 800
	Services		69 979 700
	Fournitures et matériel		71 844 600
	Paievements de transfert		
	Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	11 600	
	Programme de sensibilisation " la violence	192 300	
	Programmes de réadaptation des délinquants	6 013 800	6 217 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		905 354 000

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-4	Services correctionnels communautaires		
	Traitements et salaires		105 422 200
	Avantages sociaux		17 541 700
	Transports et communications		3 125 000
	Services		7 623 100
	Fournitures et matériel		1 136 400
	Paiements de transfert		
	Aide à la réinsertion sociale des détenus	25 000	
	Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	16 574 900	16 599 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		151 448 300
2605-5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		4 718 000
	Avantages sociaux		591 700
	Transports et communications		155 000
	Services		485 900
	Fournitures et matériel		36 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 986 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Services correctionnels		1 101 111 600

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2605-10	Services en établissement - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
2605-11	Services communautaires - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	836 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Services correctionnels	838 100
BIENS IMMOBILISÉS		
2605-8	Services en établissement	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	150 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	151 000
	Total (Biens immobilisés) - Services correctionnels	151 000

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606

Les Services technologiques pour la justice (STJ) assurent le leadership et prodiguent des conseils à leurs partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie en matière de technologie pour la FPO, qui concrétise et soutient les priorités opérationnelles et la modernisation dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services technologiques pour la justice	78 456 100	81 310 200	(2 854 100)	63 429 617
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	78 456 100	81 310 200	(2 854 100)	63 429 617
	Total - Charges de fonctionnement	78 456 100	81 310 200	(2 854 100)	63 429 617
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services technologiques pour la justice	5 300 000	5 000 000	300 000	4 099 652
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 300 000	5 000 000	300 000	4 099 652
	Total - Actifs de fonctionnement	5 300 000	5 000 000	300 000	4 099 652
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Services technologiques pour la justice à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 982 800	4 327 600	655 200	272 400
	Total - Crédits législatifs	4 982 800	4 327 600	655 200	272 400
	Total - Charges d'immobilisations	4 983 800	4 328 600	655 200	272 400
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Services technologiques pour la justice	9 103 000	10 120 300	(1 017 300)	5 696 605
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	9 103 000	10 120 300	(1 017 300)	5 696 605
	Total - Biens immobilisés	9 103 000	10 120 300	(1 017 300)	5 696 605

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2606-1	Services technologiques pour la justice	
	Traitements et salaires	37 669 500
	Avantages sociaux	4 984 400
	Transports et communications	21 596 900
	Services	155 682 700
	Fournitures et matériel	5 372 600
	Total partiel	225 306 100
	Moins : Recouvrements	146 850 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	78 456 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	78 456 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2606-3	Services technologiques pour la justice	
	Dépôts et charges payées d'avance	5 300 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	5 300 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	5 300 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2606-5	Services technologiques pour la justice - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 982 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Services technologiques pour la justice	4 983 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2606-4	Services technologiques pour la justice	
	Matériel de technologie de l'information	8 332 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	771 000
	Total " voter - Biens immobilisés	9 103 000
	Total (Biens immobilisés) - Services technologiques pour la justice	9 103 000

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	7 367 800	892 600	6 475 200	1 037 497
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		7 367 800	892 600	6 475 200	1 037 497
Total - Charges de fonctionnement		7 367 800	892 600	6 475 200	1 037 497

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2607-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires		1 424 500
	Avantages sociaux		203 300
	Transports et communications		86 000
	Services		5 630 000
	Fournitures et matériel		24 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 367 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police</i>			
	Traitements et salaires	983 200	
	Avantages sociaux	147 900	
	Transports et communications	40 000	
	Services	5 534 300	
	Fournitures et matériel	14 000	6 719 400
<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>			
	Traitements et salaires	441 300	
	Avantages sociaux	55 400	
	Transports et communications	46 000	
	Services	95 700	
	Fournitures et matériel	10 000	648 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 367 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Organismes, conseils et commissions		7 367 800

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies. Ces sections se consacrent à la détection des problèmes et à leur résolution par des initiatives efficaces de protection, de prévention, d'intervention, à caractère scientifique, d'enquête, de formation et d'éducation du public. Elles s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	70 611 900	64 210 900	6 401 000	68 729 904
8	Bureau du commissaire des incendies	43 052 600	25 681 300	17 371 300	30 911 235
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		113 664 500	89 892 200	23 772 300	99 641 139
Total - Charges de fonctionnement		113 664 500	89 892 200	23 772 300	99 641 139
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Planification et gestion des situations d'urgence	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 468 600	791 900	2 676 700	580 571
Total - Crédits législatifs		3 468 600	791 900	2 676 700	580 571
Total - Charges d'immobilisations		3 469 600	792 900	2 676 700	580 571
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Planification et gestion des situations d'urgence	33 648 100	3 770 000	29 878 100	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		33 648 100	3 770 000	29 878 100	-
Total - Biens immobilisés		33 648 100	3 770 000	29 878 100	-

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2609-5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	
	Traitements et salaires	25 998 500
	Avantages sociaux	4 488 100
	Transports et communications	2 167 500
	Services	35 275 000
	Fournitures et matériel	1 032 800
	Paielements de transfert	
	Subventions pour les services judiciaires	1 650 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	70 611 900
2609-8	Bureau du commissaire des incendies	
	Traitements et salaires	18 100 700
	Avantages sociaux	2 886 700
	Transports et communications	692 500
	Services	7 021 800
	Fournitures et matériel	1 185 900
	Paielements de transfert	
	Subvention pour la sécurité incendie	13 165 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	43 052 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence	113 664 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2609-7	Planification et gestion des situations d'urgence	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 468 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Planification et gestion des situations d'urgence	3 469 600

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
2609-6	Planification et gestion des situations d'urgence	
	Machines et @quipement - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	22 234 400
	Parc automobile et flotte de bateaux - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	11 413 700
	Total " voter - Biens immobilis@s	33 648 100
	Total (Biens immobilis@s) - Planification et gestion des situations d'urgence	33 648 100

DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2610

La Division des politiques stratégiques est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice "l'appui du ministre et du gouvernement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division des politiques stratégiques	6 922 300	6 838 300	84 000	7 686 719
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 922 300	6 838 300	84 000	7 686 719
	Total - Charges de fonctionnement	6 922 300	6 838 300	84 000	7 686 719
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Division des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2610, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2610-1	Division des politiques stratégiques	
	Traitements et salaires	5 566 800
	Avantages sociaux	761 200
	Transports et communications	240 900
	Services	93 500
	Fournitures et matériel	231 500
	Paiements de transfert	
	Subventions diverses - services administratifs	28 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	6 922 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Division des politiques stratégiques	6 922 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2610-4	Division des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Division des politiques stratégiques	2 000

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (la Loi) et ses règlements établissent un cadre législatif moderne en matière de sécurité publique. Un de ses volets essentiels est le poste d'inspecteur général des services policiers de l'Ontario, dont les fonctions et les pouvoirs indépendants sont assumés par une nouvelle entité réglementaire moderne : les Services d'inspection des services policiers (SISP) : dans le but de veiller à la surveillance et l'observation de la Loi. Les SISP, les premiers du genre au Canada, favoriseront l'amélioration des résultats en sécurité publique au moyen d'un solide système de conseil, de surveillance, d'inspection et d'enquête soutenu par la collecte, l'analyse et l'interprétation des données. À l'entrée en vigueur de la Loi, le 1er avril 2024, les SISP seront pleinement opérationnels pour l'exécution des fonctions et des pouvoirs de l'inspecteur général, conformément à la partie VII de la Loi.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Service d'inspection	11 042 300	8 669 100	2 373 200	7 577 867
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 042 300	8 669 100	2 373 200	7 577 867
	Total - Charges de fonctionnement	11 042 300	8 669 100	2 373 200	7 577 867

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2612-2	Service d'inspection	
	Traitements et salaires	6 534 300
	Avantages sociaux	889 700
	Transports et communications	355 100
	Services	2 998 100
	Fournitures et matériel	265 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 042 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Service d'inspection	11 042 300

TELECOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) assure une surveillance et un soutien spécifiques pour trois programmes de télécommunications à grande échelle du ministère actuellement en cours : 1) Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) 2) les Services 9-1-1 de prochaine génération et 3) l'élaboration d'un réseau à large bande pour la sécurité publique. La Division est responsable de l'exécution du PRRSP modernisé, qui vise à soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province par une technologie numérique améliorée. La DTSE soutient la transition provinciale au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario. La Division dirige également l'élaboration du réseau à large bande pour la sécurité publique en collaboration avec des intervenants intergouvernementaux et d'autres partenaires ministériels.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Télécommunications des services d'urgence	278 234 300	218 629 200	59 605 100	127 506 699
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	278 234 300	218 629 200	59 605 100	127 506 699
	Total - Charges de fonctionnement	278 234 300	218 629 200	59 605 100	127 506 699
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Télécommunications des services d'urgence	2 908 500	3 000 000	(91 500)	2 064 023
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 908 500	3 000 000	(91 500)	2 064 023
	Total - Actifs de fonctionnement	2 908 500	3 000 000	(91 500)	2 064 023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Télécommunications des services d'urgence	4 850 400	956 400	3 894 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 850 400	956 400	3 894 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	46 334 500	11 432 800	34 901 700	1 844 461
	Total - Crédits législatifs	46 334 500	11 432 800	34 901 700	1 844 461
	Total - Charges d'immobilisations	51 184 900	12 389 200	38 795 700	1 844 461
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Télécommunications des services d'urgence	308 211 200	332 164 500	(23 953 300)	63 661 213
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	308 211 200	332 164 500	(23 953 300)	63 661 213
	Total - Biens immobilisés	308 211 200	332 164 500	(23 953 300)	63 661 213

TELECOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2614-1	Telecommunications des services d'urgence	
	Traitements et salaires	7 245 700
	Avantages sociaux	902 700
	Transports et communications	217 579 300
	Services	21 394 500
	Fournitures et matériel	2 114 100
	Paielements de transfert	
	Services 9-1-1 de prochaine gestion	71 998 000
	Total partiel	321 234 300
	Moins : Recouvrements	43 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	278 234 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Telecommunications des services d'urgence	278 234 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2614-3	Telecommunications des services d'urgence	
	Dépôts et charges payées d'avance	2 908 500
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	2 908 500
	Total (Actifs de fonctionnement) - Telecommunications des services d'urgence	2 908 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2614-2	Telecommunications des services d'urgence	
	Autres opérations	4 850 400
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 850 400
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	46 334 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Telecommunications des services d'urgence	51 184 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2614-4	Telecommunications des services d'urgence	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	129 441 300
	Matériel de technologie de l'information	178 769 900
	Total " voter - Biens immobilisés	308 211 200
	Total (Biens immobilisés) - Telecommunications des services d'urgence	308 211 200

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615

La Division des données, des renseignements et des initiatives stratégiques s'attache à faire progresser le secteur ontarien de la justice pénale par des services et des solutions fondés sur l'innovation, l'intégration numérique, les données et les analyses, les renseignements et la priorité accordée à la clientèle. La Division continuera de renforcer les capacités du ministère dans divers domaines : gestion de projet, gestion du changement, littératie et maturité numériques et approche Lean.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Données, renseignements et initiatives stratégiques	8 650 900	6 098 300	2 552 600	19 521 114
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		8 650 900	6 098 300	2 552 600	19 521 114
Total - Charges de fonctionnement		8 650 900	6 098 300	2 552 600	19 521 114

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2615-1	Données, renseignements et initiatives stratégiques		
	Traitements et salaires		3 418 400
	Avantages sociaux		575 300
	Services		4 657 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			8 650 900
Total (Charges de fonctionnement) - Données, renseignements et initiatives stratégiques			8 650 900

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616

Les Services de santé assurent le leadership stratégique pour faire progresser un modèle accrédité de soins de santé. Ils appuient une norme de soins équivalente aux soins de santé communautaires et qui prenne en compte l'équité en matière de santé et l'adaptation à la culture. Ces services sont chargés d'établir une autonomie en matière de soins cliniques et une surveillance indépendante des ressources et du personnel de soins de santé, de rester en lien avec les partenaires du système de santé pour s'assurer de l'accès aux soins aux points de transition et de l'adoption de pratiques exemplaires, et de soutenir la santé mentale et le bien-être du personnel de la sécurité publique par des initiatives organisationnelles axées sur le mieux-être ainsi que par la promotion de l'intervention précoce et de l'accès des services de santé mentale spécialisés.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de santé	81 858 100	28 095 200	53 762 900	4 872 134
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	81 858 100	28 095 200	53 762 900	4 872 134
	Total - Charges de fonctionnement	81 858 100	28 095 200	53 762 900	4 872 134
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services de santé	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	604 500	-	604 500	-
	Total - Crédits législatifs	604 500	-	604 500	-
	Total - Charges d'immobilisations	605 500	-	605 500	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services de santé	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2616-1	Services de santé		
	Traitements et salaires		2 518 900
	Avantages sociaux		358 500
	Transports et communications		38 400
	Services		31 611 600
	Fournitures et matériel		23 755 100
	Paievements de transfert		
	Unité de traitement en milieu fermé	15 410 600	
	Services de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique	8 165 000	23 575 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		81 858 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Services de santé		81 858 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2616-2	Services de santé		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		604 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Services de santé		605 500
BIENS IMMOBILISÉS			
2616-3	Services de santé		
	Matériel de technologie de l'information		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services de santé		1 000

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617

La Division de l'infrastructure assure le leadership stratégique pour la supervision des projets d'immobilisations et d'infrastructure du ministère, y compris les locaux loués, de l'approvisionnement et l'achèvement de la construction, ainsi que pour le respect de la conformité avec les normes techniques du ministère relativement aux besoins en génie et en conception architecturale. Le programme est responsable de gérer à long terme les politiques et normes régissant les immobilisations. Il supervise la construction de nouvelles installations et la réparation d'installations existantes au moyen de modèles de prestation rapides, traditionnels et axés sur les partenariats publics-privés en matière de passation de marchés pour l'infrastructure, en collaboration stratégique avec le ministère de l'infrastructure, Infrastructure Ontario et d'autres ministères partenaires.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure	163 725 700	159 205 000	4 520 700	179 520 892
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	163 725 700	159 205 000	4 520 700	179 520 892
	Total - Charges de fonctionnement	163 725 700	159 205 000	4 520 700	179 520 892
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Infrastructure	151 071 400	67 661 300	83 410 100	77 805 883
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	151 071 400	67 661 300	83 410 100	77 805 883
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	5 039 400	4 891 600	147 800	2 337 321
	Total - Crédits législatifs	5 039 400	4 891 600	147 800	2 337 321
	Total - Charges d'immobilisations	156 110 800	72 552 900	83 557 900	80 143 204
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure	382 703 900	296 302 800	86 401 100	79 982 568
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	382 703 900	296 302 800	86 401 100	79 982 568
	Total - Biens immobilisés	382 703 900	296 302 800	86 401 100	79 982 568

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2617-1	Infrastructure		
	Traitements et salaires	2 019 500	
	Avantages sociaux	311 700	
	Transports et communications	162 000	
	Services	121 100 800	
	Fournitures et matériel	44 900	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	40 086 800	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	163 725 700	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Infrastructure</i>			
	Traitements et salaires	2 019 500	
	Avantages sociaux	311 700	
	Transports et communications	162 000	
	Services	92 500	
	Fournitures et matériel	44 900	2 630 600
<i>Coûts des locaux</i>			
	Services	88 789 400	88 789 400
<i>Coûts contractuels liés aux projets réalisés dans le cadre d'un PPP</i>			
	Services	32 218 900	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	40 086 800	72 305 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	163 725 700	
	Total (Charges de fonctionnement) - Infrastructure	163 725 700	

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2617-2	Infrastructure	
	Services	38 415 200
	Fournitures et matériel	4 000
	Autres opérations	112 652 200
	Total " voter - Charges d'immobilisations	151 071 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	5 039 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Infrastructure	156 110 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2617-3	Infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	41 124 300
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	332 242 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	500 000
	Matériel de technologie de l'information	8 837 100
	Total " voter - Biens immobilisés	382 703 900
	Total (Biens immobilisés) - Infrastructure	382 703 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	3 590 330 787	3 682 865 436
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	-	(22 918 628)
Total - Charges de fonctionnement redressées	3 590 330 787	3 659 946 808

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

Le ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS) soutient l'économie de l'Ontario, crée des emplois et améliore la qualité de vie dans les collectivités de la province en donnant les moyens nécessaires à ses secteurs.

Les secteurs du tourisme, de la culture et du sport sont pour l'Ontario de solides moteurs économiques. Le ministère soutient les expériences touristiques et culturelles, les principales attractions, les organismes clés et les industries des arts et des médias culturels. Il promeut la participation aux sports et aux loisirs et les événements de ce type dans toute la province.

Le ministère soutient la croissance économique et améliore la qualité de vie en assumant les fonctions suivantes :

• Exécuter des programmes pour l'industrie touristique, notamment par l'entremise des organismes touristiques régionaux de l'Ontario.

• Encourager les investissements et l'élaboration de nouveaux produits par le secteur privé, soutenir les festivals et autres manifestations, mener des études pour étayer les décisions des entreprises et promouvoir l'Ontario comme destination touristique.

• Surveiller les programmes soutenant les industries culturelles, les artistes et les organismes voués aux arts, les bibliothèques publiques, les musées communautaires ainsi que les organismes à but non lucratif et de bienfaisance partout en Ontario.

• Soutenir les programmes destinés aux organismes provinciaux sans but lucratif voués aux loisirs et au sport amateur et surveiller les événements de sports de combat professionnels dans tout l'Ontario.

• Prendre des mesures en réponse aux actes de violence dans les sports afin de soutenir une participation sécuritaire de toutes et tous.

• Superviser onze organismes régis par un conseil d'administration et deux entités recevant des paiements de transfert pour leur fonctionnement, et administrer directement deux attractions touristiques historiques.

Le ministère finance, réglemente, élabore et exécute un grand nombre de programmes et d'initiatives, directement et par l'entremise de ses partenaires et organismes. Le ministère assure également la surveillance d'organismes provinciaux des secteurs du tourisme et de la culture qui renforcent le bien-être économique et social de l'Ontario et y contribuent. Les efforts réguliers du ministère et les investissements dans ses programmes soutiennent les partenaires et les intervenants du secteur et leur permettent de renforcer leur avantage concurrentiel et d'atteindre une croissance durable, de créer des emplois, de promouvoir le développement économique et la modernisation et d'aider les collectivités à se développer et à réussir en mettant de l'avant leurs atouts et en attirant des visiteurs potentiels.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3801 Programme d'administration du ministère	24 428 100	23 548 300	879 800	25 786 363
3803 Sports, loisirs et programmes communautaires	60 664 600	57 814 200	2 850 400	54 561 972
3805 Programmes du tourisme et de la culture	92 014 900	91 534 400	480 500	319 407 012
3806 Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
3808 Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 034 448 800	906 067 300	128 381 500	884 281 438
3811 Programmes relatifs aux organismes	209 540 300	204 111 500	5 428 800	209 860 789
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 524 653 700	1 386 632 700	138 021 000	1 597 454 574
Crédits législatifs	83 187	83 187	-	82 635
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 524 736 887	1 386 715 887	138 021 000	1 597 537 209

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	55 035 800	47 015 700	8 020 100	41 586 459
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	(1 589 200)	(901 000)	(688 200)	4 268 928
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	21 732 100	22 037 000	(304 900)	28 287 630
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	46 801 300	39 744 200	7 057 100	41 838 516
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	8 371 100	2 011 100	6 360 000	1 037 098
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	112 497 900	89 372 900	23 125 000	84 546 953
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	21 115 100	16 187 800	4 927 300	15 668 776
Redressement de consolidation - Science Nord	12 949 700	7 096 200	5 853 500	16 760 719
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	17 983 600	14 352 700	3 630 900	15 209 364
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 172 000)	(935 400)	(236 600)	(930 316)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 818 462 287	1 622 697 087	195 765 200	1 845 811 336

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3801 Programme d'administration du ministère	4 000	4 000	-	-
3804 Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	85 174 400	42 668 400	42 506 000	33 435 453
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	85 180 400	42 674 400	42 506 000	33 435 453
Crédits législatifs	4 000	4 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	85 184 400	42 678 400	42 506 000	33 435 453
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	11 400 000	11 000 000	400 000	10 712 565
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	303 200	584 000	(280 800)	631 048
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	94 000	81 000	13 000	119 135
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(2 117 719)
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	14 414 400	14 100 000	314 400	10 446 832
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	214 600	222 300	(7 700)	225 983
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	14 520 800	12 929 900	1 590 900	11 200 461
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	5 484 100	4 830 000	654 100	2 924 802
Redressement de consolidation - Science Nord	2 850 000	3 010 600	(160 600)	2 385 511
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	1 769 500	(4 530 800)	6 300 300	(2 929 663)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	136 235 000	84 905 400	51 329 600	67 034 408

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
3801 Programme d'administration du ministère	3 000	3 000	-	-
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	1 954 697 287	1 707 602 487	247 094 800	1 912 845 744

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre, ainsi que la Division des services régionaux et ministériels, la Direction des communications et la Direction des services juridiques. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien et exécution des programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). La Division des services régionaux et ministériels et la Direction des services juridiques servent plusieurs ministères clients.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 428 100	23 548 300	879 800	25 786 363
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 428 100	23 548 300	879 800	25 786 363
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	82 635
	Total - Charges de fonctionnement	24 508 287	23 628 487	879 800	25 868 998
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	4 000	4 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	4 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 000	6 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 000	3 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		17 454 200
	Avantages sociaux		1 941 900
	Transports et communications		920 400
	Services		3 526 700
	Fournitures et matériel		584 900
	Paielements de transfert		
	Programme Expérience Ét®		1 000
	Total partiel		24 429 100
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 428 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 651 700	
	Avantages sociaux	302 100	
	Transports et communications	191 100	
	Services	86 300	
	Fournitures et matériel	83 400	3 314 600
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 162 100	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	48 000	
	Services	90 500	
	Fournitures et matériel	121 000	2 770 000
<i>Technologie de l'information</i>			
	Services	1 155 100	1 155 100
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	17 500	
	Services	2 095 000	
	Fournitures et matériel	12 400	2 124 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services régionaux			
Traitements et salaires	6 147 400		
Avantages sociaux	614 500		
Transports et communications	541 200		
Fournitures et matériel	227 100		
Paielements de transfert			
Programme Expérience Été	1 000		
Total partiel	7 531 200		
Moins : Recouvrements	1 000		7 530 200
Ressources humaines			
Traitements et salaires	1 290 000		
Avantages sociaux	91 000		
Transports et communications	24 400		
Services	53 700		
Fournitures et matériel	26 200		1 485 300
Services de soutien financier et administratif			
Traitements et salaires	3 243 700		
Avantages sociaux	380 200		
Transports et communications	70 000		
Services	26 700		
Fournitures et matériel	95 300		3 815 900
Elaboration des politiques stratégiques et planification			
Traitements et salaires	1 959 300		
Avantages sociaux	205 700		
Transports et communications	28 200		
Services	19 400		
Fournitures et matériel	19 500		2 232 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			24 428 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	24 508 287
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3801-3	Administration du ministre	
	Autres opérations	4 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre	6 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3801-2	Administration du ministre	
	Terrains	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre	3 000

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803

Les secteurs des sports et des loisirs sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs en finançant des partenaires clés pour l'exécution de programmes qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers en vertu de la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*.

Le ministère gère le Programme ontarien d'accueil d'événements sportifs, qui accorde un financement fondé sur des projets pour aider les demandeurs à organiser des événements sportifs amateurs nationaux et internationaux en Ontario. Le ministère produit également cinq Jeux multisports dans le cadre de la marque Jeux de l'Ontario.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation et l'excellence, en collaboration avec les partenaires du secteur. L'objectif est de soutenir un solide système sportif qui encourage et accroît les possibilités pour les athlètes de tous âges et de toutes capacités.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport en agissant pour remplacer le cadre actuel par un nouveau système moderne de surveillance relevant de la *Loi de 2019 sur les sports de combat* et de ses règlements d'application.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sports, loisirs et programmes communautaires	60 664 600	57 814 200	2 850 400	54 561 972
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	60 664 600	57 814 200	2 850 400	54 561 972
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	60 665 600	57 815 200	2 850 400	54 561 972

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3803-1	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Traitements et salaires		4 496 600
	Avantages sociaux		438 400
	Transports et communications		380 200
	Services		713 100
	Fournitures et matériel		408 100
	Paielements de transfert		
	Fonds pour la promotion du sport	17 030 500	
	Soutien direct aux athlètes	3 100 000	
	Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs	3 172 000	
	Fonds pour les loisirs des Autochtones et des jeunes	21 102 200	
	Subventions pour les événements sportifs et les initiatives relatives au sport	9 823 500	54 228 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		60 664 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sports, loisirs et programmes communautaires		60 665 600

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de renovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination touristique et culturelle auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations touristiques et culturelles	85 174 400	42 668 400	42 506 000	33 435 453
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		85 174 400	42 668 400	42 506 000	33 435 453
Total - Charges d'immobilisations		85 174 400	42 668 400	42 506 000	33 435 453

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3804-1	Immobilisations touristiques et culturelles		
	Services		3 001 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Subventions " appui des sports et des loisirs	50 001 000	
	Soutien aux immobilisations dans le secteur des organismes et des attractions	2 100 000	
	Réparations et rénovations - immobilisations	30 071 400	82 172 400
Total " voter - Charges d'immobilisations			85 174 400
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations touristiques et culturelles			85 174 400

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Le ministre est responsable des programmes, des services et des politiques stratégiques, ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, aux musées communautaires, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministre travaille avec des partenaires aux fins suivantes : mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, la musique et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; favoriser une meilleure qualité de vie, la cohésion communautaire et l'exposition des expériences culturelles grâce aux musées communautaires; attirer des investissements du secteur privé pour contribuer à alimenter et renforcer la notoriété économique et régionale du tourisme en Ontario; verser des fonds à l'appui des festivals et d'autres événements afin d'enrichir la vie de toute la population ontarienne.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes du tourisme et de la culture	92 014 900	91 534 400	480 500	319 407 012
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	92 014 900	91 534 400	480 500	319 407 012
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	92 015 900	91 535 400	480 500	319 407 012
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES			
(\$)			
CRÉDIT -	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
POSTE			
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3805-1	Programmes du tourisme et de la culture		
	Traitements et salaires		7 953 100
	Avantages sociaux		858 000
	Transports et communications		148 700
	Services		972 300
	Fournitures et matériel		92 600
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des festivals, des événements et des attractions	19 500 000	
	Fonds pour les régions touristiques	19 954 200	
	Subventions pour le tourisme	1 000	
	Fonds pour le secteur des arts et de la culture	2 125 000	
	Mesures légiférées de soutien au secteur des bibliothèques	22 653 400	
	Fonds pour le secteur des bibliothèques	6 490 200	
	Subventions au secteur des bibliothèques	1 000	
	Mesures légiférées de soutien au secteur des musées	4 894 600	
	Subventions au secteur des musées	1 000	
	Subventions au secteur des arts et de la culture	5 870 800	
	Subventions " l'appui du développement et des investissements touristiques	500 000	81 991 200
	Total partiel		92 015 900
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		92 014 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes du tourisme et de la culture		92 015 900

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3805-3	Programmes du tourisme et de la culture	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes du tourisme et de la culture	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3805-2	Programmes du tourisme et de la culture	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes du tourisme et de la culture	1 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806

La Fondation Trillium de l'Ontario a pour mission de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en investissant dans des initiatives communautaires et en renforçant le poids du secteur "but non lucratif" de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
Total - Charges de fonctionnement		103 557 000	103 557 000	-	103 557 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
3806-1	Fondation Trillium de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	103 557 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs pour accroître les niveaux de production en Ontario dans les industries cinématographique et télévisuelle, le secteur des médias numériques interactifs et l'édition. Ces crédits d'impôt aident à stimuler l'activité économique et la création d'emplois en Ontario tout en rehaussant le profil culturel de la province.

Le programme est administré conjointement par Ontario Cratif, un organisme du ministère, et l'Agence du revenu du Canada.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre
				2024-2025
				et
				2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 034 448 800	906 067 300	128 381 500
	884 281 438			
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 034 448 800	906 067 300	128 381 500
				884 281 438
Total - Charges de fonctionnement		1 034 448 800	906 067 300	128 381 500
				884 281 438

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3808-1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		
	Paiements de transfert		
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 608 500	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	80 432 700	
	Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	322 806 900	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	102 027 700	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	524 573 000	1 034 448 800
Total " voter - Charges de fonctionnement			1 034 448 800
Total (Charges de fonctionnement) - Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels			1 034 448 800

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'attention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement et d'immobilisations des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes relatifs aux organismes	209 540 300	204 111 500	5 428 800	209 860 789
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	209 540 300	204 111 500	5 428 800	209 860 789
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	209 541 300	204 112 500	5 428 800	209 860 789
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3811-1	Programmes relatifs aux organismes		
	Traitements et salaires		7 583 600
	Avantages sociaux		1 061 000
	Transports et communications		161 200
	Services		1 898 800
	Fournitures et matériel		809 800
	Paiements de transfert		
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Science Nord	6 828 900	
	Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	35 450 300	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800	
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	198 025 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		209 540 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes relatifs aux organismes		209 541 300

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3811-3	Programmes relatifs aux organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes relatifs aux organismes	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3811-2	Programmes relatifs aux organismes	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes relatifs aux organismes	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 406 134 687	1 635 551 003
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(19 418 800)	(38 013 794)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 386 715 887	1 597 537 209

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	42 678 400	53 662 653
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(20 227 200)
Total - Charges d'immobilisations redressées	42 678 400	33 435 453

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le ministre gère et dirige le réseau de transport multimodal de la province pour offrir à la population de l'Ontario des choix sécuritaires, équitables, efficaces, durables et pratiques en matière de mobilité.

Le ministre est un chef de file mondial en matière de mobilité centrée sur la clientèle et travaille pour faire en sorte que la population et les entreprises puissent accéder facilement aux lieux, aux possibilités et aux services qui les aident à prospérer. Par des politiques, des programmes et des investissements stratégiques – notamment en matière d'entretien, de renouvellement et d'élargissement de l'infrastructure –, le ministre aide à bâtir une économie saine et la résilience future, et il stimule l'atteinte d'importants résultats sociaux partout en Ontario.

Les principaux programmes englobent la planification et l'investissement dans une infrastructure des transports tournée vers l'avenir, la surveillance du respect des plus hautes normes de sécurité publique et la prestation au public et à l'industrie de services de mobilité de calibre mondial pour renforcer la qualité de vie et la compétitivité de l'Ontario.

Pour s'acquitter de son mandat, le ministre travaille en partenariat avec ses clients et utilisateurs, ses organismes, d'autres ministères, les collectivités autochtones, les municipalités, les administrations voisines, le gouvernement fédéral et d'autres intervenants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministre	42 218 000	41 161 900	1 056 100	47 118 562
2702 Transports en commun	1 008 659 500	1 040 634 600	(31 975 100)	1 670 193 995
2703 Sécurité en matière de transport	114 328 400	105 347 300	8 981 100	141 388 112
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	56 293 000	30 939 500	25 353 500	50 924 607
2705 Groupement du travail et des transports	63 108 700	66 486 000	(3 377 300)	74 010 267
2706 Politiques et planification intégrées	28 185 600	27 255 600	930 000	23 555 593
2707 Opérations	651 961 600	603 163 300	48 798 300	675 841 826
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	131 187 100	101 917 200	29 269 900	177 925 237
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 095 941 900	2 016 905 400	79 036 500	2 860 958 199
Crédits législatifs	343 716 792	343 716 792	-	303 989 458
Total du ministre - Charges de fonctionnement	2 439 658 692	2 360 622 192	79 036 500	3 164 947 657

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hypothèques	-	-	-	(192 241)
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	121 763 400	116 023 500	5 739 900	74 717 823
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(5 206 100)	(5 206 100)	-	(1 807 858)
Redressement de consolidation - Metrolinx	713 396 700	778 350 800	(64 954 100)	517 991 276
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(9 391 800)	(8 994 000)	(397 800)	(9 809 291)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 260 220 892	3 240 796 392	19 424 500	3 745 847 366
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	1 000	-	-
2705 Groupement du travail et des transports	1 000	1 000	-	-
2706 Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
2707 Opérations	1 000	1 000	-	-
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	8 000	8 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	8 000	8 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	9 728 803 100	7 869 088 400	1 859 714 700	5 858 082 118
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	74 813
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	167 739 500	49 323 000	118 416 500	1 096 978
2707 Opérations	65 520 000	50 521 000	14 999 000	46 943 177
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 962 065 600	7 968 935 400	1 993 130 200	5 906 197 086
Crédits législatifs	1 348 498 900	1 311 367 200	37 131 700	1 221 934 732
Total du ministère - Charges d'immobilisations	11 310 564 500	9 280 302 600	2 030 261 900	7 128 131 818
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	(239 821 900)	(76 629 100)	(163 192 800)	(71 014 415)
Autre redressement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	638 718
Redressement de consolidation - Metrolinx	(7 232 229 500)	(5 317 688 200)	(1 914 541 300)	(4 171 083 806)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 838 513 100	3 885 985 300	(47 472 200)	2 886 672 315
BIENS IMMOBILISÉS				
2701 Programme d'administration du ministère	23 682 800	22 640 900	1 041 900	20 792 759
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	72 693 700	89 802 800	(17 109 100)	24 558 686
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	3 070 004 200	2 551 633 700	518 370 500	2 087 639 340
2707 Opérations	1 000	-	1 000	-
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 166 383 700	2 664 079 400	502 304 300	2 132 990 785
Total du ministère - Biens immobilisés	3 166 383 700	2 664 079 400	502 304 300	2 132 990 785
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	7 098 733 992	7 126 781 692	(28 047 700)	6 632 519 681

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
				Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien opérationnel	42 218 000	41 161 900	1 056 100
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	42 218 000	41 161 900	1 056 100
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	22 378	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-
	Total - Charges de fonctionnement	42 305 392	41 249 292	1 056 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	Soutien opérationnel	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 620 600	14 395 800	224 800	13 973 446
	Total - Crédits législatifs	14 620 600	14 395 800	224 800	13 973 446
	Total - Charges d'immobilisations	14 621 600	14 396 800	224 800	13 973 446
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	23 682 800	22 640 900	1 041 900	20 792 759
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	23 682 800	22 640 900	1 041 900	20 792 759
	Total - Biens immobilisés	23 682 800	22 640 900	1 041 900	20 792 759

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2701-1	Soutien opérationnel	
	Traitements et salaires	22 251 200
	Avantages sociaux	2 619 000
	Transports et communications	736 500
	Services	15 897 100
	Fournitures et matériel	1 340 200
	Total partiel	42 844 000
	Moins : Recouvrements	626 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	42 218 000
<i>Sous-postes :</i>		
<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	1 361 200
	Avantages sociaux	189 800
	Transports et communications	95 900
	Services	53 700
	Fournitures et matériel	37 700
	Total partiel	1 738 300
	Moins : Recouvrements	1 000
		1 737 300
<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	9 065 400
	Avantages sociaux	1 067 500
	Transports et communications	155 000
	Services	4 461 100
	Fournitures et matériel	119 400
	Total partiel	14 868 400
	Moins : Recouvrements	2 000
		14 866 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Installations et services opérationnels</i>		
	Traitements et salaires	5 428 700	
	Avantages sociaux	543 800	
	Transports et communications	342 100	
	Services	8 050 700	
	Fournitures et matériel	1 022 700	
	Total partiel	15 388 000	
	Moins : Recouvrements	620 000	14 768 000
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 793 300	
	Avantages sociaux	486 500	
	Transports et communications	60 200	
	Services	753 700	
	Fournitures et matériel	57 200	
	Total partiel	5 150 900	
	Moins : Recouvrements	1 000	5 149 900
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	2 602 600	
	Avantages sociaux	331 400	
	Transports et communications	43 300	
	Services	157 200	
	Fournitures et matériel	39 500	
	Total partiel	3 174 000	
	Moins : Recouvrements	1 000	3 173 000
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	40 000	
	Services	2 420 700	
	Fournitures et matériel	63 700	
	Total partiel	2 524 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 523 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			42 218 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	42 305 392
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2701-2	Soutien opérationnel	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2701-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	501 000
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	16 620 600
	Moins : Recouvrements	2 000 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	14 621 600
BIENS IMMOBILISÉS		
2701-3	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	23 682 800
	Total " voter - Biens immobilisés	23 682 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	23 682 800

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702

Le programme relatif aux transports en commun supervise les activités de conception, de réalisation et de prise de décision liées aux investissements de la province dans les transports en commun. Le programme est responsable de l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes de financement qui soutiennent et optimisent les transports en commun dans toute la province. Il supervise l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun ainsi que la conception et l'application de stratégies pour la planification, le financement et l'exécution de projets de transport en commun provinciaux et municipaux dans tout l'Ontario. Le programme est aussi responsable des négociations intergouvernementales concernant les investissements dans le transport en commun avec les administrations fédérale et municipales.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024
				Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration des transports en commun	12 532 700	11 090 400	1 442 300
2	Transports en commun	996 126 800	1 029 544 200	(33 417 400)
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 008 659 500	1 040 634 600	(31 975 100)
L	Financement des transports en commun municipaux, Loi réservant des fonds aux transports en commun	343 323 400	343 323 400	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	343 324 400	343 324 400	-
	Total - Charges de fonctionnement	1 351 983 900	1 383 959 000	(31 975 100)

1 974 091 847

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Transports en commun	9 728 803 100	7 869 088 400	1 859 714 700	5 858 082 118
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 728 803 100	7 869 088 400	1 859 714 700	5 858 082 118
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	9 728 804 100	7 869 089 400	1 859 714 700	5 858 082 118
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2702-1	Administration - transports en commun		
	Traitements et salaires		9 876 000
	Avantages sociaux		588 800
	Transports et communications		80 100
	Services		1 949 600
	Fournitures et matériel		39 200
	Total partiel		12 533 700
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 532 700
2702-2	Transports en commun		
	Paielements de transfert		
	Subventions de fonctionnement de Metrolinx	914 656 300	
	Fonds réservés aux transports en commun	343 323 400	
	Commission de transport Ontario Northland	73 848 300	
	Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	4 208 200	
	Société de transport d'Owen Sound	3 363 000	
	Fonds pour les programmes relatifs aux transports	50 000	
	Programme de subventions pour les transports communautaires	1 000	1 339 450 200
	Moins : Recouvrements		343 323 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		996 126 800
	Fonds réservés aux transports en commun		
	Autres opérations		
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>		343 323 400
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Transports en commun		1 351 983 900

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2702-4	Transports en commun		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Transports en commun		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2702-3	Transports en commun		
	Paiements de transfert		
	Metrolinx	8 614 886 000	
	Transports en commun des municipalités	816 585 700	
	Commission de transport Ontario Northland	266 600 400	
	Électrification des transports	20 000 000	
	Société de transport de Owen Sound	10 730 000	9 728 802 100
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		9 728 803 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Transports en commun		9 728 804 100
BIENS IMMOBILISÉS			
2702-7	Transports en commun		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Transports en commun		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore et gère l'exécution de l'ensemble des programmes, des politiques opérationnelles, de la législation et de la réglementation liés à la sécurité en matière de transport, surveille la conformité et mène des activités d'application de la loi du ressort de la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche, la sécurité et la conformité des véhicules automobiles et des transporteurs commerciaux, des programmes pilotes, l'amélioration de la conduite ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou vous à la sécurité, milieu médical, chercheurs universitaires, industrie des assurances, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité en matière de transport	114 328 400	105 347 300	8 981 100	141 388 112
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	114 328 400	105 347 300	8 981 100	141 388 112
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	300 000	300 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	300 000	300 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	114 628 400	105 647 300	8 981 100	141 388 112
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	74 813
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	74 813
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	24 007 800	27 126 500	(3 118 700)	29 871 550
	Total - Crédits législatifs	24 007 800	27 126 500	(3 118 700)	29 871 550
	Total - Charges d'immobilisations	24 008 800	27 127 500	(3 118 700)	29 946 363
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sécurité en matière de transport	72 693 700	89 802 800	(17 109 100)	24 558 686
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	72 693 700	89 802 800	(17 109 100)	24 558 686
	Total - Biens immobilisés	72 693 700	89 802 800	(17 109 100)	24 558 686

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2703-1	Sécurité en matière de transport		
	Traitements et salaires		63 171 100
	Avantages sociaux		10 315 900
	Transports et communications		2 557 100
	Services		35 521 300
	Fournitures et matériel		2 413 000
	Paielements de transfert		
	Subventions pour la sécurité publique	200 000	
	Subventions de recherche	150 000	
	Initiatives de sécurité en matière de transport	1 000	351 000
	Total partiel		114 329 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		114 328 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		114 628 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2703-2	Sécurité en matière de transport		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2703-4	Sécurité en matière de transport	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	24 007 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Sécurité en matière de transport	24 008 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2703-3	Sécurité en matière de transport	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	22 647 800
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	3 510 500
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	46 535 400
	Total à voter - Biens immobilisés	72 693 700
	Total (Biens immobilisés) - Sécurité en matière de transport	72 693 700

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport est chargé de collaborer avec d'autres divisions et d'autres ministères pour assurer une surveillance efficace de l'état de l'infrastructure de transport dont la province est le propriétaire ou l'exploitant et d'améliorer les immobilisations par des activités d'établissement de normes, de gestion des actifs, de conception et de génie ainsi que d'exécution des projets d'immobilisations. L'infrastructure de base gérée par ce programme est le réseau routier provincial, qui permet le transport sécuritaire des personnes et des biens et qui favorise la durabilité économique, environnementale et sociale en Ontario.

Les activités du programme comprennent la planification des investissements, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, la planification des projets de construction, la réparation et le renouvellement des immobilisations, la gestion des contrats, les évaluations environnementales et la production de la carte routière de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure des transports à fonctionnement	56 293 000	30 939 500	25 353 500	50 924 607
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	56 293 000	30 939 500	25 353 500	50 924 607
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	56 294 000	30 940 500	25 353 500	50 924 607
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Infrastructure des transports à gestion	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Génie des transports et construction	167 737 500	49 321 000	118 416 500	1 096 978
4	Travaux routiers en cours	1 000	1 000	-	-
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	167 739 500	49 323 000	118 416 500	1 096 978
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 309 067 100	1 269 042 500	40 024 600	1 177 288 345
	Total - Crédits législatifs	1 309 067 100	1 269 042 500	40 024 600	1 177 288 345
	Total - Charges d'immobilisations	1 476 806 600	1 318 365 500	158 441 100	1 178 385 323
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure des transports à gestion	3 070 004 200	2 551 633 700	518 370 500	2 087 639 340
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 070 004 200	2 551 633 700	518 370 500	2 087 639 340
	Total - Biens immobilisés	3 070 004 200	2 551 633 700	518 370 500	2 087 639 340

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2704-1	Infrastructure des transports - fonctionnement	
	Traitements et salaires	9 622 600
	Avantages sociaux	5 723 000
	Transports et communications	572 300
	Services	34 299 700
	Fournitures et matériel	420 700
	Paielements de transfert	
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700
	Autres opérations	29 053 200
	Total partiel	85 347 200
	Moins : Recouvrements	29 054 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	56 293 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	56 294 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2704-5	Infrastructure des transports - gestion	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	1 000

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2704-2	Génie des transports et construction		
	Paielements de transfert		
	Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	150 000 000	
	Routes et cession immobilière	17 381 000	
	Améliorations municipales et environnementales	1 000	167 382 000
	Autres opérations		356 500
	Total partiel		167 738 500
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		167 737 500
2704-4	Travaux routiers en cours		
	Traitements et salaires		110 326 700
	Avantages sociaux		17 558 300
	Transports et communications		2 100 000
	Services		8 169 800
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Total partiel		139 154 800
	Moins : Recouvrements		139 153 800
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
2704-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 309 067 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion de l'infrastructure de transport		1 476 806 600

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
2704-3	Infrastructure des transports - gestion	
	Terrains	599 805 800
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	1 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	1 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 073 975 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	750 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 000 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 201 000
	Total partiel	3 689 734 300
	Moins : Recouvrements	619 730 100
	Total à voter - Biens immobilisés	3 070 004 200
	Total (Biens immobilisés) - Gestion de l'infrastructure de transport	3 070 004 200

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705

Le Groupement du travail et des transports offre au ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences et au ministère des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI).

Le Groupement aide les ministères à offrir des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables en soutenant la gestion efficace des ressources en ITI, en optimisant les investissements en ITI et en permettant de nouvelles possibilités opérationnelles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services d'information et de technologie de l'information	63 011 200	66 388 500	(3 377 300)	73 952 002
3	Recouvrements d'autres ministères	97 500	97 500	-	58 265
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	63 108 700	66 486 000	(3 377 300)	74 010 267
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	66
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	66
	Total - Charges de fonctionnement	63 109 700	66 487 000	(3 377 300)	74 010 333
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Information et technologie de l'information	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2705-1	Services d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	36 607 600
	Avantages sociaux	4 795 600
	Transports et communications	617 700
	Services	99 096 500
	Fournitures et matériel	561 700
	Total partiel	141 679 100
	Moins : Recouvrements	78 667 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	63 011 200
2705-3	Recouvrements d'autres ministères	
	Traitements et salaires	1 260 300
	Avantages sociaux	161 900
	Transports et communications	50 000
	Services	9 145 600
	Fournitures et matériel	7 900
	Total partiel	10 625 700
	Moins : Recouvrements	10 528 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	97 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	63 109 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2705-2	Information et technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	1 000

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport pour garantir que les besoins de la population ontarienne en la matière soient intégrés et satisfaits, et ce, en soutenant un réseau de transport multimodal efficient.

Le programme élabore des outils et des politiques afin d'optimiser les investissements en infrastructure pour favoriser le développement économique et communautaire tout en soutenant un réseau de transport sécuritaire, durable, moderne, pratique et accessible.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification intégrées	28 185 600	27 255 600	930 000	23 555 593
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 185 600	27 255 600	930 000	23 555 593
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	3 194
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	3 194
	Total - Charges de fonctionnement	28 186 600	27 256 600	930 000	23 558 787
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2706-1	Politiques et planification intégrées	
	Traitements et salaires	17 995 700
	Avantages sociaux	1 575 600
	Transports et communications	824 200
	Services	6 962 200
	Fournitures et matériel	228 900
	Paiements de transfert	
	Subventions pour la participation et la sensibilisation	600 000
	Total partiel	28 186 600
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	28 185 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	28 186 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2706-2	Politiques et planification intégrées	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	1 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707

Le programme des opérations intègre la prestation des services ministériels dans toutes les régions de l'Ontario, se chargeant notamment de la gestion des relations avec les intervenants, de la gestion des couloirs routiers, de la gestion des situations d'urgence, de la conservation de l'infrastructure et de la protection de 16 900 kilomètres de routes provinciales et de 2 800 ponts, tout au long de l'année, ainsi que de l'entretien et des opérations.

Le programme est responsable des 29 aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des 16 services de traversiers à divers endroits disséminés dans la province, du financement des routes et chemins des Premières Nations et de celui des municipalités dans le cadre du Programme des routes de raccordement aux routes principales, de l'apport d'améliorations routières locales dans les communautés non enregistrées ainsi que des aires de service autoroutières (Onroute). Le programme gère les liens contractuels avec l'autoroute à péage 407 ETR et dirige des initiatives tel que le Programme pilote des zones de dépannage. Il veille à un flux continu de personnes, de biens et de services favorisant la prospérité économique.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Opérations et entretien	651 961 600	603 163 300	48 798 300	675 841 826
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	651 961 600	603 163 300	48 798 300	675 841 826
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	651 962 600	603 164 300	48 798 300	675 841 826
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Opérations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services aux usagers du système de transport	65 520 000	50 521 000	14 999 000	46 943 177
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	65 520 000	50 521 000	14 999 000	46 943 177
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	65 521 000	50 521 000	15 000 000	46 943 177
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Opérations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2707-1	Opérations et entretien		
	Traitements et salaires		70 303 700
	Avantages sociaux		10 594 200
	Transports et communications		4 228 900
	Services		585 862 300
	Fournitures et matériel		13 849 500
	Paiements de transfert		
	Travaux opérationnels par des tiers dans le cadre des projets routiers	6 901 000	
	Traversiers municipaux	3 820 000	
	Transport actif	1 000	10 722 000
Total partiel			695 560 600
Moins : Recouvrements			43 599 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			651 961 600

Sous-postes :

Opérations et entretien

Traitements et salaires	63 298 500	
Avantages sociaux	9 647 600	
Transports et communications	3 138 700	
Services	580 480 900	
Fournitures et matériel	11 195 600	
Paiements de transfert		
Travaux opérationnels par des tiers dans le cadre des projets routiers	6 901 000	
Traversiers municipaux	3 820 000	
Transport actif	1 000	10 722 000
Total partiel		678 483 300
Moins : Recouvrements		43 499 000
		634 984 300

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
	Traitements et salaires	7 005 200	
	Avantages sociaux	946 600	
	Transports et communications	1 090 200	
	Services	5 381 400	
	Fournitures et matériel	2 653 900	
	Total partiel	17 077 300	
	Moins : Recouvrements	100 000	16 977 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		651 961 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Opérations		651 962 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2707-3	Opérations		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Opérations		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2707-2	Services aux usagers du système de transport		
	Transports et communications		300 000
	Services		3 720 000
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Paielements de transfert		
	Routes de raccordement	30 000 000	
	Fonds de transition	25 000 000	
	Premières Nations	5 500 000	60 500 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		65 520 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	<i>Sous-postes :</i>			
	<i>Paievements de transfert - opérations</i>			
	Paievements de transfert			
	Routes de raccordement	30 000 000		
	Fonds de transition	25 000 000		
	Premières Nations	5 500 000	60 500 000	60 500 000
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			
	Transports et communications		300 000	
	Services		3 720 000	
	Fournitures et matériel		1 000 000	5 020 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations			65 520 000
	Crédits législatifs			
	Autres opérations			
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière			1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Opérations			65 521 000
	BIENS IMMOBILISÉS			
2707-4	Opérations			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés			1 000
	Total " voter - Biens immobilisés			1 000
	Total (Biens immobilisés) - Opérations			1 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708

Le programme de surveillance et de gouvernance des organismes est centré sur la surveillance des tiers et des organismes. Il sert de centre d'excellence pour les pratiques exemplaires liées à la gestion des services fournis par des tiers ainsi qu'à la reddition des comptes et à la conformité s'y rattachant, tout en veillant à la qualité du service et à la gestion efficace des deniers publics. Le programme dirige également la surveillance par le ministère de ses organismes à Metrolinx, la Owen Sound Transportation Company et la Commission de transport Ontario Northland, au moyen de mécanismes de gestion de la gouvernance et de cadres de surveillance efficaces et modernes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Surveillance et gouvernance des organismes	131 187 100	101 917 200	29 269 900	177 925 237
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	131 187 100	101 917 200	29 269 900	177 925 237
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	131 188 100	101 918 200	29 269 900	177 925 237
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	801 400	801 400	-	801 391
	Total - Crédits législatifs	801 400	801 400	-	801 391
	Total - Charges d'immobilisations	802 400	802 400	-	801 391
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2708-1	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Traitements et salaires	8 438 800
	Avantages sociaux	855 200
	Transports et communications	64 600
	Services	133 225 600
	Fournitures et matériel	19 600
	Total partiel	142 603 800
	Moins : Recouvrements	11 416 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	131 187 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	131 188 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2708-2	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2708-4	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	801 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Surveillance et gouvernance des organismes	802 400
	BIENS IMMOBILISÉS	
2708-3	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 144 606 392	2 863 482 025
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	(527 120)
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 943 200)	(1 905 100)
Modification comptable		
Modification comptable	-	303 897 852
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2023-2024	217 959 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 360 622 192	3 164 947 657

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	8 109 705 900	7 114 378 918
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 096 700	13 752 900
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2023-2024	1 168 500 000	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	9 280 302 600	7 128 131 818

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	2 661 982 700	2 130 990 785
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 096 700	2 000 000
Total - Biens immobilisés redressés	2 664 079 400	2 132 990 785

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) offre à toute la fonction publique de l'Ontario des services de leadership et de conseil soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion du risque et financière prudente, la transparence, la reddition des comptes ainsi que les efforts de modernisation et de renouvellement organisationnel. Il renforce le mode de gestion du gouvernement et aide à garantir l'optimisation des dépenses gouvernementales et des résultats pour les Ontariens et Ontariennes. Le SCT sert également d'employeur à l'échelle du gouvernement dans les négociations collectives avec les syndicats; il assure le contrôle des relations de travail entre le gouvernement et la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic; il offre des services de la paie et des avantages sociaux ainsi que des services de classification des emplois à l'échelle gouvernementale; il fournit des services relatifs aux ressources humaines à tous les ministères; il offre des services de recrutement de cadres de direction à l'échelon organisationnel, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel, de gestion du talent ainsi que de recrutement et de maintien en poste de jeunes et de nouveaux professionnels; il assure le contrôle des politiques générales et de la gouvernance des organismes; il assume le leadership relatif à l'éthique des fonctionnaires, la participation, l'antiracisme, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO; il offre des services de conseil en gestion en vue de la transformation organisationnelle; il assure la fonction liée aux politiques de ressources humaines; il exécute la fonction de vérification interne; il supervise la gestion du risque à l'échelle gouvernementale; il soutient l'élargissement et la modernisation des services numériques et de la prestation des services. Par l'entremise du programme de chaîne d'approvisionnement, le SCT assure le leadership organisationnel pour la modernisation de l'approvisionnement dans le secteur public et la surveillance de l'organisme ApprovisiOntario. Le SCT dirige également la coordination de la gestion des situations d'urgence à l'échelle gouvernementale, ce qui inclut les activités de prévention, de préparation, d'atténuation, d'intervention et de rétablissement, pour veiller à ce que l'Ontario soit sûr, entraîné et préparé.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3401 Programme d'administration du ministère	27 539 900	25 779 500	1 760 400	23 375 758
3402 Relations de travail et rémunération	133 133 000	82 006 600	51 126 400	54 480 496
3403 Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 368 000 000	1 367 000 000	1 000 000	1 345 453 629
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	2 348 957 200	6 436 109 100	(4 087 151 900)	31 213 386
3405 Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 359 800	76 902 800	(543 000)	85 921 621
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	38 220 200	36 931 800	1 288 400	41 588 224
3411 Programme Achat groupé de services médiatiques	51 949 200	51 949 200	-	-
3412 Bureau du contrôleleur général	54 280 000	53 479 200	800 800	56 590 081
- Modernisation pour l'avenir	-	-	-	590 221
3415 Gestion des situations d'urgence Ontario	62 801 400	64 117 600	(1 316 200)	20 436 912
3416 Chaîne d'approvisionnement	325 505 800	58 887 500	266 618 300	17 707 932
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 486 746 500	8 253 163 300	(3 766 416 800)	1 677 358 260
Crédits législatifs	223 587 187	272 786 187	(49 199 000)	(118 512 382)
Total du ministère - Charges de fonctionnement	4 710 333 687	8 525 949 487	(3 815 615 800)	1 558 845 878

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Avantages sociaux et prestations de retraite	(45 000 000)	(45 000 000)	-	(48 687 658)
Autres redressements - Redressement actuariel sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des prestations de retraite	(323 005 000)	(334 004 000)	10 999 000	-
Redressement de consolidation - autre	-	-	-	142 476 730
Redressement de consolidation - ApprovisiOntario	95 963 900	-	95 963 900	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 438 292 587	8 146 945 487	(3 708 652 900)	1 652 634 950
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 454 596 165
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 454 596 165
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	100 661 000	109 051 000	(8 390 000)	-
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
3415 Gestion des situations d'urgence Ontario	6 001 000	1 000	6 000 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	106 665 000	109 055 000	(2 390 000)	-
Crédits législatifs	2 076 000	2 076 000	-	1 832 673
Total du ministère - Charges d'immobilisations	108 741 000	111 131 000	(2 390 000)	1 832 673
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	108 741 000	111 131 000	(2 390 000)	1 832 673

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
BIENS IMMOBILISÉS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	1 000	3 161 700	(3 160 700)	2 936 782
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	13 783 400	19 936 300	(6 152 900)	3 148 239
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	13 786 400	23 100 000	(9 313 600)	6 085 021
Total du ministère - Biens immobilisés	13 786 400	23 100 000	(9 313 600)	6 085 021
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	4 547 033 587	8 258 076 487	(3 711 042 900)	1 654 467 623

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401

Le programme d'administration du ministre assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministre d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministre dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	27 539 900	25 779 500	1 760 400	23 375 758
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 539 900	25 779 500	1 760 400	23 375 758
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	27 621 087	25 860 687	1 760 400	23 454 319
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		21 130 700
	Avantages sociaux		1 735 200
	Transports et communications		456 300
	Services		6 633 300
	Fournitures et matériel		584 400
	Total partiel		30 539 900
	Moins : Recouvrements		3 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		27 539 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 812 100	
	Avantages sociaux	373 000	
	Transports et communications	109 700	
	Services	195 400	
	Fournitures et matériel	54 000	3 544 200
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	10 831 500	
	Avantages sociaux	558 000	
	Transports et communications	197 700	
	Services	168 300	
	Fournitures et matériel	217 900	11 973 400
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	76 300	
	Avantages sociaux	5 000	
	Transports et communications	54 600	
	Services	4 156 900	
	Fournitures et matériel	149 500	4 442 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 894 500	
	Avantages sociaux	398 200	
	Transports et communications	66 700	
	Services	2 049 200	
	Fournitures et matériel	136 700	
	Total partiel	6 545 300	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	3 545 300
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	3 516 300	
	Avantages sociaux	401 000	
	Transports et communications	27 600	
	Services	63 500	
	Fournitures et matériel	26 300	4 034 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		27 539 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		27 621 087

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3401-2	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3401-3	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement " à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO et sert de centre d'expertise pour la gestion organisationnelle et la classification des emplois. Le programme assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Il analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme assure également la prestation de services de paie " la quinzaine et de services " la clientèle liés " la paie et aux avantages sociaux pour le personnel de toute la FPO et de certains organismes, conformément aux exigences législatives et aux conventions collectives. De plus, le programme sert de centre d'expertise " l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux liés aux assurances).

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Relations de travail et rémunération	133 133 000	82 006 600	51 126 400	54 480 496
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	133 133 000	82 006 600	51 126 400	54 480 496
	Total - Charges de fonctionnement	133 133 000	82 006 600	51 126 400	54 480 496
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 073 000	2 073 000	-	1 832 673
	Total - Crédits législatifs	2 073 000	2 073 000	-	1 832 673
	Total - Charges d'immobilisations	2 074 000	2 074 000	-	1 832 673
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Relations de travail et rémunération	1 000	3 161 700	(3 160 700)	2 936 782
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	3 161 700	(3 160 700)	2 936 782
	Total - Biens immobilisés	1 000	3 161 700	(3 160 700)	2 936 782

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3402-1	Relations de travail et rémunération	
	Traitements et salaires	118 183 500
	Avantages sociaux	5 394 200
	Transports et communications	805 800
	Services	11 237 600
	Fournitures et matériel	364 700
	Total partiel	135 985 800
	Moins : Recouvrements	2 852 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	133 133 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Relations de travail et rémunération	133 133 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3402-2	Relations de travail et rémunération	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 142 300
	Moins : Recouvrements	2 069 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Relations de travail et rémunération	2 074 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3402-4	Relations de travail et rémunération	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Relations de travail et rémunération	1 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges "payer du gouvernement" titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 368 000 000	1 367 000 000	1 000 000	1 345 453 629
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 368 000 000	1 367 000 000	1 000 000	1 345 453 629
L	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière	223 506 000	272 705 000	(49 199 000)	(118 590 943)
Total - Crédits législatifs		223 506 000	272 705 000	(49 199 000)	(118 590 943)
Total - Charges de fonctionnement		1 591 506 000	1 639 705 000	(48 199 000)	1 226 862 686

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3403-1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		
	Avantages sociaux		
	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 999 000	
	Régime de pensions du Canada	186 731 700	
	Régime de soins dentaires	79 018 300	
	Impôt-santé des employeurs	123 827 500	
	Assurance-emploi	86 538 900	
	Assurance-vie collective	10 384 700	
	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000	
	Indemnités légales de cessation d'emploi	75 000 000	
	Protection du revenu à long terme	126 923 700	
	Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	53 090 100	
	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	250 000 000	
	Autres avantages sociaux	15 000 000	
	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	10 000 000	
	Convention de retraite des juges provinciaux	40 001 000	
	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	15 000 000	
	Régime de retraite des fonctionnaires	673 000 000	
	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	27 000 000	
	Prestations aux employés retraités	260 000 000	
	Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	189 643 800	2 224 158 700
	Moins : Recouvrements		856 158 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 368 000 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière		
	Avantages sociaux	
L	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 000
L	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	4 000 000
L	Assurance-vie collective	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000
L	Indemnités égales de cessation d'emploi	1 000
L	Protection du revenu à long terme	1 000 000
L	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	39 000 000
L	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	1 000
L	Convention de retraite des juges provinciaux	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	36 500 000
L	Régime de retraite des fonctionnaires	1 000
L	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	21 000 000
L	Prestations aux employés retraités	13 000 000
L	Absences et congés rémunérés	10 000 000
L	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	98 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		1 591 506 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui aident une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conseil du Trésor à Soutien et planification financière	43 529 200	42 409 100	1 120 100	31 213 386
2	Fonds de provision	2 305 428 000	6 393 700 000	(4 088 272 000)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 348 957 200	6 436 109 100	(4 087 151 900)	31 213 386
Total - Charges de fonctionnement		2 348 957 200	6 436 109 100	(4 087 151 900)	31 213 386
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Fonds de provision pour les immobilisations	100 000 000	106 300 000	(6 300 000)	-
7	Soutien au Conseil du Trésor à charges d'immobilisations	661 000	2 751 000	(2 090 000)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		100 661 000	109 051 000	(8 390 000)	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		100 662 000	109 052 000	(8 390 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien au Conseil du Trésor à biens immobilisés	13 783 400	19 936 300	(6 152 900)	3 148 239
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		13 783 400	19 936 300	(6 152 900)	3 148 239
Total - Biens immobilisés		13 783 400	19 936 300	(6 152 900)	3 148 239

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3404-1	Conseil du Trésor - Soutien et planification financière		
	Traitements et salaires	24 343 000	
	Avantages sociaux	3 194 500	
	Transports et communications	718 600	
	Services		
	Autres services	15 244 000	
	Fournitures et matériel	479 100	
	Total partiel	43 979 200	
	Moins : Recouvrements	450 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	43 529 200	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Gestion des dépenses</i>			
	Traitements et salaires	16 309 200	
	Avantages sociaux	2 115 400	
	Transports et communications	477 600	
	Services		
	Autres services	2 604 400	
	Fournitures et matériel	318 500	21 825 100
<i>Planification et performance</i>			
	Traitements et salaires	8 033 800	
	Avantages sociaux	1 079 100	
	Transports et communications	241 000	
	Services		
	Autres services	12 639 600	
	Fournitures et matériel	160 600	
	Total partiel	22 154 100	
	Moins : Recouvrements	450 000	21 704 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		43 529 200

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3404-2	Fonds de prévoyance	
	Autres opérations	2 305 428 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 305 428 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	2 348 957 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3404-4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	
	Autres opérations	100 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	100 000 000
3404-7	Soutien au Conseil du Trésor - charges d'immobilisations	
	Services	1 000
	Autres opérations	660 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	661 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	100 662 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3404-6	Soutien au Conseil du Trésor - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 783 400
	Total " voter - Biens immobilisés	13 783 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	13 783 400

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405

Le programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement " l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme assure également le leadership de la prestation de services intégrés, uniformes et axés sur la clientèle en matière de ressources humaines " l'ensemble des ministères. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer un effectif de la fonction publique de l'Ontario divers, qualifié et engagé. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives " l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des conseils stratégiques et des services de secrétariat " la Commission de la fonction publique et permet " la FPO de se conformer avec la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2024-2025	2023-2024	entre 2024-2025 et 2023-2024	réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 358 800	76 901 800	(543 000)	85 921 621
5	Services centralisés de la FPO " Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		76 359 800	76 902 800	(543 000)	85 921 621
Total - Charges de fonctionnement		76 359 800	76 902 800	(543 000)	85 921 621

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3405-1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	
	Traitements et salaires	56 177 200
	Avantages sociaux	6 868 400
	Transports et communications	1 118 900
	Services	11 061 900
	Fournitures et matériel	224 800
	Autres opérations	10 714 100
	Total partiel	86 165 300
	Moins : Recouvrements	9 806 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	76 358 800
3405-5	Services centralisés de la FPO - Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	
	Services	64 001 000
	Moins : Recouvrements	64 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 359 800

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit des solutions numériques axées sur les utilisateurs afin de mettre à disposition de ses ministères partenaires, et en collaboration avec eux, la technologie leur permettant d'offrir leurs services centraux sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à un gouvernement moderne assisté par la technologie qui veille à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement des organismes centraux	38 220 200	36 931 800	1 288 400	41 588 224
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 220 200	36 931 800	1 288 400	41 588 224
	Total - Charges de fonctionnement	38 220 200	36 931 800	1 288 400	41 588 224
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3409-1	Groupement des organismes centraux	
	Traitements et salaires	58 281 900
	Avantages sociaux	6 945 300
	Transports et communications	2 846 700
	Services	101 038 400
	Fournitures et matériel	2 460 900
	Total partiel	171 573 200
	Moins : Recouvrements	133 353 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	38 220 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Groupement des organismes centraux	38 220 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3409-3	Groupement des organismes centraux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme du Groupement des organismes centraux	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3409-4	Groupement des organismes centraux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme du Groupement des organismes centraux	1 000

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Le programme Achat groupe de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Achat groupe de services	51 949 200	51 949 200	-	-
TOTAL Â VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		51 949 200	51 949 200	-	-
Total - Charges de fonctionnement		51 949 200	51 949 200	-	-

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
3411-1	Achat groupé de services	
	Services	51 949 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	51 949 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme Achat groupé de services médiatiques	51 949 200

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, " l'échelle du gouvernement, du contrôleur financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative " l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôleur financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, de la gestion du risque, du contrôleur interne et de la vérification.

De plus, le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic " atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question " l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôleur, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

Le programme soutient aussi le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation " la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il fournit " la fonction publique de l'Ontario des orientations liées " la reddition des comptes, aux politiques de gestion financière et aux principales pratiques de gestion du risque " l'échelle du gouvernement. Le programme assume également le leadership dans le renforcement des capacités de la communauté du contrôleur financier " l'échelle de la fonction publique.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2024-2025	2023-2024	entre
				2024-2025
				et
				2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau du contrôleur général	54 280 000	53 479 200	800 800
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	54 280 000	53 479 200	800 800
	Total - Charges de fonctionnement	54 280 000	53 479 200	800 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3412-1	Bureau du contrôleur général		
	Traitements et salaires		40 609 900
	Avantages sociaux		4 981 600
	Transports et communications		902 900
	Services		11 030 400
	Fournitures et matériel		531 500
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
	Total partiel		59 056 300
	Moins : Recouvrements		4 776 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		54 280 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du directeur général de la gestion des risques</i>			
	Traitements et salaires	5 087 600	
	Avantages sociaux	595 700	
	Transports et communications	216 800	
	Services	296 800	
	Fournitures et matériel	144 400	
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	7 341 300
<i>Division du contrôleur provincial</i>			
	Traitements et salaires	9 008 300	
	Avantages sociaux	1 497 400	
	Transports et communications	359 300	
	Services	8 130 200	
	Fournitures et matériel	281 400	19 276 600

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Division de la vérification interne de l'Ontario</i>		
	Traitements et salaires	26 514 000
	Avantages sociaux	2 888 500
	Transports et communications	326 800
	Services	2 603 400
	Fournitures et matériel	105 700
	Total partiel	32 438 400
	Moins : Recouvrements	4 776 300
		27 662 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	54 280 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général	54 280 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables	
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général	1 000

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 3415

Le programme de Gestion des situations d'urgence Ontario est le guichet unique de tous les Ontariens et Ontariennes pour faire en sorte que la gestion des situations d'urgence soit coordonnée rapidement et efficacement dans toute la province. En partenariat avec les ministères de l'Ontario, le gouvernement du Canada, les autorités législatives voisines, les municipalités, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les partenaires autochtones, le programme planifie de manière proactive les situations d'urgence et intervient le cas échéant. Se basant sur des données, des analyses et des connaissances acquises, le programme détermine les risques potentiels pour éclairer la planification à court et à long terme en vue des situations d'urgence futures. Par le renforcement de la formation, des exercices d'entraînement et de l'éducation du public en gestion des situations d'urgence, le programme veille à ce que la population soit mieux préparée aux situations d'urgence, en axant la planification, la préparation et l'atténuation sur les groupes prioritaires.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion des situations d'urgence Ontario	62 801 400	64 117 600	(1 316 200)	20 436 912
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62 801 400	64 117 600	(1 316 200)	20 436 912
	Total - Charges de fonctionnement	62 801 400	64 117 600	(1 316 200)	20 436 912
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Gestion des situations d'urgence Ontario	6 001 000	1 000	6 000 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 001 000	1 000	6 000 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 001 000	1 000	6 000 000	-

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 3415, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3415-1	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Traitements et salaires		18 382 800
	Avantages sociaux		2 783 600
	Transports et communications		915 700
	Services		21 290 400
	Fournitures et matériel		926 900
	Paiements de transfert		
	Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités	4 000 000	
	Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	9 000 000	
	Subvention pour les projets communautaires de protection civile	5 000 000	
	Subventions pour les activités de participation des Autochtones	1 000	
	Activités de participation	1 000	
	Nucléaire	500 000	18 502 000
Total " voter - Charges de fonctionnement			62 801 400
Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des situations d'urgence Ontario			62 801 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3415-2	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Paiements de transfert		
	Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités - charges d'immobilisations		6 000 000
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			6 001 000
Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des situations d'urgence Ontario			6 001 000

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 3416

Le programme de chaîne d'approvisionnement assure le leadership des stratégies et des politiques organisationnelles afin de moderniser et de centraliser l'approvisionnement du secteur public. Le programme inclut aussi la surveillance et la gouvernance de l'organisme Approvisionnement Ontario dans son rôle d'exécution et de soutien de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, conformément à la Loi de 2019 sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et aux priorités gouvernementales.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Différence entre 2024-2025 et 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement	325 504 800	58 887 500	266 617 300	17 707 932
2	Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		325 505 800	58 887 500	266 618 300	17 707 932
Total - Charges de fonctionnement		325 505 800	58 887 500	266 618 300	17 707 932

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 3416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3416-1	Bureau de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement	
	Traitements et salaires	7 369 200
	Avantages sociaux	1 030 000
	Transports et communications	95 300
	Services	250 600
	Fournitures et matériel	76 200
	Paiements de transfert	
	Approvisionnement	316 683 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	325 504 800
3416-2	Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario	
	Services	1 000
	Fournitures et matériel	247 000 000
	Total partiel	247 001 000
	Moins : Recouvrements	247 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Chaîne d'approvisionnement	325 505 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 025 949 487	1 457 558 823
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	102 996 292
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(1 709 237)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2023-2024	2 500 000 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressés	8 525 949 487	1 558 845 878

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	111 131 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	1 832 673
Total - Charges d'immobilisations redressés	111 131 000	1 832 673

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2023-2024 \$	Chiffres réels 2022-2023 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	23 100 000	3 148 239
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	2 936 782
Total - Biens immobilisés redressés	23 100 000	6 085 021

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux,
pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	640 740 800	-	1 097 187	641 837 987	203 431 900	845 269 887
Procureur général	1 978 960 200	-	5 369 014	1 984 329 214	(44 651 100)	1 939 678 114
Bureau du Conseil des ministres	61 602 700	-	128 028	61 730 728	-	61 730 728
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 809 448 700	-	50 937 665	19 860 386 365	(56 538 800)	19 803 847 565
Affaires civiques et Multiculturalisme	70 657 200	-	81 187	70 738 387	-	70 738 387
Collèges et Universités	7 048 874 500	-	56 456 014	7 105 330 514	4 413 361 200	11 518 691 714
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 685 530 300	-	529 565	2 686 059 865	(6 602 300)	2 679 457 565
Éducation	34 809 543 000	-	1 700 083 187	36 509 626 187	754 103 300	37 263 729 487
Énergie	7 373 759 400	-	82 187	7 373 841 587	254 497 800	7 628 339 387
Environnement, Protection de la nature et Parcs	366 911 300	-	31 264 014	398 175 314	412 758 800	810 934 114
Finances	4 680 709 800	-	14 279 041 087	18 959 750 887	(123 104 200)	18 836 646 687
Affaires francophones	13 255 700	-	16 173	13 271 873	-	13 271 873
Santé	70 299 575 100	4 200 000 000	105 565	74 499 680 665	9 115 677 000	83 615 357 665
Affaires autochtones	130 029 700	-	1 019 014	131 048 714	-	131 048 714
Infrastructure	547 174 000	-	225 187	547 399 187	967 020 700	1 514 419 887
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 887 493 200	-	6 581 187	1 894 074 387	(312 088 600)	1 581 985 787
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	-	-	2 652 400	-	2 652 400
Soins de longue durée	9 339 475 300	-	314 014	9 339 789 314	(5 216 715 200)	4 123 074 114
Mines	198 226 100	-	466 014	198 692 114	(3 077 900)	195 614 214
Affaires municipales et Logement	1 204 230 200	-	792 592	1 205 022 792	(736 600)	1 204 286 192
Richesses naturelles et Forêts	633 588 600	-	5 167 014	638 755 614	114 470 300	753 225 914
Développement du Nord	238 522 200	-	66 014	238 588 214	12 881 600	251 469 814
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises	679 827 200	-	72 184 687	752 011 887	(40 048 300)	711 963 587
Services aux aînés et Accessibilité	185 577 600	-	66 014	185 643 614	-	185 643 614
Solliciteur général	4 004 150 200	-	132 187	4 004 282 387	(221 192 900)	3 783 089 487
Tourisme, Culture et Sport	1 524 653 700	-	83 187	1 524 736 887	293 725 400	1 818 462 287
Transports	2 095 941 900	-	343 716 792	2 439 658 692	820 562 200	3 260 220 892
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 486 746 500	-	223 587 187	4 710 333 687	(272 041 100)	4 438 292 587
TOTAL	177 000 184 300	4 200 000 000	16 779 697 824	197 979 882 124	11 065 693 200	209 045 575 324

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2025

ACTIF				Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	
\$	\$	\$	\$	
5 000 000	-	-	5 000 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	-	-	9 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
56 507 000	-	-	56 507 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
482 400 000	-	-	482 400 000	Collèges et Universités
141 965 400	-	-	141 965 400	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 000	-	-	2 000	Éducation
118 001 000	-	-	118 001 000	Énergie
1 000	-	1 000	2 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 500 000	-	32 700 000	34 200 000	Finances
-	-	-	-	Affaires francophones
57 588 000	-	-	57 588 000	Santé
-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	Infrastructure
-	-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	Soins de longue durée
2 000	-	-	2 000	Mines
3 600 000	-	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
3 437 600	-	-	3 437 600	Richesses naturelles et Forêts
3 000	-	-	3 000	Développement du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
41 750 000	-	-	41 750 000	Services au public et aux entreprises
-	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
8 208 500	-	-	8 208 500	Solliciteur général
-	-	-	-	Tourisme, Culture et Sport
8 000	-	-	8 000	Transports
-	-	1 000	1 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
940 412 500	-	32 702 000	973 114 500	

Tableau 2 : Fonctionnement : État

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	641 837 987	618 206 487	610 293 692
Procureur général	1 984 329 214	1 874 403 014	1 960 977 337
Bureau du Conseil des ministres	61 730 728	53 962 228	50 429 750
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 860 386 365	19 269 161 565	18 023 360 077
Affaires civiques et Multiculturalisme	70 738 387	64 113 387	55 983 413
Collèges et Universités	7 105 330 514	6 910 119 114	6 445 378 201
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 686 059 865	1 309 133 287	1 071 713 602
Éducation	36 509 626 187	37 110 156 087	32 757 133 396
Énergie	7 373 841 587	6 557 059 087	5 878 357 369
Environnement, Protection de la nature et Parcs	398 175 314	358 874 414	332 122 594
Finances	18 959 750 887	15 416 030 987	13 954 132 895
Affaires francophones	13 271 873	7 746 773	7 732 403
Santé	74 499 680 665	66 343 346 765	65 641 556 698
Affaires autochtones	131 048 714	127 150 614	6 379 293 561
Infrastructure	547 399 187	463 241 787	428 249 351
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 894 074 387	1 955 225 014	2 188 951 111
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	2 831 400	1 928 121
Soins de longue durée	9 339 789 314	8 299 940 614	7 150 396 749
Mines	198 692 114	161 885 514	144 632 687
Affaires municipales et Logement	1 205 022 792	1 182 185 292	1 313 573 111
Richesses naturelles et Forêts	638 755 614	620 564 814	529 413 943
Développement du Nord	238 588 214	212 810 014	199 669 546
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 430 248
Services au public et aux entreprises	752 011 887	1 117 423 287	1 150 466 930
Services aux aînés et Accessibilité	185 643 614	184 938 014	237 283 234
Solliciteur général	4 004 282 387	3 590 330 787	3 659 946 808
Tourisme, Culture et Sport	1 524 736 887	1 386 715 887	1 597 537 209
Transports	2 439 658 692	2 360 622 192	3 164 947 657
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 710 333 687	8 525 949 487	1 558 845 878
TOTAL	197 979 882 124	186 086 560 573	176 496 737 571

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023	
\$	\$	\$	
5 000 000	5 000 000	1 390 400	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	10 000	1 890 200	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
56 507 000	89 507 000	65 198 259	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
482 400 000	331 000 000	312 030 451	Collèges et Universités
141 965 400	109 722 000	23 907 240	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 000	2 000	-	Éducation
118 001 000	144 600 000	239 000 000	Énergie
2 000	2 000 000	98 749	Environnement, Protection de la nature et Parcs
34 200 000	34 200 000	30 754 798	Finances
-	-	-	Affaires francophones
57 588 000	269 089 000	1 403 935 996	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
-	171 230 800	-	Infrastructure
-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
2 000	2 000	-	Mines
3 600 000	3 600 000	-	Affaires municipales et Logement
3 437 600	4 014 300	2 485 953	Richesses naturelles et Forêts
3 000	3 000	-	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
41 750 000	206 227 000	207 874 891	Services au public et aux entreprises
-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
8 208 500	8 000 000	6 163 675	Solliciteur général
-	-	-	Tourisme, Culture et Sport
8 000	8 000	-	Transports
1 000	1 000	1 454 596 165	Secrétariat du Conseil du Trésor
973 114 500	1 398 646 100	3 769 756 736	

Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	89 456 087	12 554 200	4 174 600	26 397 900	2 329 100
Procureur général	1 127 828 714	137 700 200	40 725 900	408 981 500	18 743 500
Bureau du Conseil des ministres	49 463 128	5 605 700	461 100	5 922 400	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	472 832 865	79 558 600	16 026 600	130 121 800	8 140 100
Affaires civiques et Multiculturalisme	17 703 387	1 833 900	715 800	6 362 400	710 800
Collèges et Universités	38 325 414	5 311 100	691 000	31 085 200	1 464 400
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	57 957 065	6 603 000	4 307 900	116 619 700	1 580 200
Éducation	190 403 187	26 512 500	5 801 100	137 313 000	4 965 400
Énergie	22 623 887	2 473 200	697 700	9 633 100	656 200
Environnement, Protection de la nature et Parcs	272 817 614	39 599 100	6 275 600	99 842 800	37 992 000
Finances	146 304 487	20 988 400	5 524 600	279 296 700	3 838 800
Affaires francophones	3 107 273	336 200	135 500	6 507 900	85 000
Santé	307 586 765	52 235 600	17 974 500	273 805 300	6 422 700
Affaires autochtones	20 804 214	2 077 400	1 000 000	15 310 100	300 000
Infrastructure	47 313 487	5 432 600	689 500	440 816 600	586 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	263 254 187	38 454 900	11 420 600	60 035 300	3 796 800
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 866 200	198 300	52 100	792 500	87 500
Soins de longue durée	73 145 414	9 495 100	3 241 800	22 596 100	236 100
Mines	30 376 814	3 952 800	1 360 700	24 318 700	1 574 900
Affaires municipales et Logement	68 165 192	7 364 300	1 265 700	19 287 600	255 200
Richesses naturelles et Forêts	302 773 214	45 425 600	13 588 000	317 150 000	20 217 600
Développement du Nord	18 258 614	2 164 800	939 300	10 183 300	330 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises	418 909 287	57 322 200	73 651 300	634 315 900	36 197 100
Services aux aînés et Accessibilité	17 890 014	1 823 700	259 700	4 570 900	62 000
Solliciteur général	2 108 825 087	347 666 300	312 112 000	667 460 300	282 416 800
Tourisme, Culture et Sport	37 567 687	4 299 300	1 610 500	7 110 900	1 895 400
Transports	239 613 392	37 229 200	9 731 400	921 959 900	18 880 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	344 558 387	2 480 597 500	7 860 200	293 737 800	252 648 500
TOTAL	6 791 844 024	3 435 022 800	542 367 800	4 971 555 000	706 707 400

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
508 149 100	1 017 000	2 240 000	641 837 987	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
423 764 600	48 393 400	221 808 600	1 984 329 214	Procureur général
4 000	-	-	61 730 728	Bureau du Conseil des ministres
19 120 257 500	50 844 100	17 395 200	19 860 386 365	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
43 411 100	1 000	-	70 738 387	Affaires civiques et Multiculturalisme
6 972 262 400	56 392 000	201 000	7 105 330 514	Collèges et Universités
2 498 767 900	527 000	302 900	2 686 059 865	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
36 195 233 300	3 000	50 605 300	36 509 626 187	Éducation
7 338 581 600	2 000	826 100	7 373 841 587	Énergie
81 725 800	31 200 000	171 277 600	398 175 314	Environnement, Protection de la nature et Parcs
3 767 872 800	14 740 901 400	4 976 300	18 959 750 887	Finances
3 100 000	-	-	13 271 873	Affaires francophones
73 841 729 500	3 000	76 700	74 499 680 665	Santé
91 556 000	1 000	-	131 048 714	Affaires autochtones
69 523 200	12 414 700	29 376 900	547 399 187	Infrastructure
1 512 717 700	6 501 000	2 106 100	1 894 074 387	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	500 000	2 652 400	Bureau du lieutenant-gouverneur
9 230 824 800	250 000	-	9 339 789 314	Soins de longue durée
142 573 800	402 000	5 867 600	198 692 114	Mines
1 220 243 600	8 187 700	119 746 500	1 205 022 792	Affaires municipales et Logement
101 937 000	5 102 000	167 437 800	638 755 614	Richesses naturelles et Forêts
219 625 000	2 000	12 914 900	238 588 214	Développement du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
38 895 000	72 104 500	579 383 400	752 011 887	Services au public et aux entreprises
161 035 300	2 000	-	185 643 614	Services aux aînés et Accessibilité
487 696 200	40 138 800	242 033 100	4 004 282 387	Solliciteur général
1 472 252 100	3 000	2 000	1 524 736 887	Tourisme, Culture et Sport
1 356 778 900	372 683 600	517 218 400	2 439 658 692	Transports
336 185 500	2 316 143 100	1 321 397 300	4 710 333 687	Secrétariat du Conseil du Trésor
167 236 703 700	17 763 375 100	3 467 693 700	197 979 882 124	

Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Inventaire	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
Procureur général	9 000	-	-	-	-	-	9 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	56 507 000	-	-	-	-	56 507 000
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	482 400 000	-	-	-	482 400 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 000	-	141 964 400	-	-	-	141 965 400
Éducation	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Énergie	-	-	118 001 000	-	-	-	118 001 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	2 000	-	-	-	2 000
Finances	-	34 200 000	-	-	-	-	34 200 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-	-
Santé	1 000	57 587 000	-	-	-	-	57 588 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	-	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-	-	20 430 000
Mines	1 000	-	1 000	-	-	-	2 000
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	3 436 600	-	-	1 000	-	-	3 437 600
Développement du Nord	1 000	-	2 000	-	-	-	3 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	41 750 000	-	-	-	-	-	41 750 000
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	8 208 500	-	-	-	-	-	8 208 500
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	-	-	-	-
Transports	8 000	-	-	-	-	-	8 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-	-	1 000
TOTAL	53 418 100	172 325 000	747 370 400	1 000	-	-	973 114 500

Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	9 501 000	-	1 000	9 502 000	937 300	10 439 300
Procureur général	74 425 600	-	17 901 400	92 327 000	(66 189 100)	26 137 900
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	177 512 100	-	25 610 800	203 122 900	(81 288 300)	121 834 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Collèges et Universités	351 149 700	-	959 600	352 109 300	318 263 000	670 372 300
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	-	1 000	4 000	-	4 000
Éducation	2 556 025 000	-	3 609 100	2 559 634 100	(517 725 600)	2 041 908 500
Énergie	1 000	-	1 000	2 000	24 539 500	24 541 500
Environnement, Protection de la nature et Parcs	33 342 500	-	15 200 000	48 542 500	910 500	49 453 000
Finances	-	-	-	-	8 755 400	8 755 400
Affaires francophones	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Santé	2 281 039 400	-	11 670 600	2 292 710 000	129 832 200	2 422 542 200
Affaires autochtones	6 001 000	-	-	6 001 000	-	6 001 000
Infrastructure	3 194 920 700	-	1 490 400	3 196 411 100	(20 293 400)	3 176 117 700
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	69 494 000	-	5 885 400	75 379 400	(19 032 400)	56 347 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Mines	12 803 000	-	709 500	13 512 500	-	13 512 500
Affaires municipales et Logement	848 261 700	-	636 500	848 898 200	-	848 898 200
Richesses naturelles et Forêts	33 946 300	-	30 054 500	64 000 800	(2 089 000)	61 911 800
Développement du Nord	108 505 000	-	401 556 300	510 061 300	750 900	510 812 200
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	12 313 200	-	27 352 400	39 665 600	(8 600 100)	31 065 500
Services aux aînés et Accessibilité	2 000	-	2 000	4 000	-	4 000
Solliciteur général	196 826 800	-	83 798 600	280 625 400	(151 071 400)	129 554 000
Tourisme, Culture et Sport	85 180 400	-	4 000	85 184 400	51 050 600	136 235 000
Transports	9 962 065 600	-	1 348 498 900	11 310 564 500	(7 472 051 400)	3 838 513 100
Secrétariat du Conseil du Trésor	106 665 000	-	2 076 000	108 741 000	-	108 741 000
TOTAL	20 119 987 000	-	1 977 019 000	22 097 006 000	(7 803 301 300)	14 293 704 700

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2025

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
2 500 000	-	-	2 500 000	-	2 500 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
47 758 100	-	-	47 758 100	-	47 758 100	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
15 671 500	-	-	15 671 500	-	15 671 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
3 501 000	-	-	3 501 000	-	3 501 000	Collèges et Universités
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 147 700	-	-	5 147 700	-	5 147 700	Éducation
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Énergie
40 015 400	-	2 000	40 017 400	-	40 017 400	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
15 396 600	-	-	15 396 600	-	15 396 600	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
263 629 000	-	-	263 629 000	-	263 629 000	Infrastructure
19 847 700	-	-	19 847 700	-	19 847 700	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
602 000	-	-	602 000	-	602 000	Mines
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
63 414 000	-	-	63 414 000	-	63 414 000	Richesses naturelles et Forêts
619 733 100	-	-	619 733 100	-	619 733 100	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
56 527 700	-	1 000	56 528 700	-	56 528 700	Services au public et aux entreprises
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
805 964 800	-	-	805 964 800	-	805 964 800	Solliciteur général
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
3 166 383 700	-	-	3 166 383 700	-	3 166 383 700	Transports
13 786 400	-	-	13 786 400	-	13 786 400	Secrétariat du Conseil du Trésor
5 139 889 700	-	3 000	5 139 892 700	-	5 139 892 700	

Tableau 6 : Immobilisations : État

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	9 502 000	5 002 000	7 500 000
Procureur général	92 327 000	78 326 600	56 242 924
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	203 122 900	191 686 000	104 651 809
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	1 000	-
Collèges et Universités	352 109 300	316 360 600	286 122 929
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	4 000	4 000	-
Éducation	2 559 634 100	2 222 388 500	1 800 685 146
Énergie	2 000	2 000	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	48 542 500	55 511 800	46 258 005
Finances	-	-	-
Affaires francophones	1 000	1 000	-
Santé	2 292 710 000	2 362 728 900	1 359 118 588
Affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	5 724 442
Infrastructure	3 196 411 100	2 150 157 000	1 157 023 458
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	75 379 400	251 944 400	58 456 238
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	83 731 800	51 556 839
Mines	13 512 500	14 655 000	95 136 399
Affaires municipales et Logement	848 898 200	264 878 800	250 966 224
Richesses naturelles et Forêts	64 000 800	65 530 100	53 609 135
Développement du Nord	510 061 300	498 576 800	470 282 855
Cabinet du premier ministre	-	-	-
Services au public et aux entreprises	39 665 600	35 881 400	31 886 383
Services aux aînés et Accessibilité	4 000	4 000	-
Solliciteur général	280 625 400	120 817 900	107 783 257
Tourisme, Culture et Sport	85 184 400	42 678 400	33 435 453
Transports	11 310 564 500	9 280 302 600	7 128 131 818
Secrétariat du Conseil du Trésor	108 741 000	111 131 000	1 832 673
TOTAL	22 097 006 000	18 158 302 600	13 106 404 575

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023	
\$	\$	\$	
2 500 000	1 750 000	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
47 758 100	89 043 500	142 538 511	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
15 671 500	19 584 500	15 441 680	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
3 501 000	1 000	-	Collèges et Universités
2 000	2 000	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 147 700	439 500	2 128 550	Éducation
1 000	1 000	-	Énergie
40 017 400	28 649 700	15 970 251	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	Finances
-	-	-	Affaires francophones
15 396 600	20 045 700	7 993 796	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
263 629 000	422 817 100	278 592 210	Infrastructure
19 847 700	22 463 100	14 446 111	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	Soins de longue durée
602 000	602 000	800 000	Mines
-	-	-	Affaires municipales et Logement
63 414 000	59 851 300	52 861 023	Richesses naturelles et Forêts
619 733 100	592 919 500	540 532 811	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
56 528 700	73 530 100	65 300 514	Services au public et aux entreprises
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
805 964 800	694 446 500	278 816 263	Solliciteur général
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Sport
3 166 383 700	2 664 079 400	2 132 990 785	Transports
13 786 400	23 100 000	6 085 021	Secrétariat du Conseil du Trésor
5 139 892 700	4 713 333 900	3 554 497 526	

Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	104 800	6 418 900	1 967 900
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	373 454 600	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	1 000	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Mines	-	-	-	8 379 000	260 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	-	22 600	21 027 100	10 495 600
Développement du Nord	-	-	-	25 102 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	-	-	-	12 305 200	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	-	38 415 200	4 000
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	3 001 000	1 000
Transports	110 326 700	17 558 300	2 400 000	11 890 800	2 000 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	1 000	-
TOTAL	110 326 700	17 558 300	2 527 400	499 995 800	14 728 500

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
9 500 000	2 000	-	9 502 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
1 000	92 327 000	1 000	92 327 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
177 510 100	25 612 800	-	203 122 900	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
351 148 700	960 600	-	352 109 300	Collèges et Universités
-	4 000	-	4 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 547 411 500	12 222 600	-	2 559 634 100	Éducation
1 000	2 000	1 000	2 000	Énergie
21 902 000	18 989 500	840 600	48 542 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	Finances
-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
2 237 811 000	54 899 000	-	2 292 710 000	Santé
6 001 000	-	-	6 001 000	Affaires autochtones
2 805 663 300	17 293 200	-	3 196 411 100	Infrastructure
69 490 000	5 888 400	-	75 379 400	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	1 000	-	1 000	Soins de longue durée
4 162 000	711 500	-	13 512 500	Mines
848 259 700	638 500	-	848 898 200	Affaires municipales et Logement
5 001 000	30 058 500	2 604 000	64 000 800	Richesses naturelles et Forêts
79 800 000	405 159 300	-	510 061 300	Développement du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	85 198 300	57 837 900	39 665 600	Services au public et aux entreprises
-	4 000	-	4 000	Services aux aînés et Accessibilité
40 520 000	201 686 200	-	280 625 400	Solliciteur général
82 172 400	10 000	-	85 184 400	Tourisme, Culture et Sport
9 956 684 100	1 351 359 400	141 654 800	11 310 564 500	Transports
6 000 000	104 809 300	2 069 300	108 741 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
19 249 038 800	2 407 839 100	205 008 600	22 097 006 000	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire

Ministère	Terrains	Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	4 861 800	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	14 439 000	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 001 000	22 467 200	6 012 900	-	3 752 300	6 537 000
Finances	-	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	11 230 000	142 945 400	-	-	88 086 300	21 367 300
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	1 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	-
Mines	-	-	-	-	-	602 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	23 987 600	8 205 000	-	21 033 500	2 134 400
Développement du Nord	-	-	619 730 100	-	-	3 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	-	-	-	-	-	1 000
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	-
Solliciteur général	-	373 366 800	-	-	129 441 300	59 371 700
Tourisme, Culture et Sport	1 000	-	-	-	-	-
Transports	599 805 800	-	3 073 979 500	-	-	750 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-	-
TOTAL	612 037 800	582 067 800	3 707 927 500	1 000	242 313 400	90 767 400

Note:

Immeubles - Comprend 404 100 \$ en traitements et salaires et 45 100 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 22 822 100 \$ en traitements et salaires et 3 538 300 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

des totaux - Actif par catégorie

Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	2 500 000	-	-	-	-	2 500 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
26 276 300	16 620 000	-	-	-	-	47 758 100	Procureur général
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	1 231 500	-	-	1 000	-	15 671 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	-	-	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	3 501 000	-	-	-	-	3 501 000	Collèges et Universités
-	-	1 000	-	1 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
437 500	4 710 200	-	-	-	-	5 147 700	Éducation
-	-	1 000	-	1 000	1 000	1 000	Énergie
-	5 000	241 000	-	2 000	1 000	40 017 400	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
5 642 300	9 754 300	-	-	-	-	15 396 600	Santé
-	-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	-	263 629 000	Infrastructure
-	19 845 700	1 000	-	-	-	19 847 700	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	602 000	Mines
-	-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
-	-	1 686 500	6 367 000	-	-	63 414 000	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	619 733 100	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
51 513 000	5 014 700	1 000	-	1 000	2 000	56 528 700	Services au public et aux entreprises
-	-	-	-	1 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
207 521 300	771 000	35 492 700	-	-	-	805 964 800	Solliciteur général
-	-	4 000	-	-	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
-	82 694 700	28 883 800	-	-	619 730 100	3 166 383 700	Transports
-	13 786 400	-	-	-	-	13 786 400	Secrétariat du Conseil du Trésor
291 390 400	160 435 500	66 312 000	6 367 000	7 000	619 734 100	5 139 892 700	

Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	650 241 800	-	1 098 187	651 339 987	204 369 200	855 709 187
Procureur général	2 053 385 800	-	23 270 414	2 076 656 214	(110 840 200)	1 965 816 014
Bureau du Conseil des ministres	61 602 700	-	128 028	61 730 728	-	61 730 728
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 986 960 800	-	76 548 465	20 063 509 265	(137 827 100)	19 925 682 165
Affaires civiques et Multiculturalisme	70 658 200	-	81 187	70 739 387	-	70 739 387
Collèges et Universités	7 400 024 200	-	57 415 614	7 457 439 814	4 731 624 200	12 189 064 014
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 685 533 300	-	530 565	2 686 063 865	(6 602 300)	2 679 461 565
Éducation	37 365 568 000	-	1 703 692 287	39 069 260 287	236 377 700	39 305 637 987
Énergie	7 373 760 400	-	83 187	7 373 843 587	279 037 300	7 652 880 887
Environnement, Protection de la nature et Parcs	400 253 800	-	46 464 014	446 717 814	413 669 300	860 387 114
Finances	4 680 709 800	-	14 279 041 087	18 959 750 887	(114 348 800)	18 845 402 087
Affaires francophones	13 256 700	-	16 173	13 272 873	-	13 272 873
Santé	72 580 614 500	4 200 000 000	11 776 165	76 792 390 665	9 245 509 200	86 037 899 865
Affaires autochtones	136 030 700	-	1 019 014	137 049 714	-	137 049 714
Infrastructure	3 742 094 700	-	1 715 587	3 743 810 287	946 727 300	4 690 537 587
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 956 987 200	-	12 466 587	1 969 453 787	(331 121 000)	1 638 332 787
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	-	-	2 652 400	-	2 652 400
Soins de longue durée	9 339 476 300	-	314 014	9 339 790 314	(5 216 715 200)	4 123 075 114
Mines	211 029 100	-	1 175 514	212 204 614	(3 077 900)	209 126 714
Affaires municipales et Logement	2 052 491 900	-	1 429 092	2 053 920 992	(736 600)	2 053 184 392
Richesses naturelles et Forêts	667 534 900	-	35 221 514	702 756 414	112 381 300	815 137 714
Développement du Nord	347 027 200	-	401 622 314	748 649 514	13 632 500	762 282 014
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises	692 140 400	-	99 537 087	791 677 487	(48 648 400)	743 029 087
Services aux aînés et Accessibilité	185 579 600	-	68 014	185 647 614	-	185 647 614
Solliciteur général	4 200 977 000	-	83 930 787	4 284 907 787	(372 264 300)	3 912 643 487
Tourisme, Culture et Sport	1 609 834 100	-	87 187	1 609 921 287	344 776 000	1 954 697 287
Transports	12 058 007 500	-	1 692 215 692	13 750 223 192	(6 651 489 200)	7 098 733 992
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 593 411 500	-	225 663 187	4 819 074 687	(272 041 100)	4 547 033 587
TOTAL	197 120 171 300	4 200 000 000	18 756 716 824	220 076 888 124	3 262 391 900	223 339 280 024

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2025

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
7 500 000	-	-	7 500 000	-	7 500 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
47 767 100	-	-	47 767 100	-	47 767 100	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
72 178 500	-	-	72 178 500	-	72 178 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
485 901 000	-	-	485 901 000	-	485 901 000	Collèges et Universités
141 967 400	-	-	141 967 400	-	141 967 400	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 149 700	-	-	5 149 700	-	5 149 700	Éducation
118 002 000	-	-	118 002 000	-	118 002 000	Énergie
40 016 400	-	3 000	40 019 400	-	40 019 400	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 500 000	-	32 700 000	34 200 000	-	34 200 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
72 984 600	-	-	72 984 600	-	72 984 600	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
263 629 000	-	-	263 629 000	-	263 629 000	Infrastructure
19 847 700	-	-	19 847 700	-	19 847 700	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	-	20 430 000	Soins de longue durée
604 000	-	-	604 000	-	604 000	Mines
3 600 000	-	-	3 600 000	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
66 851 600	-	-	66 851 600	-	66 851 600	Richesses naturelles et Forêts
619 736 100	-	-	619 736 100	-	619 736 100	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
98 277 700	-	1 000	98 278 700	-	98 278 700	Services au public et aux entreprises
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
814 173 300	-	-	814 173 300	-	814 173 300	Solliciteur général
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
3 166 391 700	-	-	3 166 391 700	-	3 166 391 700	Transports
13 786 400	-	1 000	13 787 400	-	13 787 400	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 080 302 200	-	32 705 000	6 113 007 200	-	6 113 007 200	

Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	651 339 987	623 208 487	617 793 692
Procureur général	2 076 656 214	1 952 729 614	2 017 220 261
Bureau du Conseil des ministres	61 730 728	53 962 228	50 429 750
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 063 509 265	19 460 847 565	18 128 011 886
Affaires civiles et Multiculturalisme	70 739 387	64 114 387	55 983 413
Collèges et Universités	7 457 439 814	7 226 479 714	6 731 501 130
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 686 063 865	1 309 137 287	1 071 713 602
Éducation	39 069 260 287	39 332 544 587	34 557 818 542
Énergie	7 373 843 587	6 557 061 087	5 878 357 369
Environnement, Protection de la nature et Parcs	446 717 814	414 386 214	378 380 599
Finances	18 959 750 887	15 416 030 987	13 954 132 895
Affaires francophones	13 272 873	7 747 773	7 732 403
Santé	76 792 390 665	68 706 075 665	67 000 675 286
Affaires autochtones	137 049 714	133 151 614	6 385 018 003
Infrastructure	3 743 810 287	2 613 398 787	1 585 272 809
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 969 453 787	2 207 169 414	2 247 407 349
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 652 400	2 831 400	1 928 121
Soins de longue durée	9 339 790 314	8 383 672 414	7 201 953 588
Mines	212 204 614	176 540 514	239 769 086
Affaires municipales et Logement	2 053 920 992	1 447 064 092	1 564 539 335
Richesses naturelles et Forêts	702 756 414	686 094 914	583 023 078
Développement du Nord	748 649 514	711 386 814	669 952 401
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 430 248
Services au public et aux entreprises	791 677 487	1 153 304 687	1 182 353 313
Services aux aînés et Accessibilité	185 647 614	184 942 014	237 283 234
Solliciteur général	4 284 907 787	3 711 148 687	3 767 730 065
Tourisme, Culture et Sport	1 609 921 287	1 429 394 287	1 630 972 662
Transports	13 750 223 192	11 640 924 792	10 293 079 475
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 819 074 687	8 637 080 487	1 560 678 551
TOTAL	220 076 888 124	204 244 863 173	189 603 142 146

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

État comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2024-2025	Prévisions 2023-2024	Chiffres réels 2022-2023	
\$	\$	\$	
7 500 000	6 750 000	1 390 400	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
47 767 100	89 053 500	144 428 711	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
72 178 500	109 091 500	80 639 939	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
485 901 000	331 001 000	312 030 451	Collèges et Universités
141 967 400	109 724 000	23 907 240	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
5 149 700	441 500	2 128 550	Éducation
118 002 000	144 601 000	239 000 000	Énergie
40 019 400	30 649 700	16 069 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
34 200 000	34 200 000	30 754 798	Finances
-	-	-	Affaires francophones
72 984 600	289 134 700	1 411 929 792	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
263 629 000	594 047 900	278 592 210	Infrastructure
19 847 700	22 463 100	14 446 111	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
604 000	604 000	800 000	Mines
3 600 000	3 600 000	-	Affaires municipales et Logement
66 851 600	63 865 600	55 346 976	Richesses naturelles et Forêts
619 736 100	592 922 500	540 532 811	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
98 278 700	279 757 100	273 175 405	Services au public et aux entreprises
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
814 173 300	702 446 500	284 979 938	Solliciteur général
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Sport
3 166 391 700	2 664 087 400	2 132 990 785	Transports
13 787 400	23 101 000	1 460 681 186	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 113 007 200	6 111 980 000	7 324 254 262	

Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	89 456 087	12 554 200	4 174 600	26 397 900	2 329 100
Procureur général	1 127 828 714	137 700 200	40 725 900	408 981 500	18 743 500
Bureau du Conseil des ministres	49 463 128	5 605 700	461 100	5 922 400	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	472 832 865	79 558 600	16 026 600	130 121 800	8 140 100
Affaires civiques et Multiculturalisme	17 703 387	1 833 900	715 800	6 362 400	710 800
Collèges et Universités	38 325 414	5 311 100	691 000	31 085 200	1 464 400
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	57 957 065	6 603 000	4 307 900	116 619 700	1 580 200
Éducation	190 403 187	26 512 500	5 801 100	137 313 000	4 965 400
Énergie	22 623 887	2 473 200	697 700	9 633 100	656 200
Environnement, Protection de la nature et Parcs	272 817 614	39 599 100	6 380 400	106 261 700	39 959 900
Finances	146 304 487	20 988 400	5 524 600	279 296 700	3 838 800
Affaires francophones	3 107 273	336 200	135 500	6 507 900	85 000
Santé	307 586 765	52 235 600	17 974 500	273 805 300	6 422 700
Affaires autochtones	20 804 214	2 077 400	1 000 000	15 310 100	300 000
Infrastructure	47 313 487	5 432 600	689 500	814 271 200	586 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	263 254 187	38 454 900	11 420 600	60 036 300	3 796 800
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 866 200	198 300	52 100	792 500	87 500
Soins de longue durée	73 145 414	9 495 100	3 241 800	22 596 100	236 100
Mines	30 376 814	3 952 800	1 360 700	32 697 700	1 834 900
Affaires municipales et Logement	68 165 192	7 364 300	1 265 700	19 287 600	255 200
Richesses naturelles et Forêts	302 773 214	45 425 600	13 610 600	338 177 100	30 713 200
Développement du Nord	18 258 614	2 164 800	939 300	35 285 300	330 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises	418 909 287	57 322 200	73 651 300	646 621 100	36 197 100
Services aux aînés et Accessibilité	17 890 014	1 823 700	259 700	4 570 900	62 000
Solliciteur général	2 108 825 087	347 666 300	312 112 000	705 875 500	282 420 800
Tourisme, Culture et Sport	37 567 687	4 299 300	1 610 500	10 111 900	1 896 400
Transports	349 940 092	54 787 500	12 131 400	933 850 700	20 880 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	344 558 387	2 480 597 500	7 860 200	293 738 800	252 648 500
TOTAL	6 902 170 724	3 452 581 100	544 895 200	5 471 550 800	721 435 900

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
517 649 100	1 019 000	2 240 000	651 339 987	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
423 765 600	140 720 400	221 809 600	2 076 656 214	Procureur général
4 000	-	-	61 730 728	Bureau du Conseil des ministres
19 297 767 600	76 456 900	17 395 200	20 063 509 265	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
43 411 100	2 000	-	70 739 387	Affaires civiques et Multiculturalisme
7 323 411 100	57 352 600	201 000	7 457 439 814	Collèges et Universités
2 498 767 900	531 000	302 900	2 686 063 865	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
38 742 644 800	12 225 600	50 605 300	39 069 260 287	Éducation
7 338 582 600	4 000	827 100	7 373 843 587	Énergie
103 627 800	50 189 500	172 118 200	446 717 814	Environnement, Protection de la nature et Parcs
3 767 872 800	14 740 901 400	4 976 300	18 959 750 887	Finances
3 100 000	1 000	-	13 272 873	Affaires francophones
76 079 540 500	54 902 000	76 700	76 792 390 665	Santé
97 557 000	1 000	-	137 049 714	Affaires autochtones
2 875 186 500	29 707 900	29 376 900	3 743 810 287	Infrastructure
1 582 207 700	12 389 400	2 106 100	1 969 453 787	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	500 000	2 652 400	Bureau du lieutenant-gouverneur
9 230 824 800	251 000	-	9 339 790 314	Soins de longue durée
146 735 800	1 113 500	5 867 600	212 204 614	Mines
2 068 503 300	8 826 200	119 746 500	2 053 920 992	Affaires municipales et Logement
106 938 000	35 160 500	170 041 800	702 756 414	Richesses naturelles et Forêts
299 425 000	405 161 300	12 914 900	748 649 514	Développement du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
38 895 000	157 302 800	637 221 300	791 677 487	Services au public et aux entreprises
161 035 300	6 000	-	185 647 614	Services aux aînés et Accessibilité
528 216 200	241 825 000	242 033 100	4 284 907 787	Solliciteur général
1 554 424 500	13 000	2 000	1 609 921 287	Tourisme, Culture et Sport
11 313 463 000	1 724 043 000	658 873 200	13 750 223 192	Transports
342 185 500	2 420 952 400	1 323 466 600	4 819 074 687	Secrétariat du Conseil du Trésor
186 485 742 500	20 171 214 200	3 672 702 300	220 076 888 124	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Investissements à long terme	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Inventaire	Terrains
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	5 000 000	-	-	-
Procureur général	9 000	-	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	56 507 000	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	482 400 000	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 000	-	-	141 964 400	-	-	-
Éducation	2 000	-	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	118 001 000	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	-	2 000	-	-	1 001 000
Finances	-	34 200 000	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-	-
Santé	1 000	57 587 000	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	-	11 230 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-	-	-
Mines	1 000	-	-	1 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	3 436 600	-	-	-	1 000	-	-
Développement du Nord	1 000	-	-	2 000	-	-	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	41 750 000	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	8 208 500	-	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	-	-	-	1 000
Transports	8 000	-	-	-	-	-	599 805 800
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-	-	-
TOTAL	53 418 100	172 325 000	-	747 370 400	1 000	-	612 037 800

Note:

Immeubles - Comprend 404 100 \$ en traitements et salaires et 45 100 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 22 822 100 \$ en traitements et salaires et 3 538 300 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	- Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
4 861 800	-	-	-	-	26 276 300	Procureur général
-	-	-	-	-	-	- Bureau du Conseil des ministres
14 439 000	-	-	-	-	-	- Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	-	-	- Affaires civiques et Multiculturalisme
-	-	-	-	-	-	- Collèges et Universités
-	-	-	-	-	-	- Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	-	437 500	Éducation
-	-	-	-	-	-	- Énergie
22 467 200	6 012 900	-	3 752 300	6 537 000	-	- Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	- Finances
-	-	-	-	-	-	- Affaires francophones
-	-	-	-	-	5 642 300	Santé
-	-	-	-	-	-	- Affaires autochtones
142 945 400	-	-	88 086 300	21 367 300	-	- Infrastructure
-	-	-	-	1 000	-	- Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	- Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	- Soins de longue durée
-	-	-	-	602 000	-	- Mines
-	-	-	-	-	-	- Affaires municipales et Logement
23 987 600	8 205 000	-	21 033 500	2 134 400	-	- Richesses naturelles et Forêts
-	619 730 100	-	-	3 000	-	- Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	- Cabinet du premier ministre
-	-	-	-	1 000	51 513 000	Services au public et aux entreprises
-	-	1 000	-	-	-	- Services aux aînés et Accessibilité
373 366 800	-	-	129 441 300	59 371 700	207 521 300	Solliciteur général
-	-	-	-	-	-	- Tourisme, Culture et Sport
-	3 073 979 500	-	-	750 000	-	- Transports
-	-	-	-	-	-	- Secrétariat du Conseil du Trésor
582 067 800	3 707 927 500	1 000	242 313 400	90 767 400	291 390 400	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2 500 000	-	-	-	-	7 500 000
Procureur général	16 620 000	-	-	-	-	47 767 100
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	1 231 500	-	-	1 000	-	72 178 500
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	-	-	-	-	1 000
Collèges et Universités	3 501 000	-	-	-	-	485 901 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	1 000	-	141 967 400
Éducation	4 710 200	-	-	-	-	5 149 700
Énergie	-	1 000	-	1 000	1 000	118 002 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	5 000	241 000	-	2 000	1 000	40 019 400
Finances	-	-	-	-	-	34 200 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Santé	9 754 300	-	-	-	-	72 984 600
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	263 629 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	19 845 700	1 000	-	-	-	19 847 700
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	20 430 000
Mines	-	-	-	-	-	604 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	-	1 686 500	6 367 000	-	-	66 851 600
Développement du Nord	-	-	-	-	-	619 736 100
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	5 014 700	1 000	-	1 000	2 000	98 278 700
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	2 000
Solliciteur général	771 000	35 492 700	-	-	-	814 173 300
Tourisme, Culture et Sport	-	4 000	-	-	-	5 000
Transports	82 694 700	28 883 800	-	-	619 730 100	3 166 391 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	13 786 400	-	-	-	-	13 787 400
TOTAL	160 435 500	66 312 000	6 367 000	7 000	619 734 100	6 113 007 200



ISSN 0835-5576 (Imprimé)
ISSN 1718-7990 (En ligne)

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2025